

فك من الإيميل

« Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14729 - 8 F

SAMEDI 6 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

Crise à Varsovie

MORIBOND depuis des semaines, pour ne pas dire des mois, le gouvernement Olszewski a fini par tomber. L'obstruction du premier ministre à se maintenir alors qu'il n'avait plus de soutien au Parlement, que l'administration était paralysée et que le président Wałęsa réclamait sa démission, était devenue intenable. Son gouvernement ne tenait qu'à un fil, celui de l'impopularité de la Diète où la fragmentation en vingt-neuf partis compliquait l'organisation d'un vote de confiance et la formation d'une nouvelle coalition.

Cette crise politique aura illustré à elle seule tous les maux du post-communisme que : la Pologne, fidèle à son rôle de pionnière, expérimente avec quelques longueurs d'avance sur les autres. Il y a le problème de la transition institutionnelle, avec une Constitution de l'ancien régime vaguement adaptée. En Pologne, cela veut dire : un chef de l'Etat élu au suffrage universel, mais incapable d'exercer un véritable pouvoir exécutif, non prévu par les textes ; une loi électorale absurde, permettant un multipartisme sans fin et une Diète incapable de fonctionner (la Tchecoslovaquie, qui était ses députés ce week-end, a tenté de limiter les débats en imposant un seuil de 5 % des voix aux différents partis pour entrer au Parlement) ; et pas de solution aux conflits entre le président, le gouvernement et le Parlement, conflits d'autant plus inévitables que les Polonais ont élu à leur tête un personnage aussi entier que M. Lech Wałęsa.

UN autre mal du post-communisme est celui de la répression des collaborateurs de l'ancien régime. C'est lui qui a précipité la crise gouvernementale, en Pologne, la troisième depuis la chute du communisme.

M. Olszewski avait fait de la répression son cheval de bataille. La Pologne, dont la population avait moins massivement collaboré avec le communisme que dans les autres pays frères, avait jusqu'ici réussi à s'épargner ce cruel débat qui a déchiré l'Allemagne de l'Est ou la Tchecoslovaquie. Mais l'action des partis de droite les plus extrémistes a fini par l'imposer à Varsovie. L'ancien premier ministre, M. Mazowiecki, et ses amis ont toujours dit qu'il fallait « tirer un trait épais » sur le passé, pour ne pas s'enliser dans les règlements de comptes. M. Wałęsa lui-même, après avoir eu, pendant la campagne électorale, une position ambiguë, a fini par se rallier à ce point de vue. Il l'a défendu jeudi avec d'autant plus de vigueur que des membres de son proche entourage seraient directement visés.

LES vifs débats sur l'utilisation des archives de la police, offerts aux téléspéctateurs polonais jusqu'à l'aube de vendredi, ont repoussé l'adoption prévue du budget. Les passions autour des « crimes » seront ainsi empêchées une analyse froide du mal profond du post-communisme : l'absence de recette pour sauver les économies. Le budget de l'année que la FMI continue, impitoyablement, à réclamer à Varsovie avant de reprendre son aide, sera « de toute façon adopté », a prédit le premier ministre d'ici, qui était pourtant hostile à l'austérité lorsqu'il a pris ses fonctions.

Lire nos informations page 8

M0147-0606-6.00 F

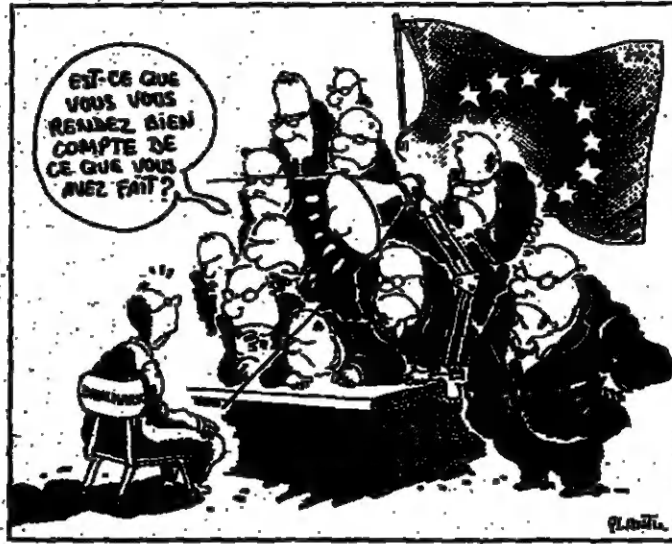


La construction européenne après la défection de Copenhague

Les Onze misent sur un revirement de leur partenaire danois

Réunis à Oslo jeudi 4 juin, en marge d'une session de l'OTAN, les ministres des affaires étrangères des onze partenaires du Danemark ont exclu formellement toute renégociation du traité de Maastricht. Ils affirment que le processus de ratification de ce texte continuera « conformément au calendrier prévu » (et s'achèvera donc avant la fin de l'année). Ils laissent « la porte ouverte » à une participation du Danemark à l'Union européenne, semblant miser sur un revirement de Copenhague.

Les ministres européens semblaient tabler, à terme, sur un changement de position de Copenhague, qui résulterait d'une prise de conscience par les Danois de ce qu'ils perdraient en persistant à refuser Maastricht. Pour sa part, le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, a évoqué jeudi l'hypothèse d'une nou-



velle consultation portant sur les liens entre son pays et la CEE. « Je n'exclus pas », a-t-il dit, « un nouveau référendum ». Cette proposition ne semble guère avoir de chances d'être retenue dans l'immédiat. M. Roland Dumas a indiqué que le débat sur la révision de la Constitution reprendrait mardi prochain au Sénat.

Les électeurs français devront ensuite se prononcer sur le traité de Maastricht inchangé. « A l'issue des procédures de ratification dans les douze pays membres », a précisé, M^{me} Elisabeth Guigou, on fera le point et on avisera.

Lire page 3 l'article de CLAUDE TRÉAN et l'entretien avec M. Claude Cheysson

Tchécoslovaquie : l'épuration

Des listes sauvages dénonçant les collaborateurs présumés de l'ex-police communiste épuisent l'atmosphère des élections des 5 et 6 juin

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Jindrich Hoda arrive au rendez-vous un attaché-case à la main, l'air affairé. Quelque chose dans son regard pourtant, un mélange de tristesse et d'abattement, trahit la vérité : à quarante-six ans, il a perdu son travail, occupe ses journées à ranger ses vieux papiers et se réveille parfois le matin en espérant que « tout ne s'était qu'un cauchemar ». Jindrich Hoda vient d'être, selon un néologisme très en vogue à Prague, « épuré positivement », c'est-à-dire que son passé a été vérifié et qu'on a découvert des archives attestant d'une collaboration avec l'ancienne police politique communiste, la StB.

Pour lui, le cauchemar a commencé le matin du jeudi 30 avril, lorsque deux quotidiens de Prague ont publié une liste de 376 noms de journalistes tchèques et slovaques fichés par la StB comme « agents ». Parmi ces noms, il y avait celui de Jindrich Hoda. L'ironie de l'histoire, c'est que l'un des deux journaux était son propre quotidien, Telesgraf.

— porte-voix du parti de l'ultra-libéral Václav Klaus — dont il n'était rien de moins que le rédacteur en chef adjoint. Seul un de ses collègues avait pris la peine, à titre amical, de lui téléphoner la veille au soir pour le prévenir. La direction du journal se manifesta un peu plus tard pour l'informer qu'il était licencié à partir du 11 mai.

Jindrich Hoda sort de son attaché-case un dossier recouvert d'une chemise de plastique. Celui-ci contient les plaintes qu'il s'approprie à déposer contre son employeur et contre l'Etat tchécoslovaque ; car, comme beaucoup de ses compatriotes d'« infamie sur la liste », il n'a et s'estime victime d'une immense injustice.

Son histoire est celle de dizaines de milliers de Tchécoslovaques, soumis après le « printemps de Prague » à la férule d'une police toute-puissante, avec laquelle ils ont été amenés à avoir des contacts, plus ou moins compromettants.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 8

L'Europe vue du Potomac

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Dire que le « non » des Danois au traité de Maastricht a été accueilli avec satisfaction à Washington serait exagéré. Après tout, comme l'a rappelé mercredi 3 juin, le porte-parole du département d'Etat, « le soutien général des Etats-Unis à l'intégration européenne a été toujours fort ».

Il est peu probable, pourtant, que le canotier infligé par les électeurs danois aux « locomotives » européennes qui sont le chancelier Kohl et le président Mitterrand ait beaucoup surpris le président Bush. M. James Baker, le secrétaire d'Etat, ou M. Nicholas Brady, le secrétaire au Trésor, n'en ont cependant rien laissé paraître, mercredi, lorsqu'ils ont reçu M. Edouard Balladur, qui venait de New-York où il avait rencontré, entre autres personnalités, M. Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, et l'éternel Henry Kissinger. Les

dirigeants américains n'avaient nulle envie, il est vrai, de braver l'ancien ministre français des finances et avaient parfaitement qu'ils avaient affaire au possible premier ministre d'une nouvelle collaboration.

Pas question, donc, d'explications « franches », comme cela avait été le cas quelques jours plus tôt avec M. Dumas, qui s'était entendu demander par M. Baker si la France est « avec ou contre » les Etats-Unis. Mais pas question, non plus, de masquer les préoccupations du moment, y compris celles de politique intérieure. M. Balladur, qui avait auparavant rencontré au Capitole une dizaine de parlementaires spécialisés en politique étrangère conduits par M. Les Aspin, l'influent représentant démocrate du Wisconsin, n'en a pas moins été longuement interrogé sur les récents rebondissements des « malentendus transatlantiques ».

JACQUES AMALRIC

Lire la suite page 4

La randonnée mortelle du RPR

par Olivier Biffaud

L'algèbre traditionnelle entre « compagnons » du gaullisme n'est plus de mise. Si ce n'est pas encore la guerre ouverte entre opposants irréductibles sur l'Union européenne, c'est déjà une randonnée politique incertaine, sinon meurtrière, qui débute pour les dirigeants du RPR. Plus précisément entre les principaux acteurs du drame : M. Jacques Chirac d'un côté, MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin de l'autre.

L'imagerie d'Epinal, si l'on peut dire, atteint par des joutes viriles mais jamais finales entre les descendants du général. Il y avait bien de sévères froissements, mais les explications « entre hommes » ne portaient pas à conséquence sur l'avenir de la famille. Même la fronde de MM. Pasqua et Séguin contre l'ancien premier ministre en 1989 avait été présentée de cette façon.

La motion des deux anciens ministres avait bien obtenu plus de 30 % aux assises du mouvement en mars de l'année suivante, mais, avec plus de 65 % pour la sienne, le président du RPR était resté maître à bord. Au fil du temps, on avait juré que tout rentrerait dans l'ordre et que finalement, entre « compagnons »...

L'affaire de Maastricht et celle de la révision constitutionnelle qui en était le hors-d'œuvre ont fait éclater la vérité aux yeux de l'opinion publique. Elle se doutait bien que l'opposition était profondément divisée sur l'Europe, mais, en plus, elle découvre de jour en jour le fossé qui se creuse au sein du parti néogaulliste.

« C'est un clivage absolu », affirme un hiérarque de la maison. Un autre assure que « le mouvement est confronté à une situation qui peut être totalement mortelle ».

Lire la suite page 8

Les sanctions de Paris contre Belgrade

Gel des avoirs de la Serbie et du Monténégro en France. page 24

Polémique sur les Sicav monétaires

L'arrêté Sapin, qui renforce la fiscalité de ces placements à court terme, provoque une controverse. page 17

L'avion de combat européen menacé

Le sort de l'Eurofighter, rival du Rafale, se joue, vendredi 5 juin, avec le vote du Parlement britannique. page 10

La réflexion sur le mode de scrutin

M. Georges Vedel préside la commission de juristes mise en place par M. Bérégovoy. page 9

Le plus grand écran de la capitale

L'inauguration, place d'Italie, à Paris, du Grand Ecran Gaumont donne un sens au bâtiment qu'a conçu l'architecte Kenzo Tange. page 14

SANS VISA

« Bucarest, le pire n'est plus à craindre. » Ventoux, le mont-énigme. « Folk, comté socialiste. » Comment parler à un Black Feet. « La table. » Jeux. pages 25 à 32

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

Cartier

51, RUE FRANÇOIS I^{er} PARIS. 40.74.60.60

Le Sommet de la Terre

Rio à l'heure française

La deuxième journée du Sommet de la Terre, jeudi 4 juin à Rio-de-Janeiro, a été française. Après M. Michel Rocard, M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'environnement, est intervenue pour défendre une conception « tiers-mondiste » de la protection de l'environnement, accusant les Etats-Unis d'avoir une position « néo-coloniale ».

M^{me} Royal a confirmé que la France passera son aide publique aux pays du Sud à 0,7 % de son PNB et signera les conventions sur l'effet de serre et la biodiversité. La convention sur les changements climatiques a été le premier document ratifié à Rio.

Lire page 12 les articles de ROGER CANS et DENIS HAUTIN-GUIRAUT

DÉBATS

Maastricht

Le Danemark et le pentagone européen

par Maurice Duverger

L'ESPRIT d'indépendance des Danois n'aurait pas suffi à les jeter dans l'esclandre du 2 juin s'il n'avait pas des tendances diffusées dans l'ensemble de l'Europe. Fidèles à leurs traditions, les descendants des Vikings sont allés jusqu'au bout. Ils ont ainsi révélé des malaises latents dans beaucoup de pays. Ils s'aggraveront au fur et à mesure de l'élargissement de la Communauté. Constatons d'abord que les opposants à Maastricht, lors du référendum, reproduisent la nouvelle structure des opinions politiques, telle qu'on l'a vue dans les élections française et italienne de mars après plusieurs autres. Au centre, les grands

partis traditionnels de droite et de gauche. Contre eux, une étrange alliance unissant les nationalistes de l'extrême droite et les communistes et gauchistes, en même temps qu'une partie des Verts, incassables et imprévisibles. En somme, tous les maux contre les partis insulaires. Cela n'augure pas des lendemains qui chantent. Par ailleurs, le Danemark subit l'influence de l'épidémie de nationalisme de fragmentation qui a pris naissance à l'Est avec l'effondrement de l'empire soviétique et de ses satellites. La dislocation de l'URSS, la guerre civile de Yougoslavie, les batailles entre Arméniens et Azeris ou Moldaves et Russes, les révoltes

des Gagauzes et consorts l'indépendance des pays baltes, la séparation slovaque, se diffusent à l'Ouest en aggravant les herosismes islandais et corse, en radicalisant certains Catalans, en suscitant les Ligues du nord en Lombardie. Curieusement, les petites nations indépendantes depuis longtemps, comme l'Autriche, la Suisse ou la Suède, semblent vaciller contre ce virus micronationaliste, puisqu'elles souhaitent s'ajouter aux Douze dont les Danois veulent, au contraire, se séparer.

Un langage ésotérique et glacé

Mais l'avenir de ces derniers exprime aussi la crainte d'une évolution qui concerne tous les petits pays, qu'ils soient membres, candidats ou démissionnaires de la Communauté, dont l'extension implique une transformation des structures indispensables à son équilibre. Le pentagone formé par l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne représente 290 millions d'habitants. En l'absence d'union politique, il n'est pas très grave que la présidence du Conseil européen alterne tous les six mois entre les États, chacun exerçant à tour de rôle. Quand on veut mettre ensemble une diplomatie et une défense communes, cette égalité n'est plus concevable. L'élargissement de la Communauté la rendrait encore plus absurde : quand elle aura dix-huit membres par intégration des pays de l'AELE, chacun des grands États ne dirigerait les relations extérieures et la sécurité que pendant six mois tous les neuf ans ! Cela n'est pas possible. Pas plus que voir les dix-huit membres, groupant 290 millions d'habitants et de femmes, disposer seulement de dix sièges à la commission contre treize à des États réunissant ensemble 87 millions d'habitants.

Les nations du pentagone sont le moteur de la Communauté. Mais l'Europe semblerait appauvrie dans sa culture et sa diversité si elle était réduite à ces grands et au noyau

central formé par les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Copenhague est un élément inséparable de l'Europe, comme Stockholm, Oslo, Lisbonne, Athènes, Vienne, Genève. Pourquoi les petits et moyens États ne se regroupent-ils pas, suivant des affinités naturelles ? Le Benelux a été un élément important dans la construction initiale de la CEE. La Suède ne pourrait-elle pas envisager une association scandinave qui prendrait place en bloc dans son communauté où les Danois se sentiraient alors à l'aise ? En même temps, les relations entre États de tailles différentes pourraient être assouplies si l'aménagement des institutions communautaires cessait d'être monopolisé par les diplomates. Rien ne peut se faire sans eux dans un système où les gouvernements des États sont au cœur du dispositif de décision. Mais rien ne sera clair aux yeux des citoyens et chaudi à leur cœur tant que les élus européens n'auront pas traduit en termes lisibles et attirants le langage ésotérique et glacé des chancelleries.

En attendant, les chefs d'État et de gouvernement devront répondre rapidement au défi du vote de la moitié des citoyens d'un pays qui compte 5 millions d'habitants, en respectant leur décision, tout en veillant à ce qu'elle n'empêche pas d'appliquer le traité de Maastricht aux 340 millions d'habitants et de femmes qui peuplent les onze autres États de la Communauté. En droit, il suffirait que le Conseil européen adopte d'urgence un texte de quelques lignes décidant que les seconds réjets par le Danemark s'appliqueraient dans les délais prévus aux nations qui les auront ratifiés, les autres pays pouvant ultérieurement y adhérer. On ne voit pas comment le gouvernement de Copenhague pourrait refuser de signer un tel acte puisqu'il correspondrait à la fois à la décision de son Parlement et au vote de ses citoyens. La défiance s'appliquerait tout simplement à ses arguments pour une fois.

COURRIER

Un comité national pour le « oui » au référendum

Le référendum annoncé ne saurait être l'affaire des partis. Certes ces derniers devront se déterminer politiquement par rapport au traité d'Union européenne, mais le campagne pour le « oui » à l'Europe nouvelle doit être la mission d'une instance nationale transmettant les appartenances politiques et dominant largement les questions de politique intérieure, aussi essen-

tielles soient-elles. Il importe donc de créer des conditions propres à l'émergence d'un comité national pour le « oui » au traité d'Union européenne.

Ce comité devra être présidé par un homme non engagé politiquement, un scientifique ou un littéraire en renom. Mais il comprendra comme simples membres M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing ; tous les anciens premiers ministres et ministres de la V^e République ; les membres du Parlement qui souhaiteraient s'engager pour l'Europe, les membres des académies qui feraient le même choix, les représentants des religions, des familles spirituelles, des mouvements laïques ; bref tous ceux qui pensent que la construction européenne est affaire de civilisation.

GÉRARD ISRAËL
Ancien député
du Parlement européen

URSS

La résistance dans le goulag

par Germaine Tillon

A Moscou, le mardi 19 mai, s'ouvrait la première réunion officielle des victimes du goulag soviétique, organisée par certains des survivants mais aussi par les enfants ou petits-enfants des disparus : elle s'intitulait « La résistance dans le goulag ». Elle avait été voulue par l'association « Le retour » (*Vozvrashchenie*), créée par des anciens forces (*delé*) qui, dans les bagues communistes, eurent l'énergie d'écrire des poèmes, des enquêtes historiques, des récits, puis de les illustrer, de les recopier, de les diffuser par samizdat.

Après la mort de Staline, quelques-uns d'entre eux émergèrent dans un vieux comité littéraire datant de 1932 et, la perestroïka aidant, les ex-bagnards (poètes, romanciers, historiens, mémorialistes) devinrent peu à peu majoritaires. L'un d'eux, Semion Vilenski, un écrivain, présidait nos séances. C'est un ancien de la Kolima, le complexe pénitentiaire de l'extrême-orient soviétique, où il a vu des prisonniers portant tisonnés sur le bras, leur numéro d'identification de 50 % de la première année. A leur avis, si l'on tient compte aussi des millions de paysans morts de la faim au cours des famines organisées pour les exterminer, on peut avancer le chiffre de soixante-quinze millions.

Dans ce pays où les antagonismes ont été exacerbés par les cruautés nationalistes des communistes, l'amitié n'en regrettait pas moins entre les anciens bagnards de toutes origines présents à la conférence - reconstruction totalement imprévue de l'ex-Union soviétique.

« Relégués de naissance »

Les réunions suivantes eurent lieu dans deux salles d'une université de Moscou. Au cours de l'une d'elles, hommage fut rendu à la mémoire de Sakharov, par un moulinable concert. Dans une autre, l'ancien ministre de la santé et trois membres du ministère de la sécurité (dont deux furent déportés) se manifestèrent à Moscou contre l'invasion de la Tchétchénie (la Tchétchénie, Armand Maloumian (2), résistant français du réseau Alliance, revenu en URSS après la guerre pour combattre l'Arménie, pays de ses ancêtres, coupable de rien, sinon probablement d'être français (envoyé en Sibérie de 1948 à 1956, organisateur de la première grève du goulag), et Jacques Rossi (3), lui aussi coupable de rien, mais déporté de 1937 à 1961. S'ajoutèrent ensuite ceux qui survécurent à la mécanique de Hitler, déportés et enfants de déportés - soit, en tout, une quinzaine de « partisans de la morale ordinaire », en l'occurrence une poignée de trotskistes et quelques vieux ou vieilles gauchistes. Dont moi-même.

(1) Voir *Le Soldat*, Éditions Deux Temps (1971), traduction de Hélène Chatain.
(2) *Les Fils du goulag*, d'Armand Maloumian, Presses de la Cité (1966).
(3) *The Gulag Handbook*, de Jacques Rossi, Overseas Publication Interchange, Londres (1987). Non traduit en français.

Germaine Tillon est directrice honoraire à l'École des hautes études en sciences sociales (ethnologie).

TRAIT LIBRE



DESSIN : JEAN-DENIS PHILIPPE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Croc, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue de Colonne-Pierre-André
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-72-72 - Société filiale de la SARL Le Monde et de l'Union de Presse France 55.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.800F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2057

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-25

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS (hors Europe)
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTÉL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Goude directeur de la gestion Marcel Lambert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (depuis le directeur de la rédaction)

Yves Agnès Jacques Arnault Thomas Frenkel Philippe Herremans Jacques-François Simon

Daniel Vernot (des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1952) Jacques Fauvet (1952-1953) André Laurens (1953-1955) André Fontaine (1955-1957)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
L'ADMINISTRATEUR : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-30-10
Télécopieur : 40-65-30-10



2, Place des Victoires - 75001 Paris

ÉTRANGER

La construction européenne après le « non » danois au traité de Maastricht

Les Onze espèrent que le Danemark va réfléchir aux conséquences négatives de son vote

On serre les coudes, on continue. Le choc infligé par les électeurs danois à la Communauté européenne n'a eu au moins pour effet bénéfique le réflexe de solidarité dont les dirigeants européens - danois compris - ont fait la démonstration lors de leur réunion, à Oslo, jeudi 4 juin. Jamais communiqué des Douze n'aura été aussi court (dix lignes) et jamais peut-être le message aussi clair : le « non » qu'ont opposé les Danois au traité de Maastricht n'arrêtera pas la construction de l'Union européenne.

Alors que jeudi matin, à Maastricht, tout semblait avoir imaginé que tout se passerait de Maastricht était en péril, à peine plus d'une heure, aux ministres des affaires étrangères pour rédiger ce texte. C'est dire qu'il n'a soulevé aucune objection de fond et que personne n'a cherché à s'abriter derrière le désaveu des Danois pour tenter de faire marche arrière.

Dans ces quelques lignes empreintes d'une très saine détermination, les Douze « excluent » toute modification du traité de Maastricht. Ils déclarent que les procédures de ratification vont se poursuivre avec le même calendrier (entrée en vigueur du traité au 1^{er} janvier 1993) et que la porte reste ouverte aux Danois au cas où ils voudraient reconsidérer leur position.

Les ministres ne donnent évidemment sur ce dernier point aucune précision qui pourrait ressembler à une directive, une menace, ou un désaveu de la consultation démocratique qui vient de se dérouler au Danemark. Il est bien évident toutefois que la très faible supériorité des « non » (moins de 50 000 voix) autorise à espérer que ce verdict des électeurs est réversible. Les dirigeants danois ne peuvent pourtant convoquer un second référendum sur la même question sans éléments nouveaux.

Or, cet élément nouveau ne sera pas puisé dans une renégociation du traité qu'ils n'ont d'ailleurs pas réclamée à leurs onze partenaires. Il peut consister en

revanche - même si personne ne l'a dit officiellement à Oslo - en une prise de conscience par les Danois de ce qu'ils perdraient s'ils persistaient à refuser Maastricht, à savoir toute appartenance à la Communauté.

Le communiqué d'Oslo

« Les ministres ont entendu un rapport du ministre danois des affaires étrangères sur le référendum au Danemark, dont tous regrettent l'issue. »

« Ils ont noté que onze États membres ont exprimé le désir de voir l'Union européenne constituée par tous les États membres. Ils ont exclu toute renégociation du texte signé à Maastricht. »

« Le processus de ratification dans les États membres continuera sur la base du texte existant et, conformément au calendrier prévu, s'achèvera avant la fin de l'année. Ils ont tous exprimé leur accord pour laisser la porte ouverte à une participation du Danemark à l'Union. »

Il aura suffi, en effet, d'une nuit blanche passée par les responsables des affaires communautaires à méditer entre mardi et mercredi les conséquences des nouvelles de Copenhague et de quelques heures encore pour conclure que l'on ne peut pas s'arrêter à des arguments juridiques : l'Europe à deux vitesses entre les douze pays signataires du traité de Rome n'est pas praticable. Soit ils signent aussi le traité de Maastricht, et tous passent ensemble à la vitesse supérieure, soit ceux qui ne suivent pas sortent de facto du club des Douze, même s'ils restent juridiquement membres d'une Communauté version traité de Rome, vidée de toute substance au profit de l'union politique.

Mis au pied du mur

Que se passera-t-il quand, au 1^{er} janvier 1993 (le hasard fait curieusement les choses) viendra le tour des Danois d'assurer la présidence tournante de la Communauté ? Juridiquement, c'est leur droit, et le ministre portugais des affaires étrangères, M. Deus de Pinheiro, l'a rappelé jeudi. Mais, politiquement, et bien qu'il ne l'ait pas dit, ils se trouveraient

présider une Communauté dans laquelle ils sont seuls, les autres étant déjà passés à l'étape supérieure.

C'est le sens du message d'Oslo, même s'il ne veut pas se présenter comme une menace. La détermination des onze autres pays à aller de l'avant place en fait les Danois au pied du mur et les oblige à choisir entre l'Europe de Maastricht ou pas d'Europe du tout, ce qu'ils n'avaient pas perçu lors du scrutin de mardi. A charge pour leurs dirigeants de le leur faire comprendre au plus tôt.

Et si, au terme des procédures de ratification dans les autres pays, les Danois ne se trouvaient pas seuls ? Les ministres à Oslo n'ont évidemment pas envisagé cette hypothèse. Leur détermination serait naturellement plus difficile à tenir si l'Irlande vacillait, mais ils ne le croient pas. Pour ce qui est de la Grande-Bretagne, même si l'on s'attend à de sérieuses bagarres à propos des deux grands dossiers qui seront traités le semestre prochain sous sa présidence - le budget communautaire et l'élargissement - il paraît clair que M. John Major ne

veut pas laisser se rouvrir le débat sur Maastricht.

Reste la France, et l'annonce du référendum n'a pas été reçue comme une très bonne nouvelle par certains de ses partenaires, non qu'ils doutent que les Français soient des européens convaincus, mais parce qu'ils craignent un possible détournement de cette consultation par des considérations de politique intérieure.

M. Roland Dumas a indiqué que le débat sur la révision constitutionnelle reprendrait mardi prochain au Sénat. Les électeurs français auront à se prononcer ensuite sur le traité de Maastricht inchangé. « A l'issue des procédures de ratification dans les douze pays membres, on fera le point et on avisera », a déclaré M. Guigou. C'est-à-dire qu'à ce moment-là les juristes seront requis pour faire en sorte que le traité signé à Douze soit applicable à moins. Mais, cela va de soi pour tout le monde, pas sans la France.

CLAIRE TRÉAN

Un entretien avec M. Claude Cheysson

« L'Europe fonctionne déjà à plusieurs vitesses », nous déclare l'ancien ministre des relations extérieures

Indépendamment de la crise ouverte par le non danois au traité de Maastricht - qui « ne doit être en aucun cas un prétexte pour retarder la ratification » dans les autres États membres, M. Claude Cheysson souligne les plus vives inquiétudes à l'égard d'un éventuel élargissement de la CEE. L'ancien ministre des relations extérieures et député européen prône une dilution de la Communauté en raison notamment de la position britannique. Afin de répondre rapidement à la question soulevée par les nombreuses candidatures à l'adhésion, M. Cheysson préconise la construction d'édifices différents mais en étroites relations avec le bâtiment communautaire.

« Au-delà de la crise actuelle, que pensez-vous des perspectives d'élargissement de la CEE ? »

« C'est un fait : les candidatures se précipitent. Celles qui sont déjà déposées sont maintenant présentées comme des dossiers à traiter d'urgence, et, déjà, il en arrive d'autres. »

Mais il doit être clair pour tout le monde qu'un pays candidat doit être capable d'accepter ce qu'on appelle l'acquis communautaire, c'est-à-dire toutes les contraintes acceptées par les Douze. Ce qui écarte d'emblée, de manière objective, les États qui ne peuvent pas assumer certains aspects de la vie communautaire.

Maastricht va enrichir cet acquis communautaire. Pour parvenir à l'union monétaire, il faudra avoir une cohésion économique. Ce qui implique des politiques budgétaires, économiques, voire industrielles, convergentes. Le nouveau traité donne en outre, pour la première fois, un droit de regard aux syndicats et aux travailleurs sur la politique des Douze.

Mais le Royaume-Uni a réservé sa position sur la monnaie et refuse le volet social de Maastricht ?

« C'est là toute l'ambiguïté. Ces éléments n'ont pas été acceptés par la Grande-Bretagne alors que ce pays va assumer la présidence de la Communauté pendant le deuxième semestre de cette année. Lorsqu'on offrira le mandat de la négociation, quels seront les termes sur la base desquels on discutera avec la Suède, l'Autriche, la Finlande ou la Suisse ? »

Il faut y inclure l'acquis communautaire. Vous avez eu sujet d'une importance considérable. Si on commence à accepter qu'un candidat puisse bénéficier de dérogations définitives, on ira à coup sûr vers une zone de libre-échange. Et, dans cette partie difficile, il faut craindre les manœuvres anglaises visant vers une Europe moins homogène ne faciliterait-elle pas l'adhésion d'autres États, notamment des nouvelles Républiques d'Europe centrale et orientale ?

Si l'Europe doit devenir une zone de libre-échange, pratiquement tous les pays, y compris ceux de la CEE, peuvent y entrer. Mais ce serait mener l'Europe que nous avons voulue. Dans ces conditions, il faut élargir le raisonnement : construire des édifices différents, mais en étroites relations avec le bâtiment communautaire. Prenez l'exemple de l'initiative franco-allemande dans le domaine militaire. Bonn et Paris ont demandé à leurs partenaires de la CEE d'y participer, mais personne ne s'est sérieusement penché sur la localité des Douze fera jamais partie de cette construction militaire commune.

Si vous prenez le cas des pays de l'ancien bloc communiste, ils ne

sont absolument pas capables, à l'heure actuelle, de prendre des engagements d'ordre budgétaire, en matière de taux d'intérêt ou sur le plan économique en général. De plus, comment voulez-vous que nous supprimions les frontières avec ces pays, avec tout ce que cela signifie ? D'un autre côté, il faut que nous tenions compte de leur désir de se rapprocher de nous.

Aussi faut-il traiter tout de suite avec eux ce qui peut être traité tout de suite et ne pas se contenter de leur dire : un jour vous adhérez à la Communauté. Parmi les champs de coopération possibles, il y a bien sûr les échanges commerciaux, mais on peut penser à ouvrir des pistes dans les domaines de la protection sociale des travailleurs et de la circulation des personnes. C'est ce que François Mitterrand appelle l'approche confédérale.

Ne militez-vous pas ainsi en faveur d'une Europe à la carte ?

« On peut l'appeler comme l'on veut. Une chose est sûre : l'Europe fonctionne déjà à plusieurs vitesses, et il faut l'admettre une bonne fois pour toutes. »

Propos recueillis par MARCEL SCOTTO

A TRAVERS LE MONDE

VIETNAM

Hanoi affirme que tous les membres de l'ancien régime encore détenus ont été libérés.

Tous les membres, civils et militaires, de l'ancien gouvernement sud-vietnamien encore détenus après dix-sept années passées dans des camps de rééducation ont été libérés, a annoncé jeudi 4 juin le ministère des affaires étrangères de Hanoi. « Dans le cadre de la politique de clémence, et compte tenu de l'attitude observée durant leur rééducation par les anciens collaborateurs de l'ancien régime, tous ceux qui étaient encore détenus... ont été libérés au 30 avril », a déclaré un porte-parole, M. Ho The Lan. Une centaine de personnes étaient encore détenues.

Un accord avait été conclu en 1989, avec Washington, aux termes duquel les détenus libérés pourraient s'installer aux États-Unis. Le porte-parole vietnamien a précisé que 41 808 anciens détenus et leurs familles étaient déjà partis entre octobre 1989 et mars 1992 en application de cet accord.

Selon Hanoi, 90 000 ex-prisonniers au total - de 300 000 à

400 000 personnes en comptant les familles - pourraient ainsi quitter le Vietnam. La libération des membres de l'ancien régime fait l'une des conditions posées par les États-Unis à la normalisation de leurs relations avec Hanoi. (Reuters.)

CHINE

Protestations après les violences exercées contre des journalistes.

Plusieurs pays ont protesté après les violences exercées le mercredi 3 juin par la police chinoise à l'encontre de journalistes sur la place Tiananmen. Ainsi, le porte-parole du Quai d'Orsay a-t-il déclaré « inacceptable » l'attitude des autorités de Pékin, qui ont interpellé une dizaine de journalistes étrangers à l'occasion du troisième anniversaire du massacre de Tiananmen. Le Japon a protesté contre l'agression particulièrement brutale subie par un cameraman de la chaîne japonaise TBS, Atsushi Yamaguchi.

Plusieurs militants syndicaux chinois, a-t-on par ailleurs appris à Pékin, ont également été arrêtés le 3 juin par la police, alors qu'ils projetaient d'effectuer une marche silencieuse sur la place Tiananmen. A Hongkong, enfin, des dizaines de milliers de manifestants ont

érigé dans un parc, jeudi 4 juin, une colonne blanche (la couleur du deuil en Chine) frappée de l'inscription « L'esprit de la démocratie ne mourra jamais ». (AFP, Reuters.)

SOUDAN

Le gouvernement et les rebelles s'engagent à une négociation pacifique.

Pour la première fois depuis le début de la guerre civile au Soudan, en 1983, le gouvernement soudanais et les rebelles soulistes ont accepté, jeudi 4 juin, de signer un communiqué commun, à l'issue de neuf jours de discussions de paix à Abuja, la capitale du Nigeria. « Toutes les parties conviennent que le conflit actuel ne peut être réglé que par une négociation pacifique », indique le document, que les rebelles n'ont accepté de signer qu'à la condition qu'une allusion soit faite à la possibilité d'organiser une consultation populaire sur l'avenir du sud-Soudan. « Les parties sont convenues d'ouvrir à un accord provisoire, mais elles se réservent le droit de consulter leurs mandants » à ce sujet, « ainsi que pour s'assurer par la suite de la volonté de la population concernée », dit le communiqué. (Reuters.)

MALI

Première audience du procès de l'ancien président Traoré

Le procès en assises de l'ancien président Moussa Traoré s'est ouvert, jeudi 4 juin, dans une des salles du Palais de la culture de Bamako, envahie par une foule importante. En l'absence des avocats de la défense, cette première audience n'a duré que deux heures. M. Traoré, accusé de « crimes de sang » (le Monde du 4 juin), a été le premier des vingt-trois inculpés appelés à la barre. Bien que l'ouverture du procès ait été retransmise en direct à la radio et à la télévision, plusieurs milliers de personnes, qui n'avaient pu avoir accès à la salle d'audience, sont restées dans la cour et aux abords du Palais de la culture, placé sous haute surveillance policière. Comme annoncé la veille, aucun des quelque soixante-quinze avocats de l'ancien chef d'Etat et de ses co-accusés ne s'est présenté devant le tribunal, ce qui a conduit le président de la cour d'assises, M. Malé Diakité, à reporter le procès, la prochaine audience étant prévue samedi matin. Des avocats commis d'office devraient être désignés pour assurer la défense des prévenus. (AFP, Reuters.)

M. Poul Schlüter n'exclut pas un nouveau référendum

Deux jours après la victoire du « non » au référendum sur le traité de Maastricht, le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, a déclaré, jeudi 4 juin, qu'il pourrait organiser une nouvelle consultation sur les liens entre son pays et la CEE. « Je n'exclus pas un nouveau référendum », a-t-il dit à la télévision, mais il faut qu'il se déroule sur de nouvelles bases (...). Il faudra que le Parlement et le peuple soient d'accord qu'il s'agit d'une situation différente de celle du 2 juin. » M. Schlüter est cependant resté vague sur le thème de cette consultation, et certaines dérogations qui pourraient être obtenues concernant des clauses du traité relatives au transfert de souveraineté auxquelles sont opposés une majorité de Danois.

M. Schlüter (conservateur) n'a pas précisé la date à laquelle ce référendum pourrait avoir lieu : « Dans six mois, ou plus tard », a-t-il dit. Mais cette proposition du chef de gouvernement a été accueillie avec scepticisme, voire rejetée, par son propre ministre des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen (libéral). Le chef de la diplomatie danoise avait estimé notamment qu'il était encore trop tôt pour commencer à spéculer sur une nouvelle consultation populaire.

Le premier ministre avait déjà évoqué durant la campagne électorale l'éventualité d'organiser un nouveau référendum en cas de victoire du « non » et « si les Danois venaient à regretter leur vote négatif ». Mais il avait dû se rétracter à la suite de vives critiques, émanées des alliés parlementaires et par l'opposition social-démocrate qui se sont montrées hostiles à sa proposition.

D'autres part, rapporte notre correspondant à Stockholm, François

Niét, un référendum organisé aujourd'hui en Suède et en Norvège (pays candidats et prochainement candidats) sur l'adhésion à la CEE se solderait également par un « non ». Les résultats de sondages publiés jeudi 4 juin dans la presse indiquent que les adversaires de l'entrée de la Suède dans la Communauté gagnent au Brésil. Selon le journal *Expressen*, 68 % des Suédois diraient non à la CEE et 32 % oui.

Pour la Norvège, qui s'apprete à présenter sa demande d'adhésion en novembre, vingt ans après un référendum au résultat négatif, le débat en cours est d'ores et déjà influencé par le vote du Danemark. Selon un sondage publié jeudi, par le quotidien *Aftenposten*, 53 % des personnes interrogées voteraient aujourd'hui non et 32 % oui, alors que les sondages effectués par ce même journal il y a trois semaines donnaient respectivement 47 % et 39 %.

Comme en Suède et en Finlande, le gouvernement norvégien avait annoncé qu'un référendum serait organisé une fois les négociations avec Bruxelles terminées. Mais une majorité de Norvégiens paraissent souhaiter à présent que ce référendum sur l'adhésion ait lieu avant le dépôt de la demande. Le refus danois a provoqué une confusion telle que le chef du mouvement en faveur de l'entrée de la Norvège, M. Fredrik Vogt Lorentzen, a demandé au premier ministre, M. Gro Harlem Brundtland, de différer sa démarche auprès de Bruxelles. Il estime, notamment, qu'il serait préférable d'attendre le résultat du référendum en France, et ses conséquences pour l'Union européenne, avant de définir la marche à suivre.

« L'idée de lui proposer de poser pour moi est venue un matin, quelques heures avant de pénétrer pour la première fois dans son bureau (comme si le privilège d'être reçue par lui devait s'accompagner d'une idée singulière, unique, jamais imaginée). Les mots avaient surgi avec l'idée. »

Annie Cohen
HISTOIRE D'UN PORTRAIT

UN TEXTE SILENCIEUX ET ÉLOQUENT
COMME UN PORTRAIT
DOIT L'ÊTRE.

ACTES
HUNTER
WYSEN
EDITEUR

DIPLOMATIE

La réunion de l'Alliance atlantique à Oslo

L'élargissement des compétences de l'OTAN continue d'alimenter la polémique entre Français et Américains

Les ministres des affaires étrangères de l'OTAN, réunis jeudi 4 juin à Oslo, se sont déclarés prêts à « soutenir au cas par cas les activités de maintien de la paix entreprises sous la responsabilité de la CSCE, y compris en mettant à sa disposition les ressources et les compétences de l'Alliance ». Français et Américains n'ont cependant pas résolu leurs divergences sur les modalités de ce type d'intervention nouvelle pour l'Alliance atlantique.

OSLO

de notre envoyée spéciale

La polémique franco-américaine, qui s'est poursuivie jeudi à Oslo à propos notamment du projet consistant à élargir les compétences de l'OTAN aux opérations de maintien de la paix, témoigne d'un climat passablement dégradé entre les deux pays. « Maintenant, chaque fois que nous ouvrons la bouche, on nous accuse de souhaiter que l'OTAN disparaisse », dit un des membres de la

délégation française. Nous avons beau dire et répéter le contraire, cela n'y change rien.

La façon dont le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Lawrence Eagleburger, a conclu son intervention, en s'en prenant à ceux qui doutent de l'engagement des Etats-Unis en Europe, de leur volonté ou de leur capacité d'y rester, confirme effectivement la remarque du diplomate français. « Ceux qui doutent de nos intentions ont trouvé aujourd'hui une réponse alors que nous confions à l'OTAN une nouvelle mission, une mission de maintien de la paix, dans la nouvelle Europe », a ajouté le secrétaire d'Etat adjoint.

S'adressant un peu plus tard à la presse, M. Roland Dumas réaffirmait pour sa part l'importance qu'attache la France « au maintien d'une alliance militaire défensive » et son souci que « l'adaptation de l'OTAN aux changements en cours n'aboutisse pas à changer sa nature ».

Le passage du communiqué final consacré au maintien de la paix s'inscrit dans ce dialogue de sourds et il est suffisamment ambigu pour permettre des interprétations différentes : celle des Etats-Unis, selon laquelle l'OTAN se voit ici confier

un rôle nouveau ; celle de la France, selon laquelle la participation à des opérations de ce type ne peut se faire que sur la base de contributions nationales, la CSCE gardant « la décision, la conception et le contrôle » de ces opérations.

Une mission nouvelle ?

Selon l'approche française, la CSCE fait appel à ses Etats membres qui s'engagent ou non individuellement, libre à eux de s'organiser ensuite éventuellement entre alliés « si les Américains sont également engagés par l'envoi de personnel militaire », ce bien entre Européens au sein de l'UEO, par exemple. « Il ne s'agit donc pas, a précisé M. Dumas, de doter l'Alliance d'une dimension ou d'une mission nouvelle. Ses missions ont été définies par le traité de Washington (1949). Il s'agit de permettre de façon pragmatique la mise à disposition non de l'Alliance mais de ses moyens ».

Les dirigeants français redoutent que les Américains ne cherchent dans l'affaire qu'à tirer un bénéfice politique d'opérations de maintien de la paix en les plaçant sous le label OTAN et en s'en assurant le contrôle

sans y contribuer concrètement par l'envoi de soldats. M. Eagleburger n'a pas été des plus catégoriques dans son démenti sur ce point : « Les Etats-Unis n'ont rien de tel, nous sommes prêts à fournir des contributions essentielles telles que le transport et la logistique à de telles opérations. Nous n'excluons pas non plus de fournir des contingents de terre sur la même base que les autres Etats. Comme les autres membres de l'Alliance, nous prendrions de telles décisions au cas par cas ».

Une autre polémique se poursuit en outre à propos du projet de corps d'armée franco-allemand. Les dirigeants allemands s'efforcent de le gérer dans la discrétion. M. Eagleburger s'est borné à noter jeudi que les Etats-Unis « seront plus rassurés sur ce projet quand ils en connaîtront tous les détails ». Mais le secrétaire général de l'Alliance, M. Manfred Wörner, a déclaré que selon lui l'assignation à l'OTAN des troupes allemandes qui participent à ce corps ne devait pas être modifiée, c'est-à-dire que l'OTAN « pourra les utiliser en priorité ». C'est exactement le contre-pied de la version française qui souligne l'absence d'« priorités » au corps franco-allemand.

CLAIRE TRÉAN

ASIE

INDONÉSIE : à la veille des élections législatives

L'envoyé spécial du « Monde » a été refoulé à l'aéroport de Djakarta

Arrivant à Djakarta jeudi 4 juin pour « couvrir » les législatives de mardi prochain, le correspondant du Monde en Asie du sud-est, Jean-Claude Pomonti, a été refoulé sans explication à l'aéroport.

Notre collaborateur était muni du visa spécial pour les journalistes, exigé par l'Indonésie, qui lui avait été délivré la veille par l'ambassade de ce pays à Bangkok, avec l'autorisation des Affaires étrangères de Djakarta.

Cet incident survient alors que les autorités indonésiennes s'efforcent de redonner une crédibilité démocratique à leur régime né du coup d'Etat de 1965. Aujourd'hui le plus ancien chef d'Etat asiatique après le nord-coréen Kim Il-sung, le général Suharto, au pouvoir depuis vingt-sept ans à travers cinq élections successives, doit encore décider s'il briguera, en 1993, un nouveau mandat.

Une modeste opposition a désormais le droit de s'exprimer, et il semblait que des méthodes plus « civiles » allaient peu à peu

s'imposer. La terrible « bavure » du 12 novembre, au cours de laquelle au moins 50 indépendantistes de Timor oriental ont été massacrés par l'armée et la police, avait mis en alerte les tenants des droits de l'homme du monde entier ; mais il était plutôt rassurant d'observer que les auteurs de ce crime font en ce moment même l'objet d'un procès à Djakarta.

S'il devait se révéler être autre chose qu'un regrettable faux-pas bureaucratique, le refoulement de notre envoyé spécial jetterait une profonde suspicion sur un régime déjà en retard sur l'évolution démocratique en cours depuis quelques années dans la région. Rappelons que l'Indonésie doit accueillir, en septembre, le 10^e Sommet des non-alignés, devenant ainsi président de ce mouvement pour les trois ans à venir.

Notre correspondant proteste fermement contre cette mesure dont notre collaborateur a été l'objet, et demande instamment que la mesure soit immédiatement rapportée.

JAPON : étape cruciale d'un projet contesté

La commission « ad hoc » du Sénat a entériné la création d'une force de paix

Avec plusieurs mois de retard et après plus de cent heures de délibérations, le projet de loi sur l'envoi de troupes japonaises à l'étranger dans le cadre d'opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU a été adopté vendredi 5 juin par la commission ad hoc du Sénat, à l'issue d'un débat marathon très houleux. La Chambre haute devait confirmer ce vote dans les prochaines heures, et la Diète (Chambre basse) devrait lui donner son approbation définitive avant le 21 juin.

TOKYO

de notre correspondant

L'hospitalisation soudaine du ministre des affaires étrangères, M. Michio Watanabe, qui devrait subir une intervention chirurgicale, a compliqué le travail du gouvernement, très désireux de faire adopter lors de cette session parlementaire, avant le 21 juin donc, son projet de création d'une force de maintien de la paix.

Pendant la guerre du Golfe, la participation de troupes japonaises à des opérations de maintien de la paix est l'une des conditions d'une rentrée en scène diplomatique du Japon, lequel aspire à un siège permanent au Conseil de sécurité. Contrevenant, selon nombre de juristes eux-mêmes, à l'esprit de la Constitution, elle soulève de sérieuses résistances dans l'Archipel. Passé en force à la Chambre basse en novembre, un premier projet a été repoussé par le Sénat, où le Parti libéral-démocrate (PLD) n'a plus la majorité.

La nouvelle version du projet, arrêtée par les conservateurs avec l'appui des deux partis contraires (Komeito et démocrate-socialiste), ne satisfait ni les socialistes ni les communistes, qui s'opposent au principe même de l'envoi de troupes nippones à l'étranger. L'opposition est si consistante de cette hostilité de l'opinion que ses élus n'ont pas hésité à pratiquer une obstruction physique au Sénat, pour prévenir son adoption. Le PLD, quant à lui, a été jusqu'à menacer de dissoudre la Chambre basse pour convoquer en même temps des élections aux deux Assemblées (des sénatoriales auront lieu le 26 juillet), une éventualité que le PS ne souhaite pas. La session parlementaire s'achevant le 21 juin, le PLD entend obtenir avant cette date l'adoption d'une loi qui permettrait au Japon d'offrir une « contribution humaine » aux opérations de l'ONU au Cambodge.

Le projet, dans sa version nouvelle, est édulcoré et son application verrouillée : l'envoi du contingent japonais devra obtenir l'approbation préalable de la Diète ; le contingent japonais sera placé sous commandement de l'ONU et il ne pourra en aucune circonstance être engagé dans des combats ; les modalités de la loi feront en outre l'objet d'un référendum à l'expiration d'un délai de trois ans.

Résultat de compromis, le texte est ambigu. C'est ainsi qu'il distingue « forces de maintien de la paix » (qui supposent l'intervention d'unités militaires) et « organisation du maintien de la paix » — une distinction que s'efforcent pas clairement les Nations unies. En outre, l'ancien projet dressait un cadre qui n'entraînait en vigueur qu'à la suite de l'adoption d'une autre législation (sur la surveillance d'un cessez-le-feu et des transports de munitions, le stationnement dans une zone-tampon, l'établissement de lignes d'armistice, le désarmement et les échanges de prisonniers). Dans l'intervalle, les unités pourraient simplement mener des opérations de maintien de la paix (surveillance d'élections, soins médicaux), jusqu'à présent réservés aux civils.

Cette nouveauté n'est pas purement symbolique, cependant. Elle marque un changement important dans l'interprétation de la Constitution et de la loi sur les forces d'autodéfense, lesquelles excluent le déploiement de troupes à l'étranger.

PHILIPPE PONS

L'Europe vue du Potomac

Suite de la première page

C'est bien sûr la décision franco-allemande de créer, à compter de 1995, un corps d'armée multinational qui a été au centre de cette discussion, les Américains — M. Baker notamment — insistant sur le flou de l'initiative, M. Balladur tentant de convaincre ses interlocuteurs de l'existence d'une très forte majorité de Français et d'Allemands favorables au maintien d'une présence américaine sur le Vieux Continent, sur le thème : « Vous souhaitez la construction européenne et nous souhaitons le maintien de l'alliance atlantique. Nous sommes aussi sincères que vous ». Sans grand résultat, semble-t-il : le trouble américain n'est pas que feint, et de nombreuses questions, notamment en ce qui concerne la chaîne de commandement du corps franco-allemand, restent sans réponse.

D'où cette question posée à la Maison Blanche : « Que pourrait faire le corps franco-allemand qu'une force existante déjà ne pourrait pas faire ? », et l'impression des Américains d'avoir été placés devant un « fait accompli ». Une impression d'autant plus profonde que Washington n'obtient manifestement pas les mêmes réponses

selon que les Américains s'adressent aux Allemands ou aux Français : alors que Bonn multiplie les explications rassurantes, Paris semble tenir pour acquies, étant donnée la vague caricature qui déferle sur les Etats-Unis, un retrait à terme des troupes américaines.

Une telle disposition d'esprit, a expliqué M. Bush, ne peut que conforter la montée d'un « quasi-isolationnisme » aux Etats-Unis. A l'appui de sa réflexion, il a même cité la campagne menée contre l'engagement des Etats-Unis à l'étranger, à l'intérieur du Parti républicain, par M. Pat Buchanan, et les promesses de son rival démocrate, M. Bill Clinton, de réduire la présence américaine en Europe. Il a aussi fait allusion à la « Perot-mania » du moment, expliquant que le milliardaire texan envisageait tout simplement d'expulser de l'Allemagne et du Japon, au cours des prochaines années, une contribution de 25 milliards de dollars au budget militaire américain.

Après cette allusion au candidat indépendant toujours non déclaré, M. Bush n'en a pas moins affirmé sa conviction de l'importance en novembre, grâce notamment à

la reprise économique qui devrait être perceptible pour les élections d'ici deux ou trois mois ». Un peu plus tard, c'est M. Brady qui confirmait cette reprise à son interlocuteur, expliquant même qu'elle permettrait de ramener de 400 à 300 milliards de dollars le déficit budgétaire américain. Pas de quoi rassurer vraiment M. Balladur, pour qui les Etats-Unis « n'ont jamais été aussi vulnérables financièrement même s'ils se retrouvent aujourd'hui sans aucun rival militaire ».

L'inconnue allemande

Il est clair que cet affaiblissement des Etats-Unis, qui va de pair avec une diminution du « traag » que la France avait pu s'attribuer grâce à la guerre froide, ne facilite pas la communication entre Paris et Washington. D'autant que ces phénomènes coïncident avec une montée en puissance de l'Allemagne. Une montée qui préoccupe nettement les dirigeants américains. C'est M. Bent Sorenson, le conseiller de M. Bush pour les affaires de sécurité, qui a écrit récemment au chancelier Kohl pour lui reprocher d'avoir fait montre d'ingratitude malgré le soutien américain à l'unification.

C'est M. Kissinger qui demandait à M. Balladur quel pouvait bien être l'intérêt de la France de tout parler sur l'Allemagne et de traiter les Etats-Unis « comme des supplicés que l'on enverrait dans une cage en temps de paix pour ne

les libérer qu'au moment de la bataille ». C'est la réflexion d'un des interlocuteurs de M. Balladur, selon lequel « après le chancelier Kohl, tout deviendra possible en Allemagne, y compris le pire si l'on n'encadre pas l'Allemagne, non seulement grâce à la Communauté mais aussi grâce à une OTAN renouée ».

Ce sont là des préoccupations qui ne laissent pas indifférent l'ancien ministre des finances, pour lequel il conviendrait de « dédramatiser » la polémique franco-américaine et, s'atteler enfin à la redéfinition du rôle et des objectifs de l'alliance atlantique, qui devra subsister « avec une présence militaire américaine réduite en Europe, l'Allemagne devenant la première puissance conventionnelle du continent ».

Seule une telle redéfinition de l'OTAN, prenant en compte sans ambiguïté la mise en place d'une défense européenne et rompant avec le principe jusqu'aujourd'hui sacro-saint d'un commandement américain permettant de lever les soupçons récurrents de Washington et de Paris. Il y faudra du temps et il faudra en particulier que la France cesse de s'accrocher au rôle strictement défensif dévolu aujourd'hui encore à l'alliance. L'ennemi potentiel ayant disparu avec l'effondrement soviétique, condamner l'OTAN à se défendre contre des moutons à vent reviendrait à la vider de toute substance.

JACQUES AMALRIC

BENNETON

Graveur-Héraldiste
Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevillères gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

LE MONDE diplomatique

Juin 1992

- **PROCHE-ORIENT** : La paix, enjeux des élections en Israël, par Joseph Algrucy. — Les occasions manquées du conflit de juin 1967, par Aminon Kapellouk. — Interrogations palestiniennes, par Ali Jarbawi et Roger Etcock. — Comment Israël a « sauvé » le Liban en 1982, par Ghassan Elezzy. — Roman et guerre civile à Beyrouth, par Luc Barbutano. — L'effroyable routine de la mort, par Samir Kassir.
- **ALLEMAGNE** : Les contraintes économiques et morales de l'unification, par Pierre Béhar. — Nouveaux romans de Günter Grass, nouvelles polémiques, par Jean-Michel Palmier.
- **COUPE D'EUROPE DE FOOTBALL** : Comment le football met à nu les enjeux de nos sociétés, par Christian Bromberger. — Racismes et violences dans les tribunes, par Patrick Mignon.
- **YUGOSLAVIE** : La Monténégro est-elle une nation ? par Catherine Lurid.
- **PÉROU** : Les blessures sanglantes, par Pablo Paredes.
- **ASIE** : Dragonnades, par Ignacio Ramonet. — L'archipel philippin en quête de croissance, par Joël Picart. — La folle violence des généraux-dictateurs birmanes, par André et Louis Boucard.
- **AFFAIRE TROUVIER** : Trois pauvres jugés, par Claude Julien.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Trois nominations d'ambassadeurs

M. Bertrand Fessard de Foucault en Kazakhstan.

(Né le 9 avril 1943, ancien élève de l'école nationale d'administration (ENA), M. Bertrand Fessard de Foucault a été nommé en poste à Liban, Port-au-Prince, Buenos-Aires, Bern, Washington et, à partir de 1983, à Lomé. A l'administration centrale depuis juillet 1991, M. Fessard a dirigé l'an dernier la mission des observateurs de la CEE.)

M. Georges-Marie Chenu en Croatie.

(Né le 21 octobre 1929, M. Chenu, chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'ordre national du Mérite, a été nommé en poste à Lagos, Port-au-Prince, Buenos-Aires, Bern, Washington et, à partir de 1983, à Lomé. A l'administration centrale depuis juillet 1991, M. Chenu a dirigé l'an dernier la mission des observateurs de la CEE.)

M. Bernard Poucet en Slovaquie.

(Né le 10 février 1942, M. Poucet, officier de l'ordre national du Mérite, a été nommé en poste à Ankara, Belgrade, Moscou et à la mission permanente française auprès des Nations unies à New-York. Il était, depuis 1986, inspecteur des affaires étrangères.)

Un prix Waldeheim pour la paix. — Les amis du président autrichien sortant, Kurt Waldheim, ont créé, jeudi 4 juin, un « prix Waldeheim pour le règlement des conflits » doté d'environ 30 000 dollars, qui sera attribué chaque année à partir de 1993. — (Reuters).

Le Monde
RADIO TELEVISION

EN BREF

● **AFGHANISTAN** : poursuite des combats à Kaboul. — En dépit du cessez-le-feu instauré le jeudi 4 juin sous l'égide du gouvernement de M. Sibghatullah Mojaddedi entre la faction pachtoune litchad et l'alliance chiite Wahdat, les affrontements se sont poursuivis dans la capitale, faisant au moins 19 morts et 100 blessés, dont de nombreux civils. Les combats sont particulièrement acharnés autour de l'université, tenue par les chiites. En revanche, un certain nombre des civils retenus en otage par les deux camps ont été libérés. — (AP, Reuters).

● **BOSNIE-HERZÉGOVINE** : l'armée yougoslave évacue la caserne Maréchal-Tito à Sarajevo. — La caserne Maréchal-Tito à Sarajevo, où quelque 800 militaires et leurs familles étaient bloqués depuis deux mois, a été évacuée sans incident, vendredi 5 juin, grâce à une médiation des forces de l'ONU. Après l'évacuation qui a duré une heure, quelque 150 civils et militaires appartenant à la Défense territoriale bosniaque ont pris position autour du bâtiment. C'est là le premier signe d'apaisement de la situation en Bosnie-Herzégovine depuis l'embargo décrété par l'ONU contre la Serbie, la semaine dernière. — (AFP).

● **INDE** : dix-sept policiers tués au Madhya Pradesh. — Dix-sept policiers ont été tués et deux autres grièvement blessés, jeudi 4 juin, par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans l'état du Madhya Pradesh, au centre de l'Inde. Les autorités soupçonnent les « marxistes » magistes. — (Reuters).

● **Scandale boursier** : huit arrestations. — Huit personnes dont un courtier, M. Harshad Mehta sur-nommé « Big Bull », et son frère, M. Aswin Mehta, ont été arrêtés, jeudi 5 juin, par le Central Bureau of Investigation (CBI) pour leur rôle présumé dans l'énorme scandale boursier qui ébranle depuis un mois les milieux financiers et boursiers indiens (Le Monde du 13 mai).

● **MAROC** : la majorité électorale est élue à vingt ans. — Le Parlement a adopté, jeudi 4 juin, deux projets de loi, l'un qui abaisse l'âge de la majorité civile et électorale de vingt à un à vingt ans, l'autre qui maintient le contrôle de l'administration sur le processus électoral. Les députés de l'opposition, qui réclamaient la fixation de la majorité électorale à dix-huit ans et la création d'une commission électorale « indépendante », contrôlée par des élus, avaient quitté la salle avant le vote. Ils entendaient ainsi protester contre la présentation de ces deux textes qui seraient, selon eux, obtenus en « consensus national préalable » à l'importance politique qu'ils revêtent pour le présent et l'avenir du pays. — (AFP).

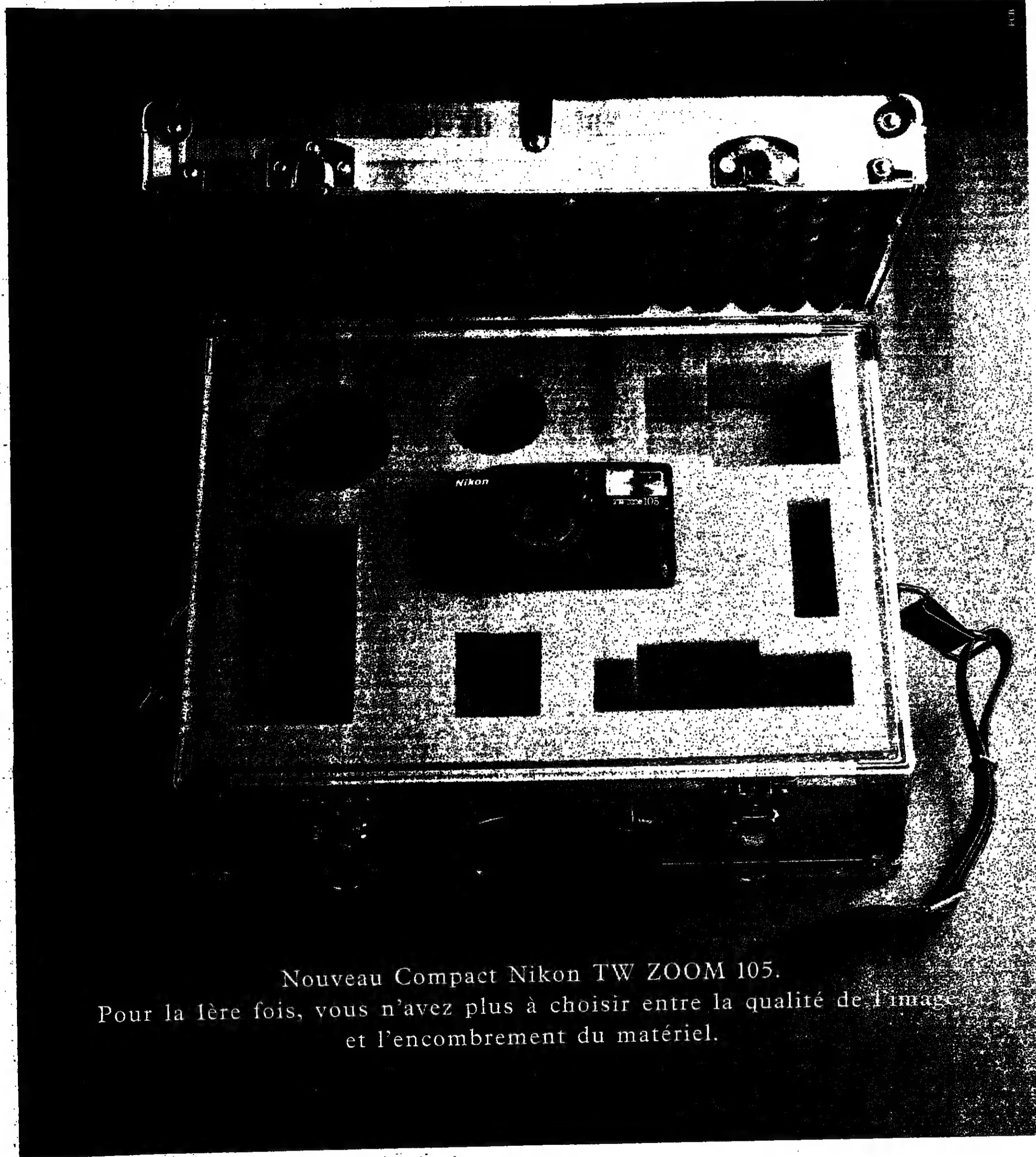
● **RWANDA** : les rebelles se préparent pour la fin de la lutte armée. — Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) et trois des partis, membres de l'ancien gouvernement, se sont prononcés, jeudi 4 juin, dans un communiqué publié à Bruxelles pour la fin de la lutte armée, qui, selon eux, « doit céder le pas à une lutte politique commune ». Des négociations officielles entre le gouvernement et le FPR étaient censées s'ouvrir, vendredi, à Paris. — (AFP).

سكنا من الدول

وڪذا من الجمل

ASIE

• Le Monde • Samedi 6 juin 1992 5



Nouveau Compact Nikon TW ZOOM 105.
Pour la 1ère fois, vous n'avez plus à choisir entre la qualité de l'image
et l'encombrement du matériel.

Les très belles images ne sont plus le privilège des appareils reflex. Et la créativité ne se mesure plus en quantité de matériel.
Avec le nouveau Compact Nikon TW Zoom 105, le passionné exigeant accède à la qualité reflex. Avec, en plus, une extraordinaire facilité d'utilisation.
L'âme du compact Nikon TW Zoom 105, c'est son objectif: un 37-105 équipé de verres spéciaux "ED". Une technologie jusqu'ici réservée aux objectifs
professionnels, une pureté d'image jamais vue en compact. Côté mise au point, pas d'erreur possible: un système anti-flou emprunté
aux reflex assure une netteté optimale. Et pour vos images à mettre en lumière, un flash intégré puissant, que ne renterait pas un bon reflex.



Nikon

Documentation complète disponible en écrivant à Nikon France S.A. 191, rue du Marché Rollay 94504 Champigny/Seine Cedex

CEI : la démission du gouverneur de la Banque centrale refusée par le Parlement russe

La réforme économique entre deux eaux

Le Parlement a refusé, jeudi 4 juin, la démission du gouverneur de la Banque centrale de Russie, M. Boris Eltsine, tandis que M. Boris Eltsine poursuit la reconstitution de son gouvernement - une opération qui suscite l'inquiétude des réformateurs à Moscou.

MOSCOU

de notre correspondant

Le gouvernement russe sait-il encore où il va, et ce que souhaite au juste Boris Eltsine, qui proclame toujours sa détermination à poursuivre la réforme économique mais qui multiplie en même temps les « signaux » de freinage ?

Jusqu'au milieu du printemps, les choses étaient relativement claires. Le président russe s'était doté d'une équipe de partisans résolus de la libération des prix et d'une « occidentalisation » aussi rapide que possible de l'économie, aussi douloureuse qu'elle puisse être. M. Eltsine, qui avait tant reproché à Mikhaïl Gorbatchev son « manque de courage », avait annoncé qu'il avait, lui, décidé de faire le « sacrifice » de sa popularité, pour le plus grand bien de la Russie. M. Egor Gaidar, le jeune économiste chargé de mettre en œuvre ces réformes, pouvait se sentir les coudées franches, en dépit des reproches qui montaient de toutes parts à propos de son inexpérience de la gestion et des effets de sa politique sur le niveau de vie de la population.

En avril, le déroulement du Congrès des députés, soigneusement géré par l'équipe Eltsine, avait paru confirmer que M. Gaidar n'avait rien à craindre d'un Parlement, certes conservateur, mais incapable de déterminer une autre politique, et qui avait fini, comme prévu, par piler devant la volonté du président russe. Et, pourtant, c'est à ce moment que M. Eltsine a, discrètement, commencé à reconstituer son équipe. Une série d'épisodes confus, de fausses ou de vraies démissions, ont d'abord permis de brouiller les cartes, mais à présent le sens de cette reconstitution est devenu clair : il s'agit de « renforcer » l'équipe Gaidar d'une

série d'hommes d'expérience, de praticiens de l'économie - et donc forcément de l'économie « soviétique ». Il y a désormais, sous la houlette de M. Eltsine, deux premiers vice-premiers ministres, M. Gaidar et M. Vladimir Choumiko, un ancien directeur d'usine jusqu'à la vice-présidence du Soviet suprême, et une ribambelle de vice-premiers ministres, dont la liste s'allonge presque chaque jour (on est désormais à six ou sept). Sans être encore « boyés » sous le nombre, les « gaidariens » doivent désormais cohabiter avec des hommes d'un profil assez différent, qui viennent souvent du vaste secteur de l'armement.

M. Gaidar, au cours d'une conversation avec Richard Nixon, de passage à Moscou, vient lui-même d'admettre qu'il « était en train d'assister à quelque chose qui ressemble à la formation d'un gouvernement de coalition ». Toujours selon M. Gaidar, le temps d'une « équipe kamikaze » - la sienne - est révolu, il faut désormais tenir compte de la « réalité socio-économique ».

Renforcement du pouvoir exécutif

Le porte-drapeau de la réforme semble donc résolu à prendre son parti de la situation nouvelle et ne pas se démissionner. Mais un conseiller économique du gouvernement, M. Ouloukaïev, tout en estimant que « les nouveaux membres du gouvernement ne corrigeraient pas la réforme au point de lui faire rendre l'âme », a reconnu, jeudi, que cette cohabitation de deux premiers vice-premiers ministres ne pourrait se prolonger longtemps.

M. Eltsine, qui s'apprête à célébrer le premier anniversaire de son élection à la présidence de la Russie, veut-il avoir deux fers au feu ou, plus simplement, freiner un mouvement que beaucoup de Russes assimilent à un dérapage généralisé ? Sa grande idée reste apparemment le renforcement du pouvoir exécutif, qui n'est possible, à défaut d'un improbable accord du Parlement, que par voie de référendum. Le président russe estime peut-être nécessaire de ménager un peu la population, de la laisser souffler, pour limiter un

peu les risques, au cas où il déciderait de faire appel aux urnes. A moins qu'il n'estime tout simplement que le cours actuel ne peut plus être maintenu, au risque d'aller à la catastrophe. Pour Gaidar, un député membre de l'union législative, la tenue d'un référendum pour avoir actuellement le vent en poupe, c'est que M. Eltsine « essaie d'échapper à la responsabilité de l'échec de la politique économique ». C'est sans doute aller un peu loin, mais il y a, à coup sûr, du changement - ou de l'incertitude - dans l'air.

Un des signes les plus évidents qu'une certaine inflexion a été donnée à la politique « pure et dure » des premiers temps de la réforme est qu'on a renoncé à libérer les prix de l'énergie (seule une forte augmentation, accompagnée d'un renforcement de la surveillance de ce secteur par l'Etat, a été décidée). Les nouvelles nominations ont suivi et, tout naturellement, les « radicaux » - les membres du mouvement Russie démocratique, par exemple - ont commencé à se poser des questions. Jeudi, ils ont allé faire part de leur inquiétude à M. Eltsine en personne. Ce dernier s'est employé à les rassurer, expliquant qu'il continuait à donner la préférence aux réformateurs sur les « industriels » et que, de toute manière, on aurait tort de confondre « les gens qui ont l'expérience de l'industrie » avec des représentants « du complexe militaro-industriel » (plusieurs des nouveaux vice-premiers ministres viennent du secteur de l'armement). Mais, en même temps, certains conservateurs se frottaient ostensiblement les mains : un représentant de la fraction parlementaire des « communistes de Russie » a jugé par exemple tout à fait « positive » la récente liste de nominations au gouvernement.

Pièces d'or...

L'épisode de la démission du gouverneur de la Banque centrale de Russie, M. Gueorgui Matioukhine, n'a fait qu'ajouter à la confusion générale : lundi 1^{er} juin, M. Matioukhine avait annoncé la démission, mais avait continué à exercer ses fonctions au moment où le Parlement

s'apprêtait à imposer une mesure selon lui suicidaire, à savoir une baisse des taux d'intérêt de 80 % à 50 %. Quatre jours plus tard, le Parlement « refusait la démission » du même gouverneur, par ailleurs chargé de nombreux péchés « techniques », à la suite de l'intervention du nouveau premier vice-premier ministre Vladimir Choumiko - et alors même qu'un candidat à la succession, M. Boris Florov, actuellement en poste à Londres, et lui-même soutenu par certains ministres, avait déjà posé son nez... L'affaire pourrait passer pour un succès du gouvernement, puisque le Parlement, qui a jusqu'à présent autorisé sur le directeur de la Banque centrale, a accepté d'envoyer de lui donner une plus grande autonomie.

Mais un succès de quel gouvernement, de quelle composante de l'équipe au pouvoir ? M. Matioukhine s'est en effet efforcé de déclarer que la politique d'émission monétaire vers laquelle s'orientait désormais l'exécutif « mène à une impasse ». Et il a dit, au passage, tout le mal qu'il pensait de la dernière et étrange tentative d'Egor Gaidar : pour permettre aux entreprises, qui souffrent d'un dramatique manque de roubles, de payer leurs salariés, M. Gaidar a imaginé de donner des pièces d'or puisées dans les réserves de l'Etat... Le gouverneur de la Banque centrale n'est lui-même pas en mal d'idées, puisqu'il a proposé un gel provisoire des salaires et des prix, suggestion immédiatement jugée comme une « dangereuse illusion » par le ministre de l'économie, M. Andreï Netchev...

Tout cela fait un peu désordre, et l'on comprend que les diplomates occidentaux commencent à se gratter la tête et à envoyer des rapports inquiets à leurs gouvernements. M. Eltsine, qui entreprendra dans dix jours une visite à Washington et compte, comme naguère M. Gorbatchev, plaider la cause de la Russie lors du sommet des pays industrialisés, début juillet à Munich, sera sans doute politiquement prié de préciser un peu ses intentions.

JAN KRAUZE

Tchécoslovaquie : l'épuration

Suite de la première page

Au départ, il a souvent un point faible : celui de Jindřich Hoda doit être resté, étudiant, deux ans aux Etats-Unis, de 1966 à 1968, sans en avoir vraiment l'autorisation. « Comme j'étais naïf et idiot, en 1968 je suis rentré, parce que je pensais que les choses allaient changer », dit-il. Il commence à travailler comme journaliste à Lidova Démocratie, journal d'un des partis satellites du PC. En 1975, sa rédaction décide de l'envoyer couvrir la signature de l'acte final

des conséquences de leur appartenance à la Charte, elle et son mari, sur leurs enfants. Grâce à un micro placé sous leur lit, découvrant qu'il y a deux ans par les nouveaux services de contre-espionnage, la StB n'ignorait rien des problèmes familiaux des Sals.

Les hommes de la StB se sont présentés tôt un matin de 1980 et l'ont emmené dans une Lada blanche pour un premier interrogatoire. Un jour, Olga a sauté le pas : lorsqu'un des policiers lui a proposé de se voir au restaurant « de temps en temps », elle a



d'insister, mais on est en pleine normalisation et, la veille du départ, l'Union des journalistes, organisation communiste, lui retire son passeport et son billet. « A partir de là, je n'ai plus quitté le pays, à cause de mon passé américain ».

Au printemps 1976, pour la première fois, il reçoit une « invitation » de la StB : il s'y rend, deux agents le récupèrent et lui expliquent que s'il accepte de collaborer, il pourra recommencer à voyager. Ils lui proposent de lui verser 100 000 couronnes par mois pour prendre une bière, plutôt que dans ce cadre strict. Jindřich Hoda informe son proche entourage de cette rencontre. Six à huit mois plus tard, coup de téléphone : c'est l'invitation promise à aller boire une bière. Hoda s'y rend, la conversation, « une sorte de coup d'éclat », dure vingt minutes. Le journaliste refuse à nouveau le marché : collaboration contre voyages et, chaque fois, il raconte l'entretien à quelques collègues. Bien que devenu chef du service d'urgence de son journal, pendant vingt-deux ans il n'a jamais le droit de voyager.

Après la « révolution de velours », il change de journal et voyage dans le monde entier. « Enfin je me sentais libre, j'avais l'impression que tout était redevenu normal. Et puis soudain, cette liste, et j'étais fini. » « Marie un assassin qui a été quinze personnes à le droit d'avoir son nom protégé jusqu'au verdict. Mais on peut vous liquider humanement, socialement et professionnellement d'un coup. » Olga Sulcova a aussi un dossier dans une chemise bleue, qu'elle tient comme une pierre de saut avec, à l'intérieur, les lettres de solidarité reçues depuis que son nom a été publié dans la même liste. Cinquante-sept ans, journaliste dans un hebdomadaire littéraire, Listy, son cas est plus cruel encore puisqu'elle était signataire de la Charte 77. Avec son mari, qui faisait partie de l'équipe des économistes réformateurs de 1968, elle a vécu toutes les affres de la normalisation - exclusion du parti, travail comme ouvrière dans des usines où elle faisait les trois huit - puis de la dissidence : arrestations répétées, interrogatoires interminables, pressions de toutes sortes.

Chez elle aussi, la StB a trouvé la maison faible : c'était sa fille, partie vivre au Japon, mais qui, malheureuse, cherchait à revenir en Tchécoslovaquie. Très nerveuse sous son petit chignon, elle contrôle moins bien sa détresse que Jindřich Hoda, raconte les moindres détails comme si sa vie en dépendait et s'effondre en larmes en évoquant

des collègues. Elle l'a vu ainsi pendant plusieurs années, tout en menant parallèlement ses activités de dissidente au sein de la Charte et sans jamais, affirme-t-elle, révéler quoi qu'il soit susceptible de mettre en danger ses amis, jusqu'à ce que, en 1988, elle souffre d'une attaque au cours d'une garde à vue. La StB ne la sollicite plus. Mais depuis la chute du régime, elle avait qu'un jour on trouverait la trace de cette collaboration dans les archives de la StB, qu'un jour son nom figurerait dans une liste quelconque.

Même Havel...

Contenement à Jindřich Hoda, en butte depuis un mois à la froideur ou, au mieux, à l'indifférence de ses voisins et anciens collègues, Olga Sulcova a conservé la confiance de tous ses amis et son travail. « Olga, relève le tête, lui écrit une ancienne opposante, il ne s'agit que d'une période transitoire où les gens veulent par ce vocable dénoter leurs propres remords. » Elle a gardé la rose qu'il est venu lui offrir son volait après la publication de la liste. A beaucoup de gens moins courageux, sous le communisme, que son « été » « sainte dissidence » apparaît, sa faiblesse lui rendue sympathique.

La liste, affirme aujourd'hui le chef des nouveaux services de renseignement, n'était pas destinée à être publiée. Mais, envoyée à tous les députés pour qu'ils sachent « à quels journalistes ils avaient affaire », elle avait peu de chances de rester secrète, alors que s'ouvrait la campagne électorale. Personne n'est à l'abri de ce processus, dit, bien sûr, Olga, les hauts responsables et se base sur des archives par essence douteuses. Les victimes ne sont pas seulement des collaborateurs volontaires du régime. Par un retour diabolique de l'histoire, ce sont parfois des gens qui avaient osé montrer un peu de courage face au régime, mais sans parvenir à être irréprochables. On a tué, même les morts : Lidova Noviny publiait cette semaine la photo d'un acte de collaboration signé de la main de Pavel Vozka, dissident mort en prison il y a quatre ans. Le président Havel, pour mieux souligner l'absurdité, a révélé que lui-même avait figuré sur les fichiers de la StB comme collaborateur possible pendant trois mois en 1965, avant d'être classé comme ennemi de l'Etat.

Jindřich Hoda reprend son attaché-case d'un air et prend le chemin de son HLM. « Con après-midi, dit-il, il y a un bon film à la télé. Le Procès, de Kafka ».

SYLVIE KAUFFMANN

ESPAGNE : soupçonné d'avoir participé à l'attentat de Lockerbie

Monzer Al Kassab a été arrêté à Madrid

MADRID

de notre correspondant

La police espagnole a arrêté, mercredi 3 juin, à l'aéroport de Madrid, un ressortissant d'origine syrienne, Monzer Al Kassab, soupçonné d'avoir participé à l'attentat contre le Boeing de la Pan Am à Lockerbie, en Ecosse, en 1988.

Disposant d'un permis de résidence en Espagne, ce trafiquant d'armes, âgé de quarante-six ans, a été appréhendé en application d'un mandat délivré par le juge Baltasar Garçon pour « terrorisme international, détention d'armes et faux documents ». Une perquisition a été effectuée à son domicile de Marbella, sur la Costa del Sol, le palais Mifalid, une luxueuse résidence où il séjourne régulièrement après avoir été interdit de séjour de 1987 à 1990, pour « activités contraires à la sécurité interne et aux intérêts de l'Espagne avec d'autres pays ».

En avril dernier, le magazine américain Time avait accusé Monzer Al Kassab d'avoir déposé, à Francfort, la mallette contenant la bombe qui avait provoqué l'explosion en vol du Boeing 747 causant la mort de 270 passagers. Il avait commencé à faire parler de lui en 1970, en Italie, dans une affaire de trafic de voitures volées. Depuis, son nom est associé à des trafics de drogue et des ventes d'armes en Europe et en Amérique latine. Détenteur d'un passeport argentin, Monzer Al Kassab serait impliqué dans le scandale Yomagate, une affaire de blanchiment d'argent

de narcotrafiquants en Argentine du nom de Amira Yoma, la belle-sœur du président Carlos Menem.

Sans nier avoir vendu des armes - « des activités légales d'un gouvernement légal à destination d'un gouvernement légal », avait-il déclaré dernièrement à la revue espagnole Blanco y Negro - Monzer Al Kassab a toujours refusé les autres accusations portées contre lui et il avait qualifié de « complot des mille et une nuits » son implication supposée dans l'attentat. Au sujet des affaires de trafic de stupéfiants, il avait notamment déclaré : « si je suis impliqué, le juge devrait faire quelque chose ». C'est désormais chose faite. Reste à savoir de quels diamants concave dispose ce magistral spécialisé dans les affaires de drogue, pour inculper Monzer Al Kassab, recherché par les Etats-Unis, le Canada et plusieurs pays européens et qui maintiendrait de bonnes relations avec différents services secrets étrangers pour certains services rendus.

MICHEL BOLE-RICHARD

□ L'ETA revendique trois attentats. - Dans un communiqué publié, jeudi 4 juin, par le quotidien basque Egin, l'ETA a revendiqué trois attentats perpétrés en avril et mai derniers et ayant fait un mort et neuf blessés. Par ailleurs, la police affirme avoir arrêté trois collaborateurs présumés de l'ETA, mercredi 3 juin dans la province basque de Guipuzcoa. (AFP)

BOYCOTTÉES par l'opposition

Les élections législatives en Serbie ont été remportées par le parti de M. Milosevic

Le Parti socialiste de Serbie (PSS, ex-communiste) du président Slobodan Milosevic a remporté les élections parlementaires du 31 mai dans la nouvelle Yougoslavie (Serbie-Monténégro), selon les résultats officiels communiqués, jeudi 4 juin, par la commission électorale. Sur les 138 sièges que compte la Chambre des députés, 73 revenaient au PSS, 33 au Parti radical serbe (extrême droite nationaliste) de M. Vojislav Seselj, 23 aux élus démocratiques sociaux-monténégrois (ex-communistes), 2 à la Communauté démocratique des Hongrois de Voïvodine, 2 à la Ligue des communistes-Mouvement pour la Yougoslavie et 3 à des candidats indépendants. Le taux de participation en Serbie a été de 52,79 % et de 37,45 % au Monténégro. Ce scrutin avait été qualifié d'« illégal » par les Etats-Unis et critiqué par la Conférence sur la Coopération et la Sécurité en Europe (CSCE). Aucun observateur étranger n'était venu superviser la consultation. Les élections ont été boycottées par les partis de l'opposition démocratique ainsi que par la communauté albanaise du Kosovo, qui constitue 90 % de la population de cette province serbe. M. Vuk Draskovic, dirigeant du Mouvement du renouveau serbe (principale formation d'opposition) a dénoncé, jeudi 4 juin, les résultats « truqués » de ce scrutin et estime que le taux de participation n'a pas dépassé les 30 %.

Alors qu'un millier d'étudiants viennent d'entamer un sit-in devant l'université de Belgrade, M. Draskovic a indiqué que les principaux partis de l'opposition, regroupés au sein du Mouvement démocratique de Serbie, organiseront à la mi-juin de grandes manifestations qui se poursuivront « jusqu'à la démission du président Milosevic ». Il a réitéré son idée de coalition avec le pouvoir actuel et affirmé que l'opposition allait « former un gouvernement de transition, composé uniquement de partis n'ayant pas participé à la force électorale » du 31 mai. (AFP, Reuters)

POLOGNE

La Diète a destitué le gouvernement de M. Olszewski

Accédant à la demande du président Walesa, le Parlement polonais a destitué, dans la nuit de jeudi à vendredi 5 juin, le gouvernement de centre droit de M. Jan Olszewski. A l'issue d'une séance de seize heures, marquée par une vive controverse sur la question de l'épuration, 273 députés ont voté pour la destitution, 119 contre et 33 se sont abstenus.

M. Olszewski a été chargé d'expédier les affaires courantes. Le président polonais avait combattu le cabinet Olszewski depuis sa formation en décembre dernier. Sa victoire est aussi celle de trois partis d'opposition (Union démocratique, Congrès libéral et Programme des communistes polonais) proches des milieux d'affaires ainsi que de plusieurs formations qui se sont dissociées de la coalition au pouvoir : le Parti paysan (PSL, 48 députés), dont le jeune président, M. Waldemar Pawlak, a été proposé vendredi, par le président Walesa pour succéder à M. Olszewski ; et la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN, droite, 46 députés).

Avant le vote, M. Walesa avait sévèrement critiqué son ministre de l'Intérieur, M. Antoni Macierewicz, qui avait fourni, jeudi, aux présidents des groupes parlementaires, des « informations sur le contenu des archives » dont il dispose sur les personnalités qui auraient collaboré avec l'ancienne police politique. La Diète lui avait ordonné le 28 mai de dévoiler, à partir du 6 juin, les noms des collaborateurs.

M. Walesa a qualifié les archives policières de « fausses en grande partie » et leur publication de « manipulation ». M. Olszewski avait rétorqué que les anciens collaborateurs « peuvent être un danger pour la sécurité de la Pologne libre ». « Ce n'est pas un hasard, a-t-il dit, si l'on demande soudain la destitution du gouvernement juste au moment où nous voulons nous affranchir définitivement des liens communistes. » (AFP)

SIRENE

La Source Sûre

Le finitor de toutes les entreprises françaises et leurs établissements.

Une contribution essentielle pour réussir toutes vos opérations de marketing.

La référence de l'INSSEE

DOCUMENTATION GRATUITE :

INSSEE - Bureau 203 M - 13 Bis Adolphe Pinard 75076 Paris Cedex 14

DUBLIN 990

NOUVELLES FRONTIÈRES

On ne vit que mille fois

PROCHE-ORIENT

Le français menacé en Syrie

DAMAS

de notre envoyée spéciale

«Le français en Syrie, un héritage méconnu», c'est sous ce titre, révélateur, que la Mission culturelle française en Syrie vient d'éditer un ouvrage très complet sur la langue, le présent et l'avenir, morose, du français en Syrie.

Dans un Proche-Orient où l'anglais domine quasi-exclusivement, à l'exception du Liban et un peu de l'Égypte, le français, bien qu'en déclin, tient encore une place non négligeable en Syrie. Si la présence ancienne de nombreuses communautés religieuses avec leurs écoles, explique largement ce phénomène, des initiatives récentes, comme par exemple l'accord de coopération franco-syrien pour la formation d'ingénieurs de haut niveau, montrent que le français peut être animé, y compris dans les domaines scientifiques. Autre signe, 44 % des élèves de l'école française de Damas sont Syriens, bien qu'ils doivent obtenir des dérogations pour y accéder, et le Centre culturel prête environ 12 000 livres et cassettes par an.

Ces quelques faits ne sauraient toutefois masquer le déclin d'une langue, trop souvent perçue comme moins gratifiante que l'anglais et en faveur de laquelle trop peu d'efforts sont faits, en particulier dans la diffusion des livres, journaux, cassettes, films. L'intérêt de ce travail inédit repose surtout sur le panorama complet qu'il offre de la présence du français dans les différentes couches de la société syrienne.

Historique et contemporain, cette étude surprendra tous ceux qui ignorent, non seulement les nombreux restes de la culture française en Syrie, mais le volenté qui demeure chez beaucoup de Syriens, et de maintenir les liens culturels avec Paris. La présence à Damas d'une importante mission culturelle, comme celle de l'Institut français d'études arabes et de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient, sont un atout important, mais visiblement insuffisant pour maintenir vivante une langue, que les Syriens parleraient sans doute plus et mieux, s'ils avaient davantage de moyens à leur disposition.

FRANÇOISE CHIPAUX

LIBAN : l'aviation israélienne a bombardé une base palestinienne. Pour la deuxième journée consécutive, l'aviation israélienne a effectué, vendredi 5 juin, un raid contre une base du Front populaire de libération de la Palestine commandement général (FPLP-CG) d'Ahmad Jibril, au Liban du sud. Le raid, qui a fait deux blessés, a visé une permanence du FPLP-CG dans le camp de réfugiés d'Ain Heloué, à Saida, chef-lieu de la région. La veille, trois hélicoptères israéliens avaient attaqué à la roquette une autre base du FPLP-CG, dans le camp de réfugiés de Rachidiyah, faisant deux blessés. — (AFP)

DUBLIN

990 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES
FRONTIÈRES

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la campagne présidentielle

M. Bush attaque M. Perot sans le nommer

WASHINGTON

de notre correspondant

Forcé par la «dérivante péroratoire» à sortir de sa réserve présidentielle, M. George Bush s'est, jeudi soir 4 juin, attaqué, pour la première fois, contre le candidat indépendant Ross Perot, le candidat indépendant venu brouiller les cartes dans le traditionnel affrontement entre démocrates et républicains pour la Maison Blanche.

Au lendemain de la campagne des primaires, alors que M. Perot occupe souvent la première place dans les sondages, mobilise toute l'attention des médias et recrute quelques-uns des plus solides professionnels de la politique, le candidat républicain George Bush a éprouvé le besoin de contre-attaquer. Il l'a fait sous la forme d'une conférence de presse convoquée dans un des salons de la Maison Blanche et qu'il entendait consacrer à un des problèmes le plus souvent évoqués par le milliardaire texan : le déficit budgétaire. M. Bush a pris fait et cause pour les membres du Sénat et de la Chambre des représentants (républicains et démocrates) qui entendent faire voter un amendement constitutionnel rendant obligatoire l'équilibre du budget fédéral.

Pinsieurs projets sont à l'étude au Congrès. Pour qu'ils soient adoptés et que la Constitution soit

modifiée, il faut que l'un de ces textes soit voté par les deux assemblées à une majorité des deux tiers, avant d'être ratifié par les deux tiers des États. Devant cette année atteindre les 400 milliards de dollars, le déficit est quotidiennement cité par M. Perot comme preuve de l'insouciance, du manque de rigueur et de convictions de l'administration Bush.

La responsabilité de la récession

Nerveux, cachant mal son irritation devant la situation politique actuelle, M. Bush n'a pas une seule fois nommé un de ses concurrents — pas plus M. Perot que le candidat démocrate, M. Bill Clinton — et s'est refusé à évoquer la campagne électorale proprement dite. Sa cible principale a été un Congrès à majorité démocrate qu'il a accusé d'avoir contré toutes ses initiatives en politique intérieure. Interrogé à plus de vingt reprises sur les réflexions que lui inspirait la candidature de M. Perot, M. Bush a déclaré : «J'aimerais vous répondre mais je ne le ferai qu'après les conventions» — celles que les partis doivent tenir cet été pour désigner officiellement leurs champions pour l'élection du 3 novembre.

Le président a reconnu que le climat politique actuel ne lui était guère favorable. «J'ai déjà traversé des époques difficiles», a indiqué M. Bush, expliquant que «70 %

des Américains, selon les sondages, n'avaient pas encore pris conscience du fait que la situation économique commençait à s'améliorer». «Je crois que c'est de là que viennent mes problèmes», a-t-il dit, ajoutant que l'opinion, qui lui a fait porter la responsabilité de la récession, finirait par le créditer de la reprise à l'automne.

M. Bush s'est refusé à commenter les informations de presse, de plus en plus précises, selon lesquelles M. Perot et l'un de ses collaborateurs auraient pris contact avec Hanoi à la fin des années 70 non pas seulement pour s'enquérir du sort des soldats américains disparus mais surtout pour tenter quelques fructueuses opérations commerciales avec le Vietnam. Un peu plus tôt, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, avait lancé la première pique contre M. Perot, le décrivant comme beaucoup trop autoritaire et susceptible pour pouvoir travailler avec le Congrès. M. Bush s'est borné à observer que, si la saison politique pouvait, certes, paraître «inhospitalière», le bi-partisme, «qui nous a apporté un des systèmes politiques les plus stables de l'histoire», «sera toujours très solide après cette élection». Ce qui était une manière élégante, ou détournée, de dire que l'opération Perot devrait, selon le président, rapidement se dégonfler.

ALAIN FRACHON

Avec son «projet d'Atlanta»

M. Jimmy Carter part en croisade contre la pauvreté

Le plan de lutte contre la pauvreté urbaine lancé par M. Jimmy Carter, son «projet d'Atlanta», devrait entrer prochainement en application. La chaude actualité des dernières semaines, à Atlanta comme à Los Angeles, a brisé avant l'heure les projecteurs sur cette initiative. L'ancien président des États-Unis (1977-1981) en a présenté les principaux traits au cours d'une réunion publique dans la capitale géorgienne.

ATLANTA (Géorgie)

de notre envoyée spéciale

M. Jimmy Carter n'a pas attendu qu'éclatent les émeutes pour se mobiliser. Dès octobre dernier, après une décennie passée à soutenir des initiatives de terrain dans le tiers-monde, il avait décidé de revenir à sa ville d'origine pour se pencher sur le sort malheureux de «ses voisins les plus proches» : «Il y a deux Atlanta. Celle que l'on décrit si bien, et trop occupée pour l'être, et l'autre, dont nous ne voyons rien savoir. Qui vit dans cette autre Atlanta?»

Son équipe d'une trentaine de membres a d'abord voulu répondre à cette question. Elle a dressé un état des lieux et repéré vingt zones d'urgence, centrées autour

d'un établissement scolaire. Données significatives de l'inégalité ethnique : dans cinq d'entre elles seulement, les «minorités» représentent moins de 70 % du nombre total d'habitants. Début juin, vingt groupes d'intervention vont être constitués, pour des cibles définies plus particulièrement selon deux critères d'actualité : le pourcentage élevé de foyers sans mari ni père, et celui des mères célibataires, des âges de douze ans. Des constats s'imposent.

Familles démunies, nombreux sans-abri (quatre mille recensés), abandons scolaires fréquents, revenu moyen inférieur au minimum vital. Et surtout l'omniprésence de la drogue, le facteur socio-culturel déterminant qui favorise la délinquance juvénile, en hausse de 300 % depuis 1986.

Mobilisation des volontaires

«Les jeunes engagés dans le travail ne croient pas au système judiciaire. Moi qui ai été président de ce pays, je le pense aussi : il n'y a pas d'égalité devant les tribunaux ni dans les commissions», précise M. Jimmy Carter.

Consécutif de l'absence totale d'espérance, tant chez les familles concernées que chez les responsables des divers secteurs d'assistance, il invite à «construire une vision excitante et gratifiante», à la manière des pionniers. «En

deux ans, constate-t-il, les subventions fédérales ont chuté de 80 %. Que pouvons-nous faire?»

Le «Do it yourself» se transforme en mobilisation des volontaires. Plus de mille personnes déjà se sont mises à restaurer leur maison. «Qu'ils aillent au diable les déshérités!» Chaque zone devra rapidement proposer deux «coordonnateurs» permanents et résidents sur place, formés et payés par l'équipe Carter. L'ancien président précise les contours de sa nouvelle organisation, de type non gouvernementale un réseau d'entraide fait de multiples cellules pour résoudre des cas à deux pas de chez soi. Ce réseau doit faire travailler ensemble les divers intervenants déjà en place mais cloisonnés par institution ou par secteur d'activité.

L'équipe Carter fournit le nerf de la guerre. Pour commencer, le budget annuel prévisionnel est fixé à quatre millions de dollars, soit environ 22 millions de francs. Ces fonds ont été recueillis principalement auprès d'entreprises telles que Coca-Cola dont le siège est à Atlanta. La quête doit se poursuivre. Enfin, si l'expérience réussit, elle gagnera Los Angeles et New York. «Mais c'est aux gens d'ordinaire de décider pour eux-mêmes», conclut l'ancien président.

DANIELLE ROUARD

Et après
le galop des poneys sauvages
autour des lacs verts,
écouter crépiter les flammes dans
la cheminée d'un manoir ancestral
ne vous coûtera pas plus cher
que votre couvre-lit en poil de zébu.*

* L'Irlande avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 2 920 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

NOUVELLES
FRONTIÈRES

La visite de M. Dinkins à Paris

Le maire de New-York veut attirer des investissements français

M. David Dinkins, maire de New-York depuis 1990, était mercredi 3 et jeudi 4 juin à Paris où il a été reçu par M. Jacques Chirac. M. Dinkins, accompagné par une vingtaine de chefs d'entreprise new-yorkais, venait de Londres et devait se rendre à Francfort et Hambourg avant de rentrer samedi 6 juin à New-York. Le maire de la grande métropole de la côte Est est venu en Europe pour tenter de convaincre des entrepreneurs du Vieux Continent d'investir dans la «Grosse Pomme» au moment où s'ébauche la reprise outre-Atlantique.

M. Dinkins, premier maire noir de l'histoire de New-York, s'efforce de dissiper ce qu'il considère comme des images caricaturales de sa ville. Même si la criminalité existe, on n'est pas agressé dès qu'on met le pied dans le métro, et, contrairement aux idées reçues, la ville n'est nullement en faillite. Malgré les importantes réductions de crédits fédéraux de la dernière décennie, elle a des finances en équilibre depuis douze ans, et le budget municipal de 29,5 milliards de dollars pour l'année fiscale 1992-1993 (elle commence le 1^{er} juillet prochain) qui vient d'être adopté comporte même un léger excédent.

M. Dinkins est fier de cette maîtrise financière et du fait que le budget a été adopté en avance, ce qui ne s'était pas vu de mémoire de maire, et qui l'oblige d'ailleurs à signer dans sa chambre d'hôtel parisiens des documents aussitôt renvoyés à New-York par le Concord. Les revenus fiscaux ont été un peu plus élevés que prévu.

Améliorer la sécurité

La grande affaire reste cependant la sécurité publique. «Nous avons revu complètement le fonctionnement de la police métropolitaine, ce qui ne s'était pas fait depuis un quart de siècle. Nous avons augmenté le nombre des policiers (ils sont désormais vingt-sept mille). Nous avons en particulier un programme appelé «la police et les jeunes» qui essaye de prévenir la délinquance chez les plus jeunes», explique M. Dinkins. Une partie des revenus fiscaux supplémentaires y a été consacrée, ce qui a nécessité l'accord du conseil municipal, et de l'État de New-York.

L'accent est mis sur les bonnes relations entre les résidents et la police dans chaque quartier. Le nombre des délits a ainsi diminué de 4,4 % en 1991 par rapport à l'année précédente pour la première fois depuis trente-six ans, alors qu'il augmentait ailleurs dans l'État de New-York, ainsi que dans l'ensemble des États-Unis. Le résultat de ces efforts est qu'il n'y a pas eu de contagion à New-York des émeutes de Los Angeles. Le maire s'en réjouit, et félicite en particulier les journalistes des stations

locales de radio et de télévision qui ont refusé de répéter les rumeurs alarmistes (et infondées) des premières heures sur des pillages qui auraient eu lieu dans certains grands magasins new-yorkais tels que Bloomingdale's. Les responsables religieux ont également joué un grand rôle dans le maintien de la paix civile.

Maintenir à flot les finances

M. Dinkins estime que le moment est idéal pour les entreprises du Vieux Continent qui veulent investir à New-York, et, lors de sa tournée européenne, a utilisé les grands moyens pour les en convaincre. La crise profonde que traverse le secteur bancaire, pilier de l'économie new-yorkaise, et l'échec au Congrès de la grande réforme bancaire, à la fin de l'année dernière, ne sont pas très encourageants pour les Européens. Mais les loyers des immeubles commerciaux sont particulièrement bas, font valoir les autorités new-yorkaises, le pouvoir d'achat des ménages est plus élevé que dans les autres grandes villes américaines, et le coût de la main-d'œuvre plus bas. Des secteurs tels que la mode, le tourisme, la technologie médicale retrouvent peu à peu le chemin de la croissance. L'activité des services financiers a souffert et continue de se resserrer du krach de 1987 — près de cent mille emplois ont été perdus — mais le marché des obligations est prospère.

Maintenir à flot les finances (la priorité numéro un, selon M. Dinkins), affronter les problèmes de sécurité, faire participer New-York à la reprise économique des États-Unis. Tous ces enjeux reposent en grande partie sur les entreprises, source d'emplois pour la population et de recettes fiscales pour la municipalité. 10 % à 12 % des investissements étrangers à New-York sont originaires de France. A Paris, outre sa participation à un séminaire sur les investissements français aux États-Unis, M. Dinkins a rencontré M. Pierre Richard, président du Crédit local de France (filiale de la Caisse des dépôts et consignations). Le Crédit local, qui jouit d'une réputation financière impeccable et de la garantie de l'État français, se spécialise aux États-Unis dans la garantie des émissions des collectivités locales. Une activité séduisante aux yeux du maire de New-York, qui cherche à «rehausser la cote de crédit» de la ville.

De retour à New-York, M. Dinkins retrouvera un dossier très symbolique pour l'avenir de la ville, l'éventuel démantèlement de certaines agences onusiennes. L'UNICEF, filiale de l'ONU, projetée en particulier de s'installer à New-Rochelle, en dehors de l'agglomération new-yorkaise, et, à plus long terme, l'Allemagne a proposé d'accueillir trois agences spécialisées de l'institution.

DOMINIQUE DHOMBRES
et FRANÇOISE LAZARE

La Chambre des représentants a voté un moratoire d'un an sur les essais nucléaires. — La Chambre des représentants a adopté, jeudi 4 juin, à une forte majorité (237 contre 167), un moratoire d'une durée d'un an sur les essais nucléaires militaires américains, posant toutefois comme condition que les États de la CEI maintiennent leur propre moratoire. En octobre 1991, l'ancien président de l'ex-URSS Mikhaïl Gorbatchev avait annoncé un moratoire unilatéral d'un an sur les essais nucléaires militaires soviétiques. La France a également cessé ses essais jusqu'à la fin de l'année. Le secrétaire à la défense Dick Cheney a indiqué jeudi que le président pourrait opposer son veto à ce texte qui, après son adoption définitive par la Chambre, devra encore être débattu par le Sénat. — (AFP)

CANADA : adoption aux Communes d'Ottawa d'un projet de loi sur un éventuel référendum constitutionnel. — Les Communes d'Ottawa ont adopté jeudi 4 juin par 138 voix contre 33 un projet de loi qui permettrait au gouvernement canadien, si nécessaire, de tenir un référendum dans tout le pays sur la

réforme de la Constitution. — (AFP)

CHILI : un attentat à la bombe a fait deux morts et plusieurs blessés. — Deux personnes ont trouvé la mort, jeudi 4 juin, dans un attentat à la bombe qui a fait un nombre indéterminé de blessés dans les bords publics de la zone franche d'Iquique (1 500 kilomètres au nord de Santiago), selon un premier bilan de la police. Quelques jours plus tôt, des chefs d'entreprise d'Iquique avaient reçu des menaces de l'Armée révolutionnaire du Peuple en armes, organisation clandestine liée au Sentier lumineux péruvien, qui les sommait de payer 5 700 dollars chacun en échange de sa protection. — (AFP)

VENEZUELA : mort d'un lycéen au quatrième jour d'une série de manifestations. — Les manifestations étudiantes se sont poursuivies jeudi 4 juin, pour le quatrième jour consécutif, à Caracas et dans huit villes du pays, faisant une deuxième victime, un lycéen, fils d'un porte-parole de l'Action démocratique. Le président Carlos Andrés Pérez, dont les étudiants réclament la démission, a annoncé une lutte «sévère» contre les militants d'extrême gauche.

POLITIQUE

Le débat sur Maastricht

Des personnalités communistes et socialistes demandent une renégociation du traité

Après une longue série de convergences informelles, les trois principaux chefs de file des courants contestataires du PS - M. Chevènement - et du PCF - MM. Charles Fiterman et Philippe Herzog - ont signé un appel commun pour réclamer une renégociation du traité de Maastricht. M. Herzog a personnellement complété la diffusion de ce texte par la diffusion d'un autre appel critiquant la démarche référendaire de M. François Mitterrand. De son côté, le secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais, a affirmé que l'annonce d'un référendum pour la ratification du traité de Maastricht montrait qu'aucun calcul établi par les puissances ne saurait résister à la volonté populaire.

Cinquante-trois personnalités appartenant pour la plupart à la mouvance des contestataires communistes ou à celle des amis de M. Chevènement - dont seize députés européens, ont rendu public, jeudi 4 juin, un texte intitulé « Pour une Europe des citoyens : renégociation Maastricht », dans lequel ils affirment :

« Les résultats du vote au Danemark remettent en cause le traité de Maastricht. La majorité des Danois ne s'est pas reconnue dans une Europe marquée par le libéralisme, les inégalités sociales, le désinvestissement des assemblées élues et les carences écologiques. Le traité est caduc. Cette situation doit conduire logiquement à l'arrêt du processus de révision constitutionnelle et de ratification. Le piège d'un tout ou rien, d'un traité à prendre ou à laisser, se retourne contre l'Europe. Il faut maintenant impulser un vaste débat sur le sens

de la construction européenne et ouvrir une nouvelle négociation. C'est au terme de ce processus que le peuple français devrait être consulté par référendum.

« L'ordre des priorités dans la mise en œuvre des politiques communes doit être inversé : les politiques sociales, économiques, industrielles et écologiques exigent d'autres critères financiers que ceux qui prévalent aujourd'hui et qu'accroît le traité de Maastricht. L'enjeu doit être la relance de l'économie à l'échelle de l'Europe, pour faire reculer le chômage et mettre en place un développement alternatif au libéralisme. Ceci implique l'abandon de la monnaie unique et de la Banque centrale indépendante des gouvernements au profit d'une monnaie commune.

« Les compétences des Institutions européennes doivent être clairement définies et leurs décisions soumises à un contrôle démocratique et public de la part des Parle-

ments nationaux et du Parlement européen. Il faut donner corps à une confédération européenne entre nations souveraines et associées pour assurer la paix et la démocratie sur notre continent. A ces conditions, les peuples relèveront l'idée européenne qui vaut mieux que Maastricht.

Parmi les signataires, on relève, pour le PS, les noms de MM. Jean-Pierre Chevènement, membre du bureau exécutif, Roland Carraz, Max Gallo, Didier Motchane, membres du comité directeur, et, pour le PCF, ceux de MM. Charles Fiterman, Philippe Herzog, membres du bureau politique, Paul Boccard, Guy Hérinier, Jean-Christophe Le Duigou, Anicet Le Pors, Bernard Marx, Jack Ralite, membres du comité central, ainsi que ceux de MM. Félix Damette et Marcel Rigout (ADS, ex-PC), Alain Lipietz (Verts), Yves Vidal (ex-PS).

Le Grand-Orient de France lance l'association Cadmos

M. Ragache, grand maître du Grand-Orient de France, a annoncé, mardi 2 juin, la création de l'association Cadmos (Centre européen de promotion et de cohésion sociale), destinée à rassembler, au-delà de la franc-maçonnerie, des hommes de toutes sensibilités et à jouer le rôle d'une « organisation témoin » pour informer et former les citoyens européens sur leurs droits et devoirs sociaux. Cadmos devrait recueillir et dénoncer les manquements à ces droits. Selon M. Ragache, il s'agit d'une véritable chambre de contrôle des textes signés et ratifiés par les pays d'Europe. Le Grand-Orient de France souhaite défendre la dignité des citoyens les plus marginalisés, en particulier les malades, les sans-emploi et les personnes âgées. M. Ragache veut profiter du colloque sur « les droits sociaux du citoyen européen », qui se tiendra le 12 et 13 juin à Strasbourg, pour donner à cette association une dimension internationale et présenter de nouvelles propositions en faveur des exclus du système social européen.

Le Mouvement européen en campagne

Le Mouvement européen, avant même l'annonce d'un référendum en France, avait décidé de faire campagne pour la ratification du traité de Maastricht. Cette association, fondée au lendemain de la deuxième guerre mondiale, réunit les défenseurs de l'union de l'Europe en dehors des clivages politiques. Son organisation française est actuellement présidée par M. Jean François-Poncet, sénateur UDF, les deux premiers vice-présidents étant M. Bernard Bosson, député centriste, et M. Catherine Lalumière, actuelle secrétaire générale du Conseil de l'Europe et ancien ministre socialiste.

Réagissant au refus danois, le Mouvement européen explique qu'il confirme « un besoin d'information sur l'Europe des citoyens de la Communauté et le risque, si ce besoin n'est pas satisfait, de voir des questions périphériques occulter les vraies finalités de la construction européenne ». Il en déduit que le choix, en France, de la procédure référendaire « appelle un grand travail d'explication », et demande à « tous ceux qui veulent défendre, en cette circonstance, la cause européenne à créer les conditions d'une

explication dégagée des contingences politiques ».

La campagne du Mouvement européen a commencé le vendredi 22 mai par une conférence de M. Jacques Delors à Paris. Elle va se poursuivre par une série de réunions politiques réunissant des personnalités de l'opposition et de la majorité. La première aura lieu le mardi 9 juin à Sélestat (Bas-Rhin) avec M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Elisabeth Guigou. Les suivantes réuniront : M. Simone Veil et M. Laurent Fabius à Caen le 12 juin ; MM. Pierre Bérégovoy, Jean François-Poncet et François Léotard à Nantes le 13 juin ; M. Elisabeth Guigou, Nicole Fontaine, député européen centriste, et M. Edmond Hervé, député socialiste, à Rennes le 17 juin ; MM. Jacques Chaban-Delmas et Roland Dumas à Bordeaux le 22 juin ; MM. Bernard Bosson, Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et Michel Pezet, député socialiste, à Annecy le 24 juin ; MM. Raymond Barre, Pierre Mauroy et Jacques Delors à Lille le 3 juillet.

M. Giscard d'Estaing souhaite que l'opposition s'unisse pour le « oui »

M. Giscard d'Estaing a souhaité, jeudi 4 juin sur TF1, que l'UDF et le RPR « votent de la même manière » pour dire oui au traité de Maastricht. « Je souhaite d'abord, a-t-il déclaré, que nous votions de la même manière et ensuite, lorsque le traité de Maastricht sera derrière nous, que nous montrions notre capacité, qui ne sera pas nouvelle, à le mettre en œuvre ensemble. » Se disant prêt à respecter « les réserves » du RPR, le président de l'UDF a souhaité que ce mouvement « confirme la position » de son secrétaire général, M. Juppé. Jeudi matin, celui-ci avait expliqué qu'il voterait oui au référendum « si l'achèvement de la discussion à l'Assemblée nationale et au Sénat sur la révision constitutionnelle va dans le bon sens ». « Il y a des élections dans huit mois, a ajouté M. Giscard d'Estaing. Comment voulez-vous gouverner la France ensemble si, au mois de septembre, on ne votait pas exactement de la même manière ? (...) L'Europe de Maastricht, c'est la nôtre. C'est une Europe libérale fondée sur nos idées politiques et économiques. L'ancien chef de l'Etat a toutefois mis en garde M. Mitterrand contre toute tentative de récupération politique : « Il va de soi que si les Français ont une opinion sur Maastricht - qui est en gros, avec des inévitables, des interrogations, favorable - ont l'impression que ce référendum est une espèce de

piège politique et qu'on veut leur faire approuver la politique actuelle du pouvoir, alors attention. »

Participant le même jour au « Grand Oral OFM - la Croix », M. Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a souhaité que M. Mitterrand engage sa responsabilité sur l'issue du référendum. « Il est inimaginable, a-t-il souligné, qu'il ne le fasse pas. (...) Mais je ne souhaite pas qu'en posant une question sur l'Europe le président de la République cherche un blanc-seing sur sa politique intérieure. Le risque existe et je mets en garde contre ce risque », M. Bayrou s'est dit prêt à « défendre le oui jusqu'au bout ».

Se déclarant « heureux » que le président de la République ait décidé de consulter les Français, M. Barre a formé l'espoir, jeudi 4 juin dans un entretien à l'AFP, que « les Français, qui ont toujours fait preuve dans ces cas de beaucoup de bon sens et de confiance dans la construction de l'Europe, apporteront leurs suffrages à la ratification des accords ». « Il faut faire comprendre aux Français, a-t-il ajouté, qu'ils ont été à l'origine de ce processus, qu'ils continueront à être les inspirateurs de cette démarche et que leur pays peut demain jouer un rôle de premier plan dans non seulement l'achèvement mais le bon fonctionnement de l'Union européenne. »

La randonnée mortelle du RPR

Suite de la première page

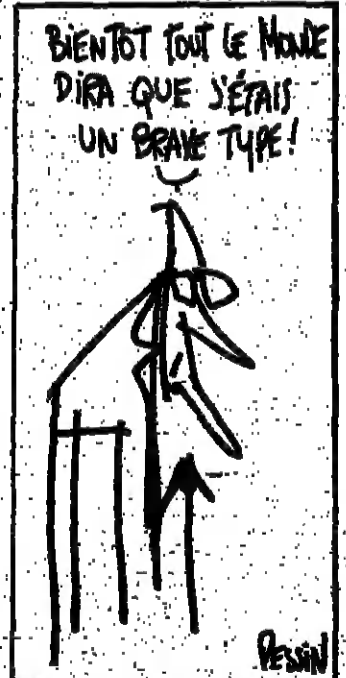
Alors que MM. Chirac et Juppé voudraient faire campagne pour le « oui » au référendum sur la ratification du traité de Maastricht, MM. Pasqua et Séguin se préparent à entrer en campagne pour le « non ». A la même consultation, c'est plus que l'abandonnement de la division du RPR qui a été la vedette à l'Assemblée nationale quand il a été décidé, à la majorité, sur le référendum, d'élire le ministre de l'Intérieur à un tour - élection qui a duré une demi-heure. « Ils ont sans doute une stratégie », dit un proche de M. Chirac, sans en croire un mot. Ils ont, en beaucoup plus, probablement, une sévère explication. Cette dernière a été soumise au maître de Paris, car un de ses proches assure que, maintenant, « il est sérieux ». Samedi, certes, mais sérieux.

« Le moment est proche où Chirac va devoir dire ce qu'il fait », confie un responsable du parti. Le secrétaire général, M. Juppé, a déjà fait connaître sa préférence pour le « oui » au référendum, sous condition d'un bon achèvement de la discussion parlementaire sur la révision constitutionnelle et d'écclaircissements sur le contenu du traité « étoilé » après la défection danoise. Pour sa part, devant le bureau politique, l'ancien premier ministre a dit qu'il était tenté de répondre favorablement. Dans son discours, on affirme qu'il est « fermement résolu » à voter « oui ». Contrairement à M. Séguin, M. Pasqua, qui s'était prudemment gardé de prendre la parole lors du dernier conseil national, le 28 avril, semble tout aussi résolu à voter l'inverse. Comme au-delà de Maastricht, le président du conseil général des Hauts-de-Seine pensait déjà aux législatives et à l'élection présidentielle.

Une autre partie s'engage. Une partie dans laquelle il n'est pas sûr que tous les amis de M. Pasqua lui resteront fidèles au moment des investitures législatives. Selon l'expression d'un dirigeant du mouvement, « les petits soldats d'aujourd'hui ne seront pas les petits soldats de demain ». Mais, tout autant que M. Chirac, M. Pasqua estime, à juste titre sans doute, que le RPR s'écroule à travers sa persécution. Le problème des deux hommes est que chacun d'eux n'en incarne qu'une partie. Impressionnée par le succès médiatique de M. Philippe de Villiers, député (apparenté UDF) de Vendée, qui s'est lancé, selon le mot de M. Charles Millon, dans la création de sa « ligne », le chef des sénateurs RPR peut estimer que le marché de l'après-léonisme est déjà partagé. Versailles pour Villiers, Aubervilliers pour Pasqua ? En vieux coiffeur, M. Pasqua peut même penser que M. de Villiers est un « poullet de l'année » qu'il ne serait pas trop difficile de plumer. Et l'on peut même imaginer que l'ancien ministre de l'Intérieur n'aurait inventé les fameuses « primaires » à la française au sein de l'opposition que pour son simple profit.

Entre le regain européen de M. Giscard d'Estaing et l'offensive de son ancien lieutenant, l'histoire du débat sur Maastricht, voilà M. Chirac bel et bien menacé de perdre le leadership qu'il avait patiemment reconquis.

OLIVIER BIFFAUD



DE QUOI PRENDRE DES DECISIONS. PAS DES LEÇONS.

Cette semaine, au sommaire :

François Pinault ou les ambitions d'un milliardaire breton.

Béré - CNPF : la bataille des déficits.

ISF : comment profiter de la baisse de l'immobilier.

Les pionniers de la visioconférence.

Le Loiret, vous connaissez ?

ECONOMISTE

CHAQUE SEMAINE, ANALYSEZ, DÉCIDEZ !



POLITIQUE

Le débat sur les dépenses de santé à l'Assemblée nationale

M. Bérégovoy devait engager la responsabilité de son gouvernement

Les députés ont commencé, jeudi 4 juin, l'examen du projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance-maladie, présenté par M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration. Au cours de la discussion, la droite et le PC se sont nettement opposés à ce texte qui s'inscrit dans la politique générale de maîtrise des dépenses de santé et dont ils ont dénoncé les aspects « coercitifs ». Soutenu par les seuls socialistes, M. Pierre Bérégovoy devait être contraint d'utiliser, vendredi 5 juin dans l'après-midi pour la première fois depuis son arrivée à Matignon, l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter ce projet de loi. Vendredi matin, l'opposition n'envisageait pas de déposer une motion de censure.

Il en va de la maîtrise des dépenses de santé comme de l'Europe. Si chacun adhère toujours aux principes, l'assimilation vole invariablement en éclats dès qu'on vient aux modalités d'application. M. Teulade a pu le vérifier à ses dépens en présentant aux députés son plan de lutte contre l'inflation de ces coûts.

Le ministre a assuré tout d'abord que la dérive des dépenses de santé en médecine libérale a entraîné automatiquement, jusqu'à présent, une « augmentation pernicieuse des cotisations sociales » et une « baisse des remboursements » auxquelles il convient de mettre fin parce qu'elles sont la source d'« inégalités profondes ». Pour y remédier, l'ancien président de la Fédération nationale de la mutualité française a présenté un projet de loi, issu d'un accord conclu par la Confédération des syndicats médicaux français avec trois caisses nationales d'assurance-maladie.

« Plans locaux d'objectifs »

Ce projet dispose que chaque année des taux nationaux d'évolution prévisionnels des dépenses des médecins généralistes et spécialistes seront fixés. Pour 1992, ce taux de croissance des dépenses médicalement utiles a été fixé à une moyenne nationale de 7,09 %. Des pénalités seront prévues à l'encontre des praticiens qui dépasseraient les taux arrêtés localement.

La maîtrise des dépenses de santé sera également « décentralisée », puisqu'elle s'exprimera sous la forme de « plans locaux d'objectifs », intégrés dans des « plans locaux de développement » par les caisses et les représentants médicaux regroupés dans des « unions » départementales de « médecins exerçant à titre libéral ». Le projet prévoit enfin une série de mesures d'accompagnement parmi lesquelles

figurent l'aide à la reconversion professionnelle et la réforme du régime des prestations complémentaires de vieillesse.

Accueilli avec satisfaction par les députés socialistes, et en premier lieu par le rapporteur, M. Philippe Sannarou (Bouches-du-Rhône), le texte s'est heurté en revanche à l'hostilité de la droite, alliée, une fois n'est pas coutume, au Parti communiste. Les uns et les autres ont dénoncé ses aspects « coercitifs ».

M^{me} Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique) a donné le signal de l'offensive en défendant une motion tendant à opposer la question préalable (qui stipule qu'il n'y a pas lieu de débiter) au projet du gouvernement.

M^{me} Hubert a qualifié l'intervention du ministre « de litanie de lieux communs et d'affirmations sans preuves », avant d'estimer que les modifications apportées par le texte au code de la Sécurité sociale « sont dangereuses pour l'avenir de notre système de soins ».

La question préalable a été repoussée (les communistes s'étant refusés à prendre part au vote) et la discussion a pu se

poursuivre autour des mêmes thèmes. M. Gilbert Millet (PC Gard) a assuré que le dispositif voulu par le gouvernement aboutissait, de fait, à « un rationnement des dépenses de santé remboursables », ce qu'a vivement contesté le gouvernement. Les députés de droite ont reproché pour leur part au gouvernement d'avoir fait le choix, selon M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire), d'une « maîtrise administrative des dépenses de santé qui compromet les chances d'une maîtrise médicalisée ».

« Une socialisation lente de la médecine »

M. Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) a même cru voir dans le projet du gouvernement « une socialisation lente de la médecine ».

Combattant presque à fronts renversés, la droite a également déploré, par la voix de M. Philippe Legras (RPR, Haute-Saône), que le texte fasse « une large place à l'argent », en niant « le lien particulier entre le malade et le médecin », alors que M. Jean Vittrant (Seine-Maritime), au nom des socialistes, a prêté l'oreille longuement à l'examen du projet de loi.

Après le rejet - dans les mêmes conditions que la question préalable - d'une motion de renvoi en commission émanant aussi du RPR, les députés ont commencé l'examen du texte lui-même. Minoritaire, le gouvernement a décidé de réserver les votes sur tous les articles en attendant d'engager sa responsabilité par le biais de l'article 49-3 de la Constitution si, comme on peut s'y attendre, une majorité ne parvient pas à se dégager au cours du débat.

Après la motion de censure sur la politique agricole commune, jeudi 4 juin, de l'Assemblée nationale, le projet de loi relatif à l'économie du dépôt d'une motion de censure, seule riposte autorisée par la Constitution au 49-3 du gouvernement. Le texte adopté serait alors soumis à l'examen du Sénat où la droite, largement majoritaire, pourrait exprimer son mécontentement en adoptant une motion de procédure mettant prématurément fin au débat.

GILLES PARIS

En Nouvelle-Calédonie

M. Néaoutyine affirme sa volonté d'œuvrer sans discontinuité pour préparer l'indépendance

Dans un communiqué diffusé jeudi 4 juin à Nouméa, le président du FLNKS, M. Paul Néaoutyine, a contesté au président du RPR, M. Jacques Lalleu, député RPR, le droit de « s'arroger la qualité de juge de l'interprétation de la signature des accords de Matignon-Oudinot » sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. M. Lalleu ayant critiqué ses récents propos sur la nécessité de mieux rééquilibrer la politique suivie dans le territoire depuis quatre ans (Le Monde du 5 mai), M. Néaoutyine a ajouté : « Aucun signataire des accords n'a renoncé à ses propres idéaux et donc le FLNKS œuvre sans discontinuité pour la décolonisation et la préparation de notre pays à l'indépendance kanak socialiste. (...) Il est clair également que, dans ce processus, le FLNKS, comme partenaire, défend ses positions parce que la signature des accords n'a jamais signifié un renoncement, un alignement sur le RPR ou sur l'Etat, et que chaque chose s'apprécie et se discute dans la dignité et le respect ».

A. R.

A la demande du premier ministre

M. Georges Vedel présidera la commission sur la réforme du mode de scrutin

Les aléas européens n'empêchent pas M. Pierre Bérégovoy de mettre en œuvre, petit à petit, son programme. Dans son discours devant l'Assemblée nationale, le 8 avril 1992, il avait annoncé la création de deux commissions pour débroussailler des dossiers difficiles. Celle sur la corruption a été mise en place le 23 avril, et va rendre au chef du gouvernement son premier rapport le 23 juin. La deuxième, sur la réforme du mode de scrutin législatif, sera installée la semaine prochaine. Elle sera présidée par M. Georges Vedel.

La surprise fut grande lorsque, dès son premier discours devant l'Assemblée nationale, le nouveau chef du gouvernement annonça que la manière dont les députés sont élus ne serait pas modifiée pour les prochaines élections législatives.

Après avoir détaillé les avantages et les inconvénients de l'actuel scrutin majoritaire et de la proportionnelle, M. Pierre Bérégovoy avait déclaré : « Cette question nous divise. Je demanderai à une commission, présidée par un juriste éminent et composée de spécialistes du droit public et de représentants de toutes les forces politiques parlementaires, de consulter, de réfléchir soigneusement et de me faire des propositions avant le 15 octobre. Et dans le dossier d'opinion les passions, la réforme qu'ils proposeront ne sera pas appliquée pour les prochaines élections législatives ».

Deux mois après cette annonce, celle-ci va devenir réalité. M. Georges Vedel, ancien doyen de

la faculté de droit de Paris, ancien membre du Conseil constitutionnel, où il avait été nommé par M. Valéry Giscard d'Estaing, a accepté de présider cette commission.

La quadrature du cercle

Sept autres juristes en feront partie : M. Guy Braibant, président de la section des études et du rapport du Conseil d'Etat, qui, après avoir été le conseiller de M. Charles Fiterman, ministre des transports, a rompu avec le Parti communiste ; M. Fernand Chaussebourg, diplômé d'études supérieures de droit, longtemps secrétaire des groupes centristes à l'Assemblée nationale puis au Sénat, et ancien conseiller général centriste de la Vienne ; M. Jean-Claude Colliard, professeur agrégé de droit à l'université de Paris et directeur du cabinet de M. François Mitterrand de 1981 à 1988 puis de M. Fabius (de 1988 à 1991) ; M. Louis Favoreu, ancien doyen de la faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille, qui défend, en général, les positions juridiques de la droite ; M. Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, plutôt de sensibilité gaulliste ; M. André Holleaux, ancien conseiller d'Etat qui fut directeur de cabinet de plusieurs ministres gaullistes, président-directeur général de FR 3 de 1982 à 1985, et tête de liste de Génération Ecologie aux élections régionales de 1992 dans l'Essonne ; M. Guy Carcassonne, professeur agrégé à la faculté de droit de Nanterre et, surtout, très proche conseiller de M. Michel Rocard.

Ces huit juristes travailleront

avec onze députés des groupes politiques de l'Assemblée nationale. En effet, il a finalement été décidé que, puisqu'il s'agissait du mode d'élection des députés, les sénateurs n'avaient pas à être directement représentés dans cette commission.

Ces onze places ont été réparties à la proportionnelle des forces à l'Assemblée. Il y en a donc cinq pour le PS, deux pour le RPR, deux pour l'UDF, une pour l'UDC et une pour le PC. Chacun a accepté cette composition, et les groupes du Palais-Bourbon doivent désigner leurs représentants le mardi 9 juin. Cela fait, M. Bérégovoy installera officiellement cette commission. Il lui confirmera qu'elle pourra travailler en toute indépendance avec comme seul objectif de trouver le mode de scrutin le plus équitable, mais aussi le plus conforme à l'esprit des institutions. Sa seule contrainte sera d'avoir achevé ses travaux le 15 octobre prochain.

Sa mission s'apparente pourtant à la quadrature du cercle. Les intérêts électoraux des uns et des autres sont tellement divergents qu'il apparaît difficile que le RPR, l'UDF et le PS, sans parler du PC, se mettent d'accord sur un mode de scrutin idéal.

Les juristes de la commission, dont la plupart ont un passé politique marqué, réussiront-ils à leur imposer une solution acceptable ? De plus deux forces politiques importantes, le Front national et les Verts, n'ont aucun représentant, même indirect, dans cette commission. Elles pourraient donc contester le projet que celle-ci proposera.

THIERRY BRÉHIER

La préparation des élections sénatoriales

Grandes manœuvres dans le Nord

Les grandes manœuvres pour les élections sénatoriales de septembre dans le Nord ne se livrent plus seulement en coulisses mais s'affichent désormais sur la place publique. Après M. Pierre Mauroy, qui a fait part de son intention de conduire la liste socialiste, M. Alex Turk, son challenger RPR à la mairie de Lille, vient de demander l'investiture de sa formation, envisageant, à défaut, de partir au combat en « indépendant ».

LILLE

de notre correspondant

En annonçant sa candidature aux élections sénatoriales, il y a quelques jours, M. Mauroy a expliqué qu'il entendait préparer la relève. « Dans le Nord », affirme-t-il, « l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste veut faire en sorte que les choses ne se passent pas à Lille comme dans les Bouches-du-Rhône (NDLR : pour la succession de Gaston Defferre) ».

A la tête du département, M. Mauroy avait mis en place M. Bernard Derozier, avant que le conseil général ne bascule à droite aux dernières cantonales. A la présidence de la région, il a tenté sans succès de faire élire M. Michel Delabarre. Cette fois, c'est à M. Bernard Roman, son adjoint aux finances à la ville et à la communauté urbaine, et son suppléant à l'Assemblée nationale, qu'il s'apprête à passer le relais, lui assurant ainsi l'octroi d'un mandat national qui pourrait lui permettre éventuellement, le jour venu, de briser le poste de maire.

En face, M. Alex Turk, qui s'était révélé un adversaire pugnace aux municipales de 1989, fournit ses armes dans la perspective de

l'échéance de 1995. Un rendez-vous que M. Turk estime « jouable » mais pour lequel il lui faut un mandat national. « Sinon, dit-il, je n'ai qu'à aller planter des choux ».

M. Turk est impatient d'en découdre avec le maire de Lille, des faubourgs prochains, aux sénatoriales. Mais les candidats sont nombreux. L'opposition compte six notables - MM. Schumann (RPR), Diligent (CDS), Bataille (PR), Prouvovoy (CNI), Moulin (RPR) et M^{me} Gouray (RPR) - qui, à l'exception de M. Moulin, sont tous candidats à leur succession. Dans la meilleure des hypothèses, l'opposition ne devrait garder que cinq sièges. C'est dire si la partie sera difficile pour M. Turk qui pourrait en outre trouver sur sa route M. Jacques Legendre, maire RPR de Cambrai, M. Claude Dhiniaux, député RPR, maire de La Madeleine, ou M. Jacques Donay, nouveau président RPR du conseil général.

Définir les stratégies

« Il faut donner à l'opposition un nouveau tonus et si j'évoque cette préoccupation, c'est parce que je ne suis pas le seul à le penser », affirme M. Turk qui, sur le terrain de la rénovation, pourrait croiser, pense-t-il, le chemin d'un autre « rénovateur », M. Jean-Louis Borloo, maire (sans étiquette) de Valenciennes, avec lequel il a noué des contacts à l'occasion des élections régionales. M. Turk a reçu le soutien de M. Serge Charles, président de la Fédération départementale du RPR, qui a affirmé, jeudi 4 juin : « Ce sont les hommes de terrain qui peuvent être aujourd'hui en mesure de définir les stratégies ».

JEAN-RENÉ LORE

M. Mitterrand rend hommage à M. Schœr

M. François Mitterrand a rendu, jeudi 4 juin, un hommage appuyé à M. François Schœr, l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, limogé lors de l'affaire Habache en janvier dernier, et il l'a fait officier de la Légion d'honneur. « Je tenais particulièrement à vous remettre cette distinction non seulement parce que vous l'avez méritée, mais aussi parce que, si vous ne l'aviez pas fait, moi j'en aurais exprimé le désir », a notamment dit le président de la République à M. Schœr, nommé le mois dernier ambassadeur de France auprès de la Communauté européenne à Bruxelles.

L'ancien numéro deux du ministère des affaires étrangères avait été contraint de démissionner, avec quatre autres fonctionnaires, pour avoir autorisé en janvier l'entrée en France, pour raisons médicales, du chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), M. Georges Habbache.

« Vous avez été au centre de difficultés de carrière comme on en rencontre parfois et je dois vous dire que personnellement, même si les choses qui ont été faites devaient être, j'ai pour vous la plus haute estime et en même temps le sentiment que vous avez encore à remplir de hautes et belles fonctions car on a besoin de vous », a ajouté le chef de l'Etat.

Au cours de la même cérémonie M. Mitterrand a également décoré dans l'ordre de la Légion d'honneur l'exarque du patriarcat grec melchite catholique d'Antioche, Mgr Joseph Nasrallah, le chercheur Étienne Wolf, professeur au Collège de France, l'écrivain Albert Memmi, et, au titre de leur action dans la Résistance, M^{me} Yvette Poujade, l'épouse de l'ancien dirigeant de l'UDCA, et M. Pierre Olmata. Il a aussi remis les insignes de chevalier de l'Ordre national du Mérite à M^{me} Catherine Destivelle, la première femme à avoir réalisé en solitaire l'escalade hivernale de la face nord de l'Everest.

Au Palais Bourbon

M. Vernaudon rallie le groupe socialiste

Après avoir occupé, le mois dernier à Pappeet, en compagnie des militants de son parti, le Aia Api, les locaux de l'Assemblée territoriale pour réclamer sa dissolution et après avoir boycotté les récentes réunions de concertation organisées à Paris par le ministère des DOM-TOM avec les autres parlementaires locaux, M. Emile Vernaudon, maire de Mahina, député non inscrit de la Polynésie française, est venu en métropole pour plaider sa cause personnelle.

Il a été reçu notamment par MM. François Mitterrand, Pierre Bérégovoy et Pierre Joxe, auxquels il a exposé les raisons de son courroux en mettant en cause, en particulier, la mansuétude des autorités publiques à l'égard du président du gouvernement du territoire, M. Gaston Flosse, son ancien allié redevenu son adversaire, alors que celui-ci a été condamné pour ingérence, en avril, à six mois de prison avec sursis (Le Monde du 3 avril).

Il a regretté après de ses interlocuteurs que les audiences officielles accordées à l'ancien secrétaire d'Etat, tant à l'Elysée qu'ailleurs, aient réitéré celui-ci alors que l'opposition polynésienne réclamait sa démission. Il s'est étouffé d'un pareil traitement de

faveur politique contrastant beaucoup, à ses yeux, avec le sort infligé à M. Bernard Tapie, lequel n'était que menacé d'inculpation lorsqu'il a été conduit à quitter le gouvernement.

Au terme de ces entretiens, M. Vernaudon a, semble-t-il, dissipé certains malentendus. Après avoir rencontré MM. Laurent Fabius et Jean Arroux, il a en tout fait annoncé, jeudi 4 juin, son ralliement au groupe socialiste de l'Assemblée nationale, auquel il sera, dans un premier temps, rattaché administrativement.

Parmi les assurances qui lui ont été données figurent par le PS, au effacement soutenu par le PS, au nom de la majorité présidentielle, pour les prochaines législatives, pour essayer de conserver le siège qu'il avait enlevé à M. Flosse en 1988. « J'ai choisi mon camp », nous a-t-il déclaré. Supporteur de longue date de M. Mitterrand mais très attaché à sa liberté de mouvement, M. Vernaudon avait retiré sa délégation de vote au groupe socialiste de l'Assemblée nationale à la suite d'une colère provoquée par la discussion du budget des territoires d'outre-mer en novembre 1990.

A. R.

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

7 Juin

Brice LALONDE

Environnement et Modernité

Rediffusion à 1 heure du matin

MÉDECINE

Après le rapport de l'IGAS sur les transplantations

Le débat est relancé sur la nationalité des greffés

Outre la prise de position des responsables de l'association France-Transplant qui, pour la première fois, s'expriment dans des colonnes favorables à un registre national des greffés, la publication du rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) consacré aux transplantations (le 4 juin) a permis de relancer le débat. Ainsi, Michel Lucas, le patron de l'IGAS, il s'agit d'un nouveau cadre juridique (une agence nationale du type de la proposition pour la transfusion sanguine) qui supplanterait la structure associative France-Transplant.

que préside M. Michel Lhuiss, rappelle qu'elle a pris position en octobre dernier sur le problème de la proportion élevée de malades étrangers venant se faire greffer en France. Cette association ne demandait alors « si des priorités ne sont pas données localement, en dehors de la procédure normale de la liste nationale d'attente gérée par l'association France-Transplant ». Elle se faisait « l'écho des insuffisants rénaux dialysés en attente de transplantation qui voient leur probabilité de transplantation baisser proportionnellement au nombre de greffes qui ne leur sont pas attribués ».

Pour M. Lhuiss, certaines équipes ont privilégié les malades italiens au point que se sont installées dans les hôpitaux concernés « de véritables mini-ambassades italiennes ». « Cette situation devient insupportable pour les malades français qui

nationalité des malades était choquant et contraire à l'éthique, a-t-il expliqué. Après un avis du docteur René, président du Conseil national de l'ordre, « m'a confirmé que les renseignements étaient dans le cadre d'une mission officielle et du secret partagé des médecins ».

« Un amalgame terrible »

D'autre part, le professeur Henri Bismuth, chef de service de chirurgie hépato-biliaire à l'hôpital Paul-Brousse (Villejuif), nous a précisé les raisons qui l'avaient amené à refuser de communiquer à l'IGAS les chiffres de l'activité de son service, l'un des plus grands centres de transplantations hépatiques à l'échelon international (le Monde du 4 juin). « Nous avons été très inquiets de la demande formulée par le docteur Henri Bonin, inspecteur de l'IGAS. Le fait de demander des informations médicales sur la

Les suites de l'affaire du sang contaminé

« Pardon, au nom des certitudes médicales trop rapides »

déclare M. Bernard Kouchner

« J'ai envie de demander pardon au nom des certitudes médicales parfois trop rapides », a déclaré, visiblement très ému, des sanglots dans la voix, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, aussitôt achevée la diffusion, sur Antenne 2, du film « Stéphane et Laurence » (lire page 13 le billet de Daniel Schneidermann).

Reconnaissant le caractère quelque peu « démagogique » de son propos, il a ajouté que, « s'il y avait eu quelques choses différentes dans la transfusion », il aurait « naturellement dû s'abstenir ».

Dénouant l'affaire du sang contaminé, M. Kouchner a, pour sa première intervention télévisée à propos de l'affaire du sang contaminé, indiqué qu'il « comprenait parfaitement » le scandale qu'elle avait suscité en France. Dans cette affaire, a-t-il expliqué, « les médecins n'ont pas été assez attentifs. Ils ont échoué peut-être par ignorance et par culpabilité ».

« Un problème d'argent »

Rappelant quelle fut son expérience d'hépatologue et de gastro-entérologue dans les années 1960-1970, le docteur Kouchner a ajouté : « Je me souviens de gens qui furent mes patients, à qui je n'ai pas voulu parler. Je n'ai même pas voulu prévenir les proches. Je me suis conduit aussi comme un imbécile... ».

Mis en cause par un hépatologue, M. Edmond-Luc Henry (1), il a proposé des indemnités dans lesquelles se situent les problèmes d'indemnisation des personnes contaminées — par quart, en 1984, par exemple, — M. Kouchner a précisé qu'il s'agissait d'un « problème d'argent ».

Concernant la responsabilité des responsables médicaux, le

(1) M. Edmond-Luc Henry est l'auteur de De l'hépatite en hépatite et du crime en particulier (Éditions Le Pré aux Clercs).

POINT DE VUE

Pour un registre national des opposants aux prélèvements d'organes

par les professeurs Jean Dausset, Christian Cabrol et Jacques Hors

À la suite d'un fait récemment rapporté dans ces colonnes concernant l'affaire du CHR d'Amiens (le Monde des 17-18 et 27 mai), nous souhaitons apporter quelques précisions et formuler une importante proposition. La communauté médicale responsable des prélèvements et des transplantations d'organes s'est, bien évidemment, émue des difficultés liées au consentement explicite et implicite au prélèvement. France-Transplant est solidaire du docteur Jean Tcheoussoff (CHR d'Amiens), dont le nom a été cité, et nous sommes convaincus que, dans cette affaire, il n'y a eu ni préjudice, ni dommage, ni responsabilité.

Calvet nous est enlevé par beaucoup de pays pour sa dignité. Elle permet de respecter la volonté du défunt. La famille n'exprime pas un simple avis, mais rapporte dans ce cadre celui du défunt. Il est pourtant indispensable d'arranger l'application de cette loi. Comment faire ? L'avance, en-dehors de tout climat d'urgence, l'opinion librement consentie de chaque citoyen sur ce sujet ? Nous considérons qu'il est urgent que soit mis en place, avec

l'aide du ministère de la Santé, un registre national des citoyens s'opposant au prélèvement d'organes. Ainsi, une plus grande liberté d'expression sera donnée aux personnes qui sont opposées au prélèvement. Ce registre sera accessible vingt-quatre heures sur vingt-quatre aux équipes médicales de France-Transplant, et il sera tenu sur un support informatique. France-Transplant continuera à respecter scrupuleusement les oppositions formulées, mais aussi,

en cas de nécessité, à maintenir la rigueur avec laquelle elle a toujours, en seize ans, appliqué son principe fondamental, « nul n'est obligé d'entrer en contact avec les proches de la victime » leur apporter aide et soutien.

Présidé par le professeur Jean-Pierre Changeux

Le Comité national d'éthique est profondément remanié

Les nominations (renouvellement ou nouveaux membres) au Comité consultatif national d'éthique pour la vie et de la santé ont été communiquées jeudi 4 juin par l'Élysée. Désormais présidé par le professeur Jean-Pierre Changeux (le Monde du 3 juin), le comité comprend les personnalités suivantes (1) :

— Désigné par le ministre de la recherche : M. Henri Calvet ;
— Désigné par le ministre de l'industrie : M. René Sautier ;
— Désigné par le ministre de la santé : le docteur Anne Welay, M^{me} Anne-Marie David, le docteur Louis René (président du Conseil national de l'ordre des médecins) et le professeur Geneviève Barrier (directrice du SAMU de Paris) ;
— Désigné par le ministre de la famille : le professeur Pierre Royer ;
— Désigné par le président de l'Académie des sciences : le professeur François Jacob (prix Nobel de médecine) ;
— Désigné par le président de l'Académie de médecine : le professeur Claude Larocque ;
— Désigné par le directeur général de l'INSERM : M^{me} Simone Novae, M. Joseph Lelouch et le professeur André Boué ;
— Désigné par le directeur général du CNRS : M^{me} Odile Pichot ;
— Désigné par la conférence des présidents d'université : M. Georges Durry ;
— Désigné par le PDG de l'INRA : le professeur Axel Kahn (président de la commission du génie moléculaire).

Deux nouveautés : le nombre des personnalités désignées par le ministre de la santé passe de trois à quatre ; pour sa part, le premier ministre se voit également confier la nomination d'un membre du Comité d'éthique.

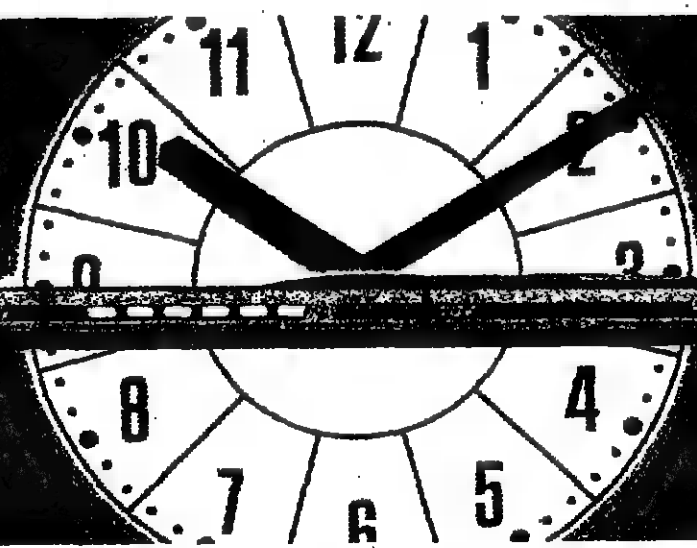
À l'Élysée, on insiste sur le fait qu'il y a dans ce comité des praticiens de terrain, en particulier le professeur Geneviève Barrier, directrice du SAMU de Paris, ou encore un médecin généraliste, le docteur Anne Welay, ou une infirmière, M^{me} Anne-Marie David.

En revanche, on indique qu'il n'est pas pour l'instant question d'inscrire le comité d'éthique dans la loi, pas plus qu'il n'est envisagé d'en modifier davantage les structures ou le mode de fonctionnement. Récemment de nombreuses personnalités avaient critiqué les moyens insuffisants dont dispose cette institution. On précise à l'Élysée que, si des réformes devaient intervenir, c'est au nouveau président du Comité d'éthique, le professeur Jean-Pierre Changeux, qu'il appartiendrait d'en décider à mi-août.

(1) Les noms des nouveaux membres figurent en italique.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

Paris - Bordeaux en TGV,
2h 54* d'un centre ville à l'autre.



Le confort à 300 km/h.

TGV

* Meilleur temps de parcours en 31.05.1992.
Lignes de circulation : renseignez-vous dans les gares, agences de voyages ou par Maillet 3615 SNCF.

SNCF

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

LE PORTUGAL
A PARTIR DE
1570F A-R

Quand les prix atterrissent,
les clients décollent.



* Tarif valable au départ de Bordeaux et Toulouse, à partir de 1500F A-R au départ de Paris, Lyon, Marseille et Nice, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Renseignez-vous auprès de Tap Air Portugal ou de votre agent de voyages.

2P AIR PORTUGAL
choisissez votre avantage

هكذا من لامل

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

M. Lalonde critique les nominations de directeurs décidées par M. Royal

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 3 juin, les directeurs des cinq services rattachés à la nouvelle organisation du ministère de l'environnement. Il s'agit de M. Gérard Bétouli qui prendra la tête de la direction des ressources humaines, des moyens et de la qualité de la vie (en remplacement de M. Dominique Bidou), de M. Jean-Luc Laurent, qui devient directeur de l'eau, de M. Henri Legrand, qui assure la direction de la prévention des pollutions et des risques majeurs (en remplacement de M. Michel Mousel), de M. Michel Simon, qui sera directeur de la nature et des paysages (en remplacement de M. François Letourneux), et de M. Michel Petit, qui sera le patron de la direction des affaires économiques et internationales (en remplacement de M. Jean-Claude Oppeneau) (le Monde du 5 juin).

Ces nominations ont suscité une réaction défavorable de la part de l'association Ecologie, le mouvement de M. Brice Lalonde, qui, dans un communiqué, parle de « la chasse aux sorcières » qui sévirait actuellement au ministère de l'environnement. Le cabinet de M. Ségolène Royal a immédiatement réagi en rappelant que « l'intervention d'une formation politique sur les nominations des directeurs d'administration est contraire à la tradition républicaine de neutralité et de réserve et qu'elle n'est pas recevable ».

On précise, dans l'entourage de M. Royal, que les « remplacements » seront appelés à diriger des fonctions et l'on rappelle que les directeurs et présidents des ministères publics sous tutelle du ministère de l'environnement (ADEME, IFEN, INERIS) sont nommés par M. Lalonde et qu'ils demeurent à leur poste, même si plusieurs d'entre eux sont membres de Génération Ecologie.

M. Gérard Bétouli, né le 23 septembre 1947 à Constantine (Algérie), est ancien élève de l'ENA et conseiller régional de la Corse des comptes. Il a fait sa carrière depuis 1977 dans les cabinets ministériels, notamment au ministère de l'éducation nationale où il a été directeur du cabinet de M. Louis Joxin.

M. Jean-Luc Laurent, né le 14 juin 1931 à Villers-Ille (Yonne), est ancien élève de l'école des mines de Paris. Il a dirigé l'Agence de l'eau Rhin-Meuse avant d'être, en 1991, chargé de mission au cabinet de M. Brice Lalonde, alors ministre de l'environnement.

M. Henri Legrand, né le 25 avril 1937 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), est ancien élève de l'école polytechnique et de l'école des mines de Paris. Il a été, de 1984 à 1988, sous-directeur de la pollution de l'air au ministère de l'environnement avant de faire partie du cabinet de M. Brice Lalonde comme conseiller technique.

M. Gilbert Simon, né le 28 novembre 1947 à Montpellier, est ancien élève de l'ENA. Après avoir fait partie de divers cabinets ministériels, il a été directeur adjoint de la protection de la nature, durant quatre ans, conseiller technique auprès de M. Brice Lalonde.

M. Michel Petit, né le 19 octobre 1935 à Barlet (Gard), est ancien élève de l'école polytechnique et de l'école nationale des télécommunications. Il a fait sa carrière scientifique dans le domaine de la physique de l'environnement, avant d'être nommé directeur général à l'Agence au ministère de l'équipement.

RELIGIONS

L'arrivée de Jean-Paul II en Angola

Le président Dos Santos insiste sur le rôle « pacificateur » de l'Eglise catholique

Jean-Paul II a été chaleureusement accueilli à Luanda, capitale de l'Angola, où il est arrivé, jeudi 4 juin, pour une visite de six jours. L'enthousiasme de ses fidèles n'est sans doute pas dénué d'arrière-pensées politiques, à l'heure où le pays s'engage dans une lutte électorale difficile.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Pour son cinquante-cinquième voyage à l'étranger, Jean-Paul II a reçu un accueil chaleureux et bon enfant à Luanda, jeudi 4 juin. Bien avant son arrivée, l'atmosphère de 4-évrier résonnait de chants religieux. Le président José Eduardo dos Santos a eu le plaisir de passer le ponton pour souhaiter la bienvenue au pape, qui, descendant du Boeing 747 d'Alitalia, a été accueilli par son habituel.

La journée avait été déclarée fériée par les milliers de Luandais s'étant massés sur la route menant au palais présidentiel de Funguro, à quelques kilomètres du centre de la capitale. Perchés sur la tour de contrôle de l'aéroport, des soldats en treillis camouflage agitaient la main, tandis que Jean-Paul II parcourait lentement le long tapis rouge, au côté du chef de l'Etat.

Dans son discours de bienvenue, le président a rappelé que la ma-

jorité des Angolais étaient de confession catholique et souligné la coïncidence de la visite du pape avec le cinquantième anniversaire de l'évangélisation du pays par les missionnaires portugais et le premier anniversaire de la signature des accords de paix d'Estoril, en mai 1991.

« Votre sainteté a des bonnes relations avec le Vatican et la République populaire d'Angola », a déclaré le président Dos Santos. Il faut que ces liens se resserrent davantage. « dans un esprit de respect mutuel, de coexistence pacifique et de coopération », a-t-il ajouté, insistant sur le rôle du pape dans la « pacification des esprits » que joue l'Eglise catholique dans le processus de transformation du pays.

Un passé

de luttes anticléricales

Sans doute un discours présidentiel n'était-il pas dénué d'arrière-pensées politiques. Pendant les années « rouges » du marxisme-léninisme, les églises furent brûlées et leurs biens confisqués. Mais l'Angola vit maintenant à l'heure du multipartisme et les églises diocésales se rapprochent (le Monde du 4 juin). Bien que l'ouverture de la campagne soit prévue pour la fin août, la « classe aux voix » a déjà commencé.

Mieux vaut, l'évidence, que les vieux slogans anticléricaux soient oubliés. L'Angola (MPLA, au pouvoir) et

l'Eglise catholique ont de bons rapports. M. Dos Santos, pas plus que les autres dirigeants politiques angolais, n'oublie pas que Jean-Paul II est le « père spirituel » de 55 % de la population.

C'est en portugais que le pape s'est adressé à la foule. « Je suis venu avec un message de réconciliation et de paix », a-t-il lancé, rappelant que l'Eglise n'a au service des grandes causes de l'humanité et que l'Angola est un pays certainement réconcilié à l'usage d'un Etat de droit. Répondant à l'attente de l'épiscopat local, très critique vis-à-vis des partis politiques, le pape devrait plaider en faveur de l'apaisement et du dialogue entre les deux camps. L'Union pour la libération totale de l'Angola (UNITA), d'adoption un ton plus conciliant.

Jean-Paul II a eu un premier entretien avec le président Dos Santos, qui a brièvement évoqué les conditions de l'opposition - dans le dirigeant de l'UNITA, M. José Savimbi - et, enfin, le clergé angolais. Les partisans de l'UNITA espèrent que le pape accordera, durant son séjour, un entretien particulier à M. Savimbi, faute de quoi, ils se sentiraient trahis. L'Eglise a délibérément choisi d'appuyer le MPLA, en lutte pour le pouvoir.

FREDERIC FRITSCHER

REPÈRES

SANS-LOGIS

Manifestation de militants avec les Africains de Vincennes

Cinq à six personnes ont participé, jeudi 4 juin, à la manifestation de militants avec les Africains de Vincennes. Les participants ont défilé dans la rue, portant des pancartes et chantant. Ils ont été accueillis par des policiers et des gendarmes.

Plusieurs élus du PCF, de la gauche, de l'écologie, et des militants de la Ligue communiste révolutionnaire participaient à ce cortège organisé par le Comité des Malins de France, dont le nouveau président, M. Stéphane Babin, a défendu l'autonomie du mouvement.

TOXICOMANIE

Surveillance mortelle à Nice : l'héroïne était trop concentrée

Selon les analyses toxicologiques effectuées par l'Institut médico-légal de Strasbourg, la recrudescence de suicides mortels dans la région de Nice est due à la consommation par les toxicomanes d'héroïne « particulièrement concentrée ». Douze toxicomanes sont décédés depuis le début de l'année, dont huit en quinze jours (le Monde du 30 mai).

Cela signifie, a indiqué mercredi 4 juin dans un communiqué, le procureur de la République à Nice, M. Paul-Louis Aumière, que les différentes qualités d'héroïne actuellement en vente sur le marché de Nice, l'une d'entre elles présente une grande dangerosité d'un « usage » suffisant. (Corresp. régionale.)

EN BREF

■ Trois militants présumés de FETA inculpés et écroués. - Trois militants présumés de l'organisation indépendantiste basque ETA, arrêtés, dimanche 31 mai, à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), ont été inculpés et écroués, jeudi 4 juin, par les gendarmes de la 1^{re} légion d'Instruction au tribunal de Paris. Inaki Bilbao-Beascoechea, trente-trois ans, ont été inculpés d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, infraction à la législation sur les armes, falsification de documents administratifs et usage, et infraction à la législation sur les étrangers. Bernardino Molle-Darm, trente-huit ans, a été inculpé d'aide au séjour irrégulier et d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.

■ Une quatrième inculpation dans le dossier de l'assassinat de Barbotin. - Edmond Lay, l'architecte chargé de la conception des thermes de Barbotin, où vingt personnes ont péri le 27 juin 1991 à la suite d'un incendie, a été inculpé jeudi 4 juin d'homicide involontaire par le juge d'Instruction d'Asch (Gers) chargé du dossier, M. Nicole Bergougnan. La veille, M. Bergougnan avait inculpé Léo Raynal, le secrétaire général des thermes, et Jean-Michel Bergon, le patron de l'entreprise qui effectuait des travaux sur le toit de l'établissement (le Monde du 5 juin). L'ouvrier, qui avait provoqué le sinistre en mai-

JUSTICE

Inculpé dans l'affaire des cliniques marseillaises

M. Jean Chouraqui est remis en liberté sous contrôle judiciaire

Après vingt-huit jours de grève de la faim, M. Jean Chouraqui, le directeur de clinique inculpé de complicité d'assassinat dans la mort de Léonce Mout et d'Alain depuis le 27 janvier 1990, a quitté jeudi 4 juin la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille. Remis en liberté par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, M. Jean Chouraqui, qui a été placé sous contrôle judiciaire, devra verser une caution de 1 million de francs (le Monde du 5 février 1990).

Directeur de trois cliniques marseillaises, M. Jean Chouraqui avait été interpellé une première fois le 14 novembre 1989 dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat. Le 18 mai 1990, le gérant de la Poly-clinique-Nord de Marseille, Léonce Mout, il avait cependant été relâché après quarante heures de

garde à vue. L'inculpé avait rebondi après l'assassinat, le 15 janvier 1990, du maire du septième arrondissement de Marseille, Jean-Jacques Peschard.

Après quelques jours plus tard, M. Mémoli, qui avait été inculpé, a été remis en liberté par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. M. Jean Chouraqui, qui a toujours nié, avait affirmé avoir vu pour le compte de M. Jean Chouraqui avant de se rétracter, puis l'accuser à nouveau provisoire, M. Jean Chouraqui, qui a toujours nié, avait déposé dix-huit demandes de remise en liberté. Une demande de non-lieu (le Monde daté 24-25 novembre 1991).

POLICE

Le congrès du SNC-FASP à Auxerre

Des commissaires favorables au décloisonnement

Le Syndicat national des commissaires (SNC-FASP, 15 % des voix) a, du 2 au 4 juin, réuni à Auxerre (Yonne) son congrès. Après quelques jours de débats, le congrès a élu son nouveau président, M. Jean-Louis Aumière, et a adopté une motion de soutien à la police. Le congrès a également élu son nouveau président, M. Jean-Louis Aumière, et a adopté une motion de soutien à la police.

En cinq années d'existence, le SNC a beaucoup contribué à modifier le paysage syndical policier. Survenu en 1986, il a d'abord été le seul syndicat de police à se présenter aux élections. Revendiquant aujourd'hui plus de trois cents adhérents, le SNC a attiré les départs d'un amicalisme et d'un élitisme longtemps régnés par les commissaires. La naissance dans le giron de l'organisation majoritaire des gardiens de la paix, la FASP, a sorti les chefs de service de leur splendeur isolée. Du coup, le nouveau venu a profondément pesé sur l'équilibre du rapport hiérarchique à l'institution policière.

« Notre syndicat a pour but de faire sortir les commissaires de leur isolement et de leur faire connaître les autres commissaires », a déclaré M. Aumière. « Notre syndicat a pour but de faire sortir les commissaires de leur isolement et de leur faire connaître les autres commissaires », a déclaré M. Aumière.

d'une « police républicaine » est beaucoup moins affirmée que celle des dirigeants de la FASP et du SNC, dont le cœur politique est à gauche. Ils réclament tout d'abord la gauche et la police, qu'ils ont sous leurs yeux, continuent de les appeler « patrons ».

Reagissant en tant que service, le SNC est tout naturellement favorable au décloisonnement de la police en tant que la police est civil. Le syndicat soutient les projets allant dans le sens du rapprochement, à l'image de l'expérimentation à Marseille d'une unité de prévention urbaine réunissant les policiers et les gardiens de la paix. « Il faut réorganiser la police judiciaire afin de retrouver l'efficacité du service public policier », explique le secrétaire général, M. Pierre Lascombes. Le délinquant n'est devenu polyvalent, passant d'un vol de voiture à un trafic de drogue. Le policier doit s'adapter de cette polyvalence : il faudra briser le monopole des super-flics spécialisés et associer davantage les gardiens de la paix à la lutte contre la délinquance ».

Reagissant en tant que service, le SNC est tout naturellement favorable au décloisonnement de la police en tant que la police est civil. Le syndicat soutient les projets allant dans le sens du rapprochement, à l'image de l'expérimentation à Marseille d'une unité de prévention urbaine réunissant les policiers et les gardiens de la paix. « Il faut réorganiser la police judiciaire afin de retrouver l'efficacité du service public policier », explique le secrétaire général, M. Pierre Lascombes. Le délinquant n'est devenu polyvalent, passant d'un vol de voiture à un trafic de drogue. Le policier doit s'adapter de cette polyvalence : il faudra briser le monopole des super-flics spécialisés et associer davantage les gardiens de la paix à la lutte contre la délinquance ».

ERICH INCIVIAN

LE MONDE diplomatique

L'HOMME EN DANGER DE SCIENCE ?

Manière de voir 15

100 pages 42 francs

L'HOMME EN DANGER DE SCIENCE ?

15 guides présentés par

VOYAGEURS DU MONDE

Les Annuels Voyageurs donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les Annuels Voyageurs chiffront le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

Sri Lanka	Chine	Québec
Italie	Mexique	Thaïlande
Antilles	Japon	Russie
New York	Brésil	Usa west
Guatemala	Inde	Tchécoslovaquie

192 p. 80 f.

VENDUS EN LIBRAIRIES

VDM éditeur, 53 rue Sainte-Anne, 75002 Paris

ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Le Journal Intime : 19 h. Rel. dim., lun. Courteline... Quilroy : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Amour est aveugle : 22 h.

ANTHÈSE. **ALBIONNE-BERNAU** (42-08-77-71). La... et bannette : 20 h 45 ; dim. 15 h 30. L.

ARCANÉ (43-38-19-70). La... : 20 h 30 ; dim. 17 h. L. jeu., dim.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (43-06-36-02). ou en... esprits : jeu. 19 h ; ven. mar... h 30 ; dim. 16 h.

ATALANTE (46-08-11-90). Le V... : 20 h 30 ; dim. 17 h. L. jeu., dim.

ATELIER (46-06-49-24). Le... : 20 h 30 ; dim. 17 h. L. jeu., dim.

BASTILLE (43-57-42-14). L'Inquisiteur : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

BATEAU-THÉÂTRE NAUTILUS (42-81-94-43). Martin Eden : 20 h 15. Rel. dim. 18 h. L. jeu., dim.

BERRY (43-67-51-55). Les Femmes de joie : 20 h 30. Paty... Ytep. KO : 19 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-86-80-24). Les Femmes de joie : 20 h 30. L. jeu., dim.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53). La Caricature : 18 h. Rel. dim., lun. Les Femmes... tambour : 18 h.

LE BOURVILL (43-74-73-84). Les Femmes de joie : 20 h 30. Rel. dim., lun. 18 h.

BRUYÈRE (44-74-76-99). bien : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim., soir, lun.

CAFÉ DE LA GARE (42-76-52-51). Th. à la merthe ou les écrivain : 20 h 15. Rel. dim., lun. 18 h. L. jeu., dim.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). En attendant... : 20 h.

CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE LA GARE (43-74-86-61). La Rivière (mus. peuc-tout-à-ven. mar. 21 h.

CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE LA TEMPESTE (43-28-36-38). L. I. La... : 16 h. Rel. dim., lun. 18 h. L. jeu., dim.

CLAU, quel cinéma tu nous fais là ? : 21 h ; dim. 16 h 30. L. jeu., dim.

CLAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-48). Y... : 16 h 30. L. jeu., dim.

CENTRE GEORGES-POPIDOU (42-74-42-18). Ubu roi... : 16 h 30. L. jeu., dim.

DIAMANTS (45-80-61-31). Le Jeu de l'amour et du hasard : mer., jeu., ven., dim. 20 h 30. L. jeu., dim.

INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-38). Les Solitaires Intempestes : ven., dim. 17 h. L. jeu., dim. 20 h 30 ; dim. 17 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Bernard... : 11 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-17). Grand-Père... du lile Reich : ven., dim. 21 h. Voltaire's Folles : mer., jeu., ven., dim. 16 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-2-87-21). Pétouchkine... : 11 h. Rel. dim., lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Bel mesquid : ven., dim., mer. 20 h 30. Caligula : lun. 20 h 30. La... d'Escargonne : George Dandin : dim., mer., jeu., ven. 20 h 30 ; lun. 14 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Épouse prudente : 21 h ; dim. 15 h 30. L. jeu., dim.

CRYPTE SAINT-AGNÈS-ÉGLISE SAINT-OSTACHES (47-00-3-31). Les Femmes de joie : 20 h 30 ; dim. 15 h ; lun. 18 h. L. jeu., dim.

DECHARGEURS (TLI) (42-38-00-02). Les Femmes de joie : 20 h 30 ; dim. 17 h. L. jeu., dim.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 1^{er} JUIN

« La rencontre de l'Art nouveau à l'exposition Guimard », 10 h 30, Mairie d'Ivry, entrée quai Anatole (Approche) « l'ard.

« l'hôtel », 10 h 30, 27, avenue Friedland

« Romantique Butte-aux-Cailles, des pittoresques, év du passé et artisanat », 10 h 30, place d'Italie, face au musée d'Ecce (Paris capitale historique).

« Mouffette » secrets. De la maison aux convulsionnaires de la mort », 10 h 30, 17 heures

« Monge Connaissance », 10 h 30, 17 heures

« Les », 10 h 30, Saint-Denis, Basile (D. Bouchard)

« Exposition Clodion "L'œuvre", 14 h 15, 45, sortie Palais-Royal, terre-plein (D. Flot)

« Maisons anciennes, vieilles fermes et d'arbres qui vont disparaître au faubourg Saint-Antoine », 14 h 15, rue de Valenciennes, boulevard Diderot (M. Banassout)

« Belles demeures du Marais arcaïquement, en la place des Arts à l'hôtel », 14 h 15, Chemin-Viv (Arts et coûtent).

« et passages pour le cœur », 14 h 15, 30, métro-Palais-Royal, Colette (Europ expoi).

« L'art ancien, romain du cours et la vie quotidienne de la cour », 14 h 30, 2, place du Louvre, yall, devant la Louvre des Antiques (Connissance de Paris).

« Le Cité, des origines de Paris aux "Hautsmann", 14 h 30, 17 heures

DEUX ANES (46-06-10-28). Guy Margat dans *Héroïque* ■■■■ 1 h. Rel. dim., lun.

EDGAR (43-20-86-11). Le Petit et le Grand : ■■ 15 h. Rel. dim. Les Indes ■■■■ 22 h. Rel. dim.

ESPACE JAPON (42-60-93-68). La Femme qui attire la pluie : ven. 20 h 30.

ESPACE MARSEILLE (48-04-81-56). Le Fantôme de l'opéra : ■■ 15 h. Rel. dim. Le Fantôme de l'opéra : ■■ 18 h. dim. 15 h. Rel. dim. soir., lun. Les Moscovites : 20 h. ■■ lun.

ESSAÏON DE PARIS (47-78-46-42). Le 1. Titre provisoire : 20 h 30. Rel. dim. soir., lun. Et si je quitte : 20 h 30. Rel. dim. soir., lun.

FONTAINES (48-74-74-40). Le Cimetière : ven., sem. 20 h 45.

LE FUMABLE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-23-83-83). ■■■■ s'arrêtent ! ■■ 22 h. Rel. dim., lun. Angèle : 20 h. Rel. dim., lun.

LES ÉTOILES DU PATINASSAGE (43-22-16-19). Nina : ■■ 15 h. Rel. dim., lun.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-80-09). Tu ne m'en diras rien : ■■ 20 h 30. Rel. dim. Marie-Madeleine en dehors de tout ce monde : ■■ 20 h 30. Rel. dim. Eric Thomas son nouveau partenaire : 22 h. Rel. dim., lun.

GRAND HALL DE LA VILLETTE (40-03-39-03). Les Frères Zénith : ven., sem. 20 h 30 ; sam., dim. (dernière) 17 h. Les Placés d'une fureur : mar., jeu. 20 h 30.

MONTMARTRE MONTMARNASSE (42-73-88-61). Victor ou le pouvoir : 20 h 15. Rel. dim. L'aurore tueuse : 20 h 15. Rel. dim.

SPECTACLES NOUVEAUX

[illegible]

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

nés du cinéma : ven., sem. (dernière)
 21 h.
MONTMARRASSE (43-22-72-74). Cuisine
 et dépendances : 21 h ; sem.
 10 h 30 (14 dim., lun., mer., jeu., ven.,
 sam., dim., 14-70-52-76). Les
 Jumeaux : ven., dim., 20 h 30 ; sem.
 10 h 30, 21 h 30.
UVRE (44-74-62). Les Dimanches de
 M. Remy : 20 h ; Rel. dim.,
 14-70-52-76. **LYMPIA** (47-42-26-28). Albert
 Dupire : 20 h ; Rel. dim.,
 20 h 30.
**PALAIUS DES FILLES (GRANDE
 SALLE)** (42-02-27-71). Grande
 sem.-Marie Bigard : 20 h 30. Rel.
 20 h 30.
PALAIUS-ROYAL (47-82-59-81). Sans
 sem. : 10 h 30 ; 15 h. Rel.
 20 h 30.
POCHE MONTMARRASSE
 (45-48-92-97). Salle L. Madama de
 la Carrière : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim.,
 soir, lun. Salle H. Journal d'une petite
 dame : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim., soir, lun.
PORTE SAINT-MARTIN
 (42-08-00-32). Célébration et le Cardinal :
 sem. 17 h 30 ; mer., jeu., 20 h 30.
POTINIERE (43-61-11-63). Grand
 Lampion fait le 21 h ; Rel. dim.,
 21 h 30.
PRÉ-CATALAN SAINT-JAMES
 (42-17-18-19). Les 1001
 nuits du scôr. lun. La 1^{re}
 dim. 17 h. Rel. dim., scôr. lun.
THÉÂTRE DE NISLE (45-64-61-
 66). Les Fumées : 20 h 30. Rel.
 Bonnes : ven., sem. (dernière) 20 h
 Le Libage : ven., sem. (dernière)
 22 h.
THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-87).
 Les 1001 nuits du monde : 20 h 30.
 Rel. 20 h 30.
THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL. GABRIEL
 (42-23-15-65). Histoire de la
 qu'il n'y a pas s'agoutier : l.
 19 h, mer., jeu., 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLY
 (47-27-81-15). Salle 1^{re}. La
 des roses : 20 h 30 ; jeu., 20 h. 15 h.
 15 h. Lib. rel. : 20 h 30 ; jour. 20 h. 15 h.
 dim., scôr, lun.
THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON
 (43-25-70-32). Le vie et son
 ven., sem., mer., mer., jeu., 20 h 30.
 dim. 15 h.
THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON
 (PETITE SALLE) (43-25-70-32). B.
 phèmes : mer. 18 h 30.

RÉGION PARISIENNE

DUVAL MARCHEVAL JOFFRE
00-51-84-53). Esotéricté Saule : w.
dim. 20 h 30.

ERGY-POINTEAU (THÉÂTRE D)
00-30-90-33-33). La Char
agne : 27 h. Rel. dim., lun.

ROBINSON (THÉÂTRE MUNICIPAL)
00-50-10-44-94). Cirque B
s : dim. 18 h 30.

HALAKOFF (THÉÂTRE)
00-55-43-45). Ivanov : ven.,
s. mer. (dernière) 20 h 30 ; d.
dim. 18 h 30.

FEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÈTE)
06-24-03-93). Soirées bourgeoise
n., sam. (dernière) 20 h 30.

ISGNIEL (GRAND THÉÂTRE DE)
ERME DU BUISSON) 04-62-77-
de cloz : ven., sam. 21 h.

CARCELLOS (FORUM DES CHA
CETTES) 04-19-54-34). Les Nouve
es dans Cinq folies en cirque mine
r. 21 h.

TRY-SUR-SEINE (STUJO (THÉÂT
04-61-75-50). Les Bonnes : 21
d. dim.

TRY-SUR-SEINE (THÉÂTRE JEAN
04-62-82-80). Ay. Fede
ria : dim. 17 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE CHATLOT
(47-04-24-24)
VENDREDI
omaggio à Claudia Cardinale :
gazzini (1969-1970), de []
18 h ; Libera, amore mio (1973).
uro Bolognini, 20 h 30.

PALAIS DE TOKYO
 (47-04-24-24)

permanente du cinéma :
régions de Cléopâtre (1960, de V. G.
samedi, 18 h 30 ; Moïse et Aaron (197
de Jean-Marie Besset et Denise Hu
1 h.

**CENTRE
GEORGES BONBIDON**

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
VENDREDI
Cinéma polonais : le Premier Jour
libéré (1964, v.o. s.t.f.), d'Alfred
Ford, 14 h 30 ; Papillons de
1980, v.o. s.t.f.), de Tomasz Żyg-
7 h 30 ; Korczak (1990, v.o. s.t.f.),
Andrzej Wajda, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

**2. Grande-Galerie
porte Saint-Eustache
Forum des Halles
(40-28-34-30)**

VENDEDI
Polars en Seine : Doubles en Soies
 Encyclopédie du cinéma français : Michel
 Simon (1978) de Claude-Jean Philippe
 Actualités Gaumont, Les Trois font le
 père (1957) de Sacha Guitry et Cécile
 Duhour, 14 h 30 ; Justiciers : Fanny
 le dernier justicier (1971) de Jan Lenica
 Fantomas (1932) de Paul Fejos
 16 h 30 ; Le Mûrier : Bande annonce : Le
 Cave se rebâtit (1981) de Gilles Grangier,
 Touchez pas au grèsbi (1954) de
 Jacques Becker, 18 h 30 ; Le Millieu : Le
 Choix des armes (1981) d'Alain Corneau, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A BRIGHTER SUMMER DAY (TAH-
WAN, v.o.): 14 Juliette Parnasse, 6
15-58-00.

FACES (A, v.o.): Les Trois Luxem-
bourg, 6 (46-33-37-77); Les Trois Bel-
ges, 6 (40-10-07); La Sentinelle, 11
47-07-48-09.

I WAS ON MARS (A, v.o.): C. de
Beauregard, 6 (42-71-52-38); 14 Juliette
Ordon, 6 (43-25-58-93); 14 Juliette
Ordon, 6 (43-25-58-93); 14 Juliette
Ordon, 6 (43-25-58-93).

ATWIS (A, v.o.): Les Trois Luxem-
bourg, 6 (43-37-47).

OPENING NIGHT (A, v.o.): Gaumont
Les Halles, 1 (40-26-12-12); Pathé
Impérial, 2 (47-42-72-52); Le Saint-
Germain-des-Près, Salle G. de Beauregard,
6 (42-22-87-23); Pathé, 14 Juliette
Ordon, 6 (43-25-58-93); Les Trois Bel-
ges, 6 (45-51-10-60); Cinéma, 13
47-07-28-40; Gaumont Parnasse, 14
43-35-30-40.

LA SENTINELLE (Fr.): Gaumont Les
Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont
Les Halles, 1 (40-26-12-12); Pathé
Impérial, 2 (47-42-72-52); Gaumont
Les Halles, 6 (46-33-37-77); Gaumont
Américaine, 6 (43-58-19-08); La Sen-
tinelle, 11 (47-07-48-09); Rafles Républic-
aines, 11 (48-05-61-33); Favartta, 13
43-31-60-74; Gaumont Alésia, 14
47-07-28-40; Gaumont Parnasse, 14
43-35-30-40; Gaumont Parnasse, 14
43-35-30-40; Gaumont Parnasse, 14
43-35-30-40.

SUUVARNAREDA (ind., v.o.): Espé-
rance, 5 (44-07-20-48).

TRUST ME (A, v.o.): 14 Juliette
Ordon, 6 (43-25-58-93).

LES GRANDES REPRISES

ALL ABOUT ANNE ZÉNÉ, de J.-L.

Dans le cadre de la fête de la poésie 1992 :
EXPOSITION DE L'ŒUVRE POÉTIQUE
DE JACQUES-FRANÇOIS DUSSOTIER
 (Prix Rimbaud 1991 - Prix Guillaume Apollinaire 1991)
 (13 et 14 juin 1992 - (24 h à 17 h).
 Hall de l'Hôtel de Ville, avenue du Maréchal-Maximilien, 94510 La Queue-en-Yvelines

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous êtes abonné(e)

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES
Remettez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin ci-dessous avec indicateur de votre numéro d'échange pour transmission en journal ou jour et à peine de la cote n° de votre journal.

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ : _____

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)
du _____ au _____

☐ Transfert sur le lieu des vacances (France métro., étranger uniquement)
du _____ au _____

Votre adresse de vacances :

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

Vous n'êtes pas abonné(e)

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES

Remettez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	JOURNAUX	PRIX
2 semaines (13 n°) _____	78 F.	2 mois (62 n°) _____ 309 F.
3 semaines (19 n°) _____	114 F.	3 mois (78 n°) _____ 480 F.
1 mois (26 n°) _____	155 F.	

VOTRE ABONNEMENT VACANCES :

DURÉE _____ du _____ au _____

VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

VOTRE ADRESSE HABITUELLE :

ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

VOTRE RÈGLEMENT : ☐ Chèque postal ☐ Carte Bleue N° _____

Espèce : _____

Date et signature obligatoires : _____

201 MON 02

A envoyer à : **LE MONDE**, Service abonnements
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94052 Ivry-sur-Seine Cedex

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Y. Europe **Pantheon** (ex-Rexel) **Pantheon**, 6: (43-54-15-04).
CERIMONIE SECRETE (pic., v.o.): **Le Champ** - Espace Jacques Tati, 5: (43-54-51-60).
LE CRIME ETAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.): **Action Christine**, 6: (43-28-71-30).
EASY RIDER (A., v.o.): **Cincoche**, 6: (46-33-19-82).
ETONNE CAGNIE (ind., v.o.): **Espace Saint-Michel**, 5: (44-07-20-48).
EVA (Fr-Bel, v.o.): **Action Christine**, 6: (43-28-71-30).
FANTABIA (A.), **Cincoche**, 6: (46-33-19-82).
HUSBANDS (A., v.o.): **Ecole de Bois**, 5: (43-57-57-47).
L'IMPERATRICE ROUGE (A., v.o.): **Les Trois** - Luxembourg, 6: (46-33-97-77).
L'IMPOSSIBLE MR. BEBE (A., v.o.): **Action Christine**, 6: (43-28-72-07); **Midi**, 17: (43-25-79-88).
MURDRE D'UN BOOMERANG (A., v.o.): **Le Champ** - Espace Jacques Tati, 5: (43-26-80-25).
MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.): **Union**, 5: (43-25-84-85).
ORANGE MECANIQUE (Bel., v.o.): **Cincoche**, 6: (46-33-19-82).
LA PARTY (A., v.o.): **Belfort Média** Logos **salle Louis-Jouvet**, 6: (43-54-42-34).
LA PLANETE BLEUE (Can.), **la Gede**, 19: (40-06-90-00).
LE ROMAN DE RENARD (Fr., v.f.): **14 Juillet** **Parresse**, 6: (43-26-58-00).
LES SAUVAGES (Fr.-Mauritanien, v.o.): **Images d'ailleurs**, 5: (45-87-18-09); **Union** - Luxembourg, 6: (46-33-87-77).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.): **Les Trois** - Luxembourg, 6: (45-81-10-80).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.): **Logos** II, 6: (43-54-42-34).
UN ENFANT ATTEND (A., v.o.): **Union**, 5: (43-28-84-85).
UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.): **Ciné Seaubourg**, 3: (47-61-62-36); **Sept Parresses**, 14: (69-20-20-20).
LES VALEURS (Fr.): **Ciné Seaubourg**, 3: (47-61-62-36); **Parlé Martigny** **Concorde**, 4: (43-59-82-82).
LA VIE DES MORTS (Fr.): **L'Estropé**, 16: (45-43-41-63).

هكذا من الرجل

ÉCONOMIE

BILLET

Les sicav controversées

Le vote unanime par l'Assemblée nationale, la nuit de mercredi 3 au jeudi 4 juin, d'un amendement présenté par le ministre des finances, M. Michel Sapin, qui étendait la fiscalité s'appliquant aux revenus des sicav monétaires (le Monde du 5 juin) a suscité une polémique : « spoliation des épargnants », « contrat rompu », etc. A Bercy, on réplique que le seul contrat passé était celui contenu dans la loi de finances pour 1990, qui diminuait les prélèvements sur les revenus des placements à 25 %, à 15 %, taux de base (18,1 %), maintenant avec les cotisations pour la Sécurité sociale et la contribution sociale généralisée. Pour Bercy, ce taux de 18,1 % est le droit commun. A cet argument, on répond que le bénéfice de la capitalisation acquise jusqu'au 31 décembre 1989, s'alignent ainsi sur le régime des actions, et qu'il y a eu une rupture. En fait, le gouvernement, par peur de la « délocalisation » de l'épargne vers certains pays de l'OCDE, s'était montré généreux, trop sans doute, pour un placement à très court terme. C'est pourquoi il est revenu brusquement en arrière d'une manière quelque peu surprenante. Il est mieux valu le faire lors de l'élaboration du budget 1992.

On note que la mesure votée le 3 juin ne s'applique qu'à partir du 1^{er} janvier 1993, que 600 000 porteurs environ sur 4 millions de bénéficiaires et que ladite mesure affectera, aussi, les sicav obligataires par capitalisation, considérées par Bercy comme trop proches des sicav monétaires en ce qui concerne leur gestion, ce qui paraît contestable à beaucoup. A l'heure actuelle, selon les statistiques d'Europerformance, on compte 101 sicav obligataires de capitalisation pour 148 sicav obligataires classiques, c'est-à-dire distribuant des coupons annuels ou trimestriels non touchés par la mesure. Beaucoup de porteurs monétaires effectuent plusieurs versements par an, plaçant temporairement leur disponibilité avant de s'en servir, ce qui peut conduire rapidement au seul des versements de 315 900 francs, ramené maintenant à 158 450 francs. Une telle pratique aboutit à une rémunération des dépôts vue - ce qui, en théorie, est prohibé - par les banques. Les derniers, qui souffrent de l'évaporation de leurs dépôts à vue en direction des sicav monétaires, se réjouissent discrètement de l'élargissement de la fiscalité décidée le 3 juin, mais se montrent sceptiques sur son efficacité : « Les gros porteurs se résigneront à payer et les petits iront à Luxembourg rejoindre ceux qui y sont déjà. »

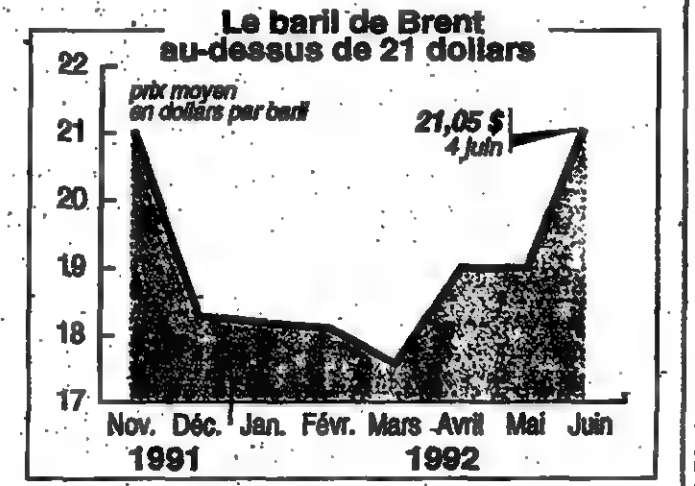
FRANÇOIS RENARD

Les difficultés des industries de l'armement

M. Joxe ne souhaite pas fermer le marché de défense européen aux Américains

Plutôt que de fermer le marché européen à l'industrie de l'armement, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a proposé aux pays constructeurs européens de s'unir pour obtenir un meilleur accès au marché américain et mettre en place des mécanismes effectifs de réciprocité. Cette suggestion de M. Joxe a été avancée, jeudi 4 juin à Paris, à l'occasion de la quatrième session européenne des responsables de l'armement (SERA) en présence de M. Yves Sillard, délégué général pour l'armement. Le ministre de la défense européen a largement insisté sur la nécessité d'une ouverture commerciale à l'industrie américaine. C'est à la condition de coopérer depuis plusieurs années sur des programmes avec les États-Unis, mais en vain. « Les Américains parlent de coopération, s'il est indiqué, mais ils n'en comprennent pas l'intérêt » et ne pensent, au contraire, qu'à la survie de leurs industries de l'armement.

M. Sillard a paru plus nuancé que M. Joxe sur cette question. Le délégué général pour l'armement a précisé que les Français avaient essayé de coopérer depuis plusieurs années sur des programmes avec les États-Unis, mais en vain. « Les Américains parlent de coopération, s'il est indiqué, mais ils n'en comprennent pas l'intérêt » et ne pensent, au contraire, qu'à la survie de leurs industries de l'armement.



Depuis novembre dernier les cours du brut, le pétrole de référence en mer du Nord, se sont élevés au-dessus de 21 dollars. Les volatilités des marchés et nombre d'experts pronostiquent la poursuite de la hausse jusqu'à 21,50 dollars. A New-York, la tendance est identique. Le light sweet crude pour livraison en juillet s'échangeait mercredi en clôture à 22,48 dollars.

Depuis le fin de la conférence de l'OPEP, il y a eu de deux semaines, le baril de Brent a donc gagné 1,5 dollar, grâce à la cohésion des treize pays de l'organisation. La hausse des stocks aux États-Unis a aussi pesé sur les marchés.

Ajournement du sommet des chefs d'État

L'intégration andine paralysée par la crise péruvienne

Conséquence du coup de force du 5 avril du président Alberto Fujimori au Pérou, le pacte andin a été repoussé à des temps meilleurs le sommet que les chefs d'État des cinq pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, et Venezuela) devaient tenir du 1^{er} au 4 juin aux îles Galapagos, en Équateur. Cette décision illustre la nouvelle crise que traverse le groupe andin quelques mois après s'être engagé à accélérer le processus d'intégration.

Déjà avant la dissolution du Congrès et la suspension des droits constitutionnels au Pérou, les pays andins s'étaient heurtés à de sérieuses difficultés pour relancer la coopération régionale. Lors de leur précédent sommet, début décembre à Cartagena, ils étaient convenus d'une zone de libre-échange, mais l'échange de ratifications de la 1^{re} janvier 1992. Paradoxalement, l'un des plus fervents défenseurs de cet accord, qui devait entrer en vigueur trois ans plus tard, était M. Fujimori. « En vingt ans, avait-il déclaré, le pacte andin n'a jamais pris de mesure aussi importante. »

Des divergences ne tardèrent cependant pas à faire surface lors de l'élaboration d'un tarif extérieur commun. Si l'Équateur et le Pérou échangeaient des biens, l'Équateur devait être partiellement mise en place au début de l'année, tel n'a pas été le cas pour l'union douanière. D'autre part, l'Équateur et le Pérou avaient obtenu un délai jusqu'en juillet pour abolir les taxes et les services avec leurs voisins. Parmi d'autres exceptions, il avait aussi été convenu d'exclure les véhicules à moteur du programme de libéralisation, tandis que le cas des produits agricoles aurait dû être discuté à la réunion des Galapagos.

Lois de s'améliorer, la situation s'est quasiment bloquée depuis la mise entre parenthèses des institutions démocratiques au Pérou. Une réunion des ministres de l'intégration du Pacte andin, prévue fin avril à Quito, avait été suspendue. Après avoir gelé ses relations avec le Pérou, le Venezuela avait été le premier à annoncer qu'il ne participerait pas à cette rencontre. Depuis lors, l'Équateur qui assure actuellement la présidence de l'Accord de Cartagena, a fait savoir qu'il ne convoquerait pas de nouvelle réunion tant que la situation ne serait pas normalisée au Pérou.

M. Fujimori n'a pas contribué à calmer le jeu en imposant dernièrement des taxes spéciales sur les produits importés des autres pays de la zone. Ce faisant, a estimé un haut fonctionnaire andin, le Pérou s'est lui-même mis en cause du pacte. Le ministre bolivien des Échanges commerciaux a même déclaré l'intégration andine « gravement blessée » par le coup de force péruvien.

JÉAN-CLAUDE BURHER

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• PNB : + 1,8 % au premier trimestre. - Le produit intérieur brut (PNB) de la partie ouest de l'Allemagne a crû de 1,8 % au cours du premier trimestre de l'année. En données corrigées des variations saisonnières, ce même PNB progresse de 2 %. L'Office fédéral des statistiques précise que cette hausse s'explique par le dégel de l'hiver et un nombre de jours travaillés plus élevés durant cette période. Les banquiers allemands, quant à eux, prévoient un ralentissement de la croissance au deuxième trimestre et s'attendent à la véritable reprise pour le dernier quart de l'année.

Refusant de se battre en vain contre la nouvelle politique européenne

Les jeunes agriculteurs (CNJA) mettent l'accent sur le modernisme et le réalisme

« Cette réforme de la politique agricole commune n'était pas celle que souhaitait le CNJA. C'est clair. Elle est contraire à ce que nous semblons fondamentalement : la reconnaissance du mérite économique et social de chacun. Mais elle est réalisable et nous allons faire tout ce que nous pourrions pour en faire une véritable réforme politique ou réglementaire. » Au 26^e congrès du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), qui s'est tenu jeudi 4 juin à Joux-la-Vallée (Indre-et-Loire), M. Philippe Mangin, a fait installer d'emblée fermement dans son nouveau rôle de président.

TOURS

de notre envoyé spécial

Face au schéma de l'agriculture de la forêt, M. Louis Mermaz, c'est un discours-programme que M. Christian Mangin a prononcé. Il a réaffirmé l'attachement du CNJA à une « révolution silencieuse », référence fortement évoquée dans le monde agricole à l'ouvrage de M. Michel Lelièvre, l'un des pères fondateurs du syndicalisme des jeunes paysans dans les années 50.

Il s'agit d'« élaborer une stratégie syndicale d'adaptation à l'irré-

versible », qui tienne à la fois compte de l'intégration européenne et des « transformations profondes que les nouvelles technologies de l'environnement imposent à notre métier. » La « restructuration de l'agriculture » doit reposer sur « un triptyque » : la mise à jour de la politique des structures, grâce notamment aux prétraitements à une politique vigoureuse d'installation des jeunes ; le renforcement de l'optimisme économique qui passe par une mise à jour de la formation, de pratiques culturelles et de gestion fondées sur le culte du maximum, ce qui aboutit à une augmentation de productivité sur lequel l'agriculture depuis plusieurs décennies... enfin, un « accompagnement de l'innovation ». Mais il n'est pas facile, a dit M. Jacob, d'« accompagner d'habiles aux nouvelles choses » alors que nous sommes des hommes de copie des modèles et à leur de références techniques anciennes.

SUMMIT

pour le ministre

Cette revendication de modernisme, généralement partagée par les délégués du congrès, provoque néanmoins deux réactions : d'une part, les remises en cause du « productivisme » sont toujours présentes comme des « agressions » par les délégués des régions de l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire) qui

ont le quart, en valeur, de la production agricole. D'autre part, ce « réalisme » met en évidence la méfiance des paysans des défavorisées qui craignent d'en être les victimes obligées et qui, sur le plan syndical, redoutent de voir leurs intérêts sacrifiés par les positions plus rationnelles de la coordination paysanne ou des « coordinations », actives dans le monde agricole.

Devant une salle bouillonnante, l'interrompue par des sifflets, le président du CNJA a, dans un bref discours, vainement essayé de convaincre son auditoire des mérites de la réforme de la politique agricole commune, la PAC. Il a pourtant insisté que cette réforme était la meilleure que la France pouvait obtenir (nos députés ont voté le 3 juin). Mais M. Mangin n'a apporté aucune réponse aux questions des jeunes du paysan. La seule précision concrète donnée par le ministre est la prise en compte dans le budget 1993 de la septième année d'application du plan d'adaptation défini par le président de la République à l'automne de 1991. Un plan qui devra porter sur la réforme (et donc l'allègement) de l'impôt foncier non bâti, les prime-tilles, les encouragements fiscaux dans les procédures de transmission des exploitations, la mise en place d'un régime de la détaxation des biocarburants et la formation des premiers projets agricoles dans ce secteur.

GEORGES CHATAIN

Organisée par les syndicats et les commerçants

Journée « ville forte » à Cherbourg

Dix mille manifestants, selon la sous-préfecture (12 000 selon les organisateurs), ont manifesté, jeudi 4 juin à Cherbourg, dans le cadre d'une journée « ville forte » pour la défense de l'emploi. Cette action, organisée à l'appel des syndicats, a été relayée par les commerçants qui n'ont pas ouvert leurs magasins pendant la matinée alors que les axes terrestres, ferroviaires et maritimes de la ville ont été bloqués par les salariés, des agriculteurs et des pêcheurs. Alors que le tout a

chômage à l'agglomération cherbourgeoise atteint 14 %, à 600 suppressions d'emplois directs sont attendues dans les prochains mois. Les manifestants protestaient contre la décision du gouvernement d'interrompre la construction du septième sous-marin de l'attaque (SNA) et de transférer de Cherbourg à Brest une flottille de la marine nationale. Ils ont évoqué le fin du chantier de la centrale nucléaire de Flamanville et les réductions d'effectifs dans l'industrie locale.

Aux termes d'un accord entre LUT et la Midland Bank

Le britannique Thomas Cook sous pavillon allemand

La banque britannique Midland Bank a annoncé, jeudi 4 juin, avoir vendu pour 200 millions de livres (2 milliards de francs) Thomas Cook, quatrième réseau mondial d'agences de voyages, au tour opérateur allemand LUT. La Westdeutsche Landesbank.

Aux termes de l'accord, LUT a acquis 90 % des options qui permettent d'exercer 10 % du capital de Thomas Cook, mais que Westdeutsche Landesbank actionnaire à 10 % de LUT, doit être soumise aux autorités de régulation allemandes. L'opération doit être achevée en octobre, a précisé Thomas Cook.

La Midland Bank est actuellement la cible d'une offre publique d'achat amicale de la Hongkong and Shanghai Bank.

Après 60 jours d'exploitation

Bilan mitigé pour Euro Disney

Les responsables d'Euro Disney, qui observent un silence total sur leurs performances, ont publié, jeudi 4 juin, un bilan mitigé des cinquante jours d'exploitation : depuis son ouverture le 12 avril, plus d'un million et demi de personnes ont visité le parc.

Les responsables du groupe ne donnent pas de ventilation chiffrée de la clientèle, mais il semble que les étrangers soient plus nombreux qu'on ne le pensait. Les Français ont quelque peu la réputation de Mickey. Euro Disney a tout fait pour attirer la fréquentation de ses visiteurs (5 000 châteaux), mais l'occupation d'indiquer que les visiteurs d'occupation de ces établissements ont beaucoup fluctué pendant cette période.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS 1989 : ÉCHÉANCE AU 30 JUIN PROCHAIN

Les bons de souscription d'actions issus de l'émission d'actions à bon de souscription d'actions (ABSA) lancée en mars 1989 arrivent à échéance le 30 juin.

Chaque bon accompagné d'un versement de 1800 francs permet de souscrire, sans frais, à 1,1 action Compagnie Générale des Eaux jusqu'au 30 juin. L'action Compagnie Générale des Eaux cotait 2349 francs au 4 juin 1992.

Si le nombre de bons exercés ne donne pas un nombre entier d'actions, il est possible de bénéficier du nombre d'actions immédiatement supérieur versant un complément, calculé à la valeur du premier cours coté de la veille de la demande d'exercice des bons. À l'inverse, il est possible d'obtenir le nombre d'actions inférieur en ne versant qu'une somme calculée de la même façon.

Les bons non exercés à cette date n'auront plus aucune valeur et seront radiés de la Cote Officielle à l'issue de la séance de bourse du mardi 30 juin 1992.

Les actions nouvelles porteront jouissance au 1^{er} janvier.

Pour toute information complémentaire, prenez contact avec votre intermédiaire financier habituel, ou avec le service des titres de la Compagnie Générale des Eaux, ou téléphonez au numéro Informations actionnaires.

Informations actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

stage intensif d'été Prépa-Sciences.Po

du 20 juillet au 22 août

Améliorez vos chances d'intégrer un Institut d'Études Politiques grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Paris 176 - tel. 42.38.21.21

INSTITUTION FRILLEY

Établissement fondé en 1864

ÉCONOMIE

AGROALIMENTAIRE

Accord entre Coop de Pau et Agropecuaria

Les coopératives agricoles françaises cherchent des partenaires espagnols

La Coop de Pau a créé une antenne à Pamplune avec Agropecuaria, son homologue navarrois. Une façon d'insuffler l'esprit coopératif dans la politique agricole commune et de faire fonctionner l'année les conserves de chaque

TUDECA (Navarre)

de l'envoyé spécial

Géant occitan de la coopération agricole, la Coop de Pau (8 500 adhérents, 11 milliards de francs) oriente maintenant son avenir vers l'Espagne : « Nous étions le cul-de-sac de la Communauté économique européenne », explique le directeur général, M. Michel Depierre, et maintenant, nous avons plus la barrière des Pyrénées dans le dos. C'est un nouvel horizon qui s'ouvre.

Il s'agit pour la Coop de s'imposer dans le paysage agricole espagnol. Un pays qui est, en l'occurrence, celui de la Navarre et de l'une des plus puissantes organisations coopératives d'Espagne,

Agropecuaria de Navarra, qui fédère quelque quarante coopératives villageoises regroupant 15 000 agriculteurs et éleveurs. Une façon de faire fonctionner l'année les conserves de chaque

La Navarre est encore plus contrastée que le Midi français. Sur moins de 200 kilomètres, du Nord au Sud, elle passe des gros alpages pyrénéens (1 700 mm de précipitations par an) à des

semi-désertiques (300 mm de pluie), puis à la « Ribera », la vallée de l'Ebre, dont la richesse horticole est traditionnellement tributaire

l'irrigation.

Une agriculture très diversifiée

donc, les productions-phares sont les vins et les légumes, principalement l'asperge. Pour M. Hugues Bories, les complémentarités sont multiples avec l'agritaine : « Le Sud-Ouest peut approvisionner la Navarre en maïs, en semences, en céréales, en soja. L'Espagne peut nous fournir des légumes, des fourrages et de la paille. Les conserves spécialisées qui ont, à chaque côté des Pyrénées, une activité traditionnelle quelques mois par an pourraient y trouver de quoi s'approvisionner et toute l'année ».

Cette convergence entre deux « gros calibres » de la coopération agricole vient conforter un projet qui a été manifesté dès l'entrée de la péninsule ibérique dans l'Union européenne. L'Union européenne (UE) a créé avec des coopératives andalouses une instance commune, Fromental, pour la gestion d'une filière caprine, un point fort qui risquait de les entraîner dans une concurrence

« Il s'agit, résume un agriculteur espagnol, d'insuffler la logique coopérative dans la politique agricole ».

GEORGES CHATAIN

AFFAIRES

Dans un rapport provisoire

Bruxelles se déclare hostile à la reprise de Perrier par Nestlé

La Tribune de l'Expansion, dans son édition du 4 juin, a révélé que le groupe suisse de boissons, Nestlé, hostile au rachat de Perrier par le suisse Nestlé, avait comme à la vente de Volvic au français BSN. Cette nouvelle a été confirmée en Suisse par Nestlé, un porte-parole évoquant, jeudi 4 juin, les « discussions sérieuses » entre les deux groupes.

Pour l'heure le rapport n'est que provisoire. L'exposé des griefs sera rédigé de manière définitive d'ici la fin du mois de juin et donnera lieu à un projet de décision. Ce dernier sera soumis aux différents représentants des Douze, la décision finale interviendra avant le 26 juillet.

Le 20 janvier, Nestlé et la banque Indosuez déclenchèrent une offre publique d'achat (OPA) sur Perrier,

qui prévoit un cas de succès la vente à BSN de Volvic. Cette alliance est un point de passage obligé pour les deux groupes ne peut s'offrir l'intégrité du numéro un mondial des eaux minérales, qui couvre plus de 30 % du marché français, sous peine d'être accusé de position dominante par Bruxelles. L'idée est donc de définir un partage des eaux avant de commencer. Nestlé, déjà présent à 16 % sur ce marché avec Vittel et Hépar, prendra Perrier, Contrex, Vichy et Saint-Yorre. Il cédera l'une des sources du groupe, Volvic (12 % du marché), à BSN qui, avec Evian et Bouteille, couvre près de 10 % de l'eau minérale française.

Après deux mois de bataille boursière contre l'indien Agnelli, les attaquants emportèrent l'affaire pour 15,1 milliards de francs. Le 25 mars, la Commission européenne décidait de lancer une enquête sur ce regroupement. « Nous attendons avec une totale l'autorisation de Bruxelles », affirmait la semaine dernière le président de M. Antoine Riboud. Pour lui, la concurrence n'est pas respectée puisque le groupe de l'eau n'est pas un opérateur ayant chacun plus de

30 % du marché, deux industriels (BSN et Nestlé) et les sources des marques de distributions.

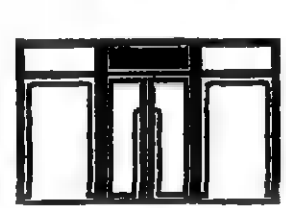
Chez Nestlé, l'argumentation développée est différente. Le leader mondial de l'agroalimentaire rappelle encore ces derniers jours qu'il fallait « apprécier le rachat de Perrier dans une perspective communautaire et non nationale ». Europe, BSN et Nestlé ensemble ne couvrent pas la moitié des ventes d'eau embouteillées.

Même provisoires, les conclusions de Bruxelles sont une vigoureuse réprimande de M. Michel Sapin. Le ministre des finances, au micro de France Inter, a lancé jeudi 4 juin une mise en garde à peine voilée contre les instances communautaires. « Je pense qu'il est nécessaire que les membres de la Commission se rendent compte qu'aujourd'hui des débats importants ont lieu dans chacun des pays. Il ne faut pas vouloir créer les conditions d'un débat qui ne serait pas dans le sens de la construction européenne ».

DOMINIQUE GALLOIS

FÊTE DES PÈRES... FÊTE DES PÈRES... (Publicité) FÊTE DES PÈRES... FÊTE DES PÈRES...

LA PARFUMERIE MASCULINE



13, avenue Duquesne, 75007 PARIS
Tél : 45-51-41-40

Les accessoires JAGUAR pour tous vos cadeaux typiquement british.



La Boutique JAGUAR

40, boulevard Haussmann, 75009 Paris - Tél : 43-36-18-29
Et chez tous les concessionnaires.



L'ANGLAIS DE LA BBC

1 livre + 2 audiocassettes

à partir de 199 F*

Renseignements gratuits sur demande

ÉDITIONS-DISQUES BBC (M)

11, rue de Berri, 75008 Paris

45-62-44-24

PLUS FORT

La semaine du SUPER 100'S succès continu il faut en profiter...

En Super 100'S signé Dormell, Gabbello, Loro Piana, les costumes de luxe de la collection printemps-été à des prix de...

COSTUME valeur 5500 F **1.790 f**

VESTE ou BLAZER valeur 4000 F **1.390 f**

PANTALON valeur 1500 F **590 f**

Remise allant jusqu'à 10 % dans le rayon hommes

DAVID SHIFF

Club des Dîners

PARIS : 13 RUE ROYALE (hôtel parli)

40 BIS RUE DE PARIS 75009 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

LE RENDEZ-VOUS FÊTE DES PÈRES

Un papa, ça aime les parfums de cuir et de tabac, les automobiles et les cigares, les cravates et les gilets, les montres et les stylos, les attachés-cases et les organisateurs, les téléphones et les fax, les chemises et les costumes...

Et si vous êtes à court d'idées, demandez à votre maman, elle vous conseillera sur les motifs de la cravate, le lacet de la chaussure, le santal de son eau de toilette, le coiffeur de son téléphone, la plume de son stylo, les aiguilles de sa montre, le volant de sa voiture, la souplesse de ses cuirs, la capacité de son fax, la taille de son col de chemise et la veste croisée de son costume. A vous deux, vous arriverez bien à lui souhaiter bonne fête.

• L'ENDROIT IDÉAL.

Pour la Fête des pères, on ne peut rêver meilleur endroit que La Parfumerie masculine, d'ailleurs, Christian Rapinard, ex-revenu sur les lieux après six ans d'absence.

C'est un homme de très bon conseil et, si vous lui faites un « portrait » de votre père, il trouvera l'eau de toilette qui lui conviendra, grâce à son passé de morphopsychologue.

On trouve chez lui beaucoup de fragrances britanniques telles Creed, Penhaligon, Trumpe, Czech Speake, Geoffrey Beene, mais aussi les très bons produits capillaires de Jean-Yves Le Goff. Mais c'est cette charmante boutique d'anglais, très « cosy », ou même aussi sélection

de produits divers de première qualité : quinze savons à barbe différents, des parfums pour la maison, les gilets de soie, des montres et autres objets très masculins... La Parfumerie masculine, 13, avenue Duquesne, 75007 Paris. Tél. : 45-51-41-40.

• UN TAILLEUR MONDIAL.

Il n'y a pas de slogan « A qualité égale, un prix est le plus bas », Legrand Tailleur a acquis une clientèle internationale : il parle même le japonais ! Oui, dans cette boutique au plafond de 140 centimètres, on sent un monde un peu oublié, un monde où le service est encore une chose, que ce soit de la simple retouche au plus haut vêtement sur mesure, qu'il s'efforce, par ailleurs, de proposer au prix du prêt-à-porter. Rappelez également à votre clientèle, bien féminine que masculine, que vous trouvez sans doute le plus grand nombre de Paris, avec, notamment, un nombre de tissus légers, parfaits pour les costumes et pantalons d'été ! La date de livraison est toujours respectée, et le prix varie, bien sûr, selon le tissu choisi. Legrand Tailleur, 27, rue du 4-Septembre, 75002 Paris.

• PAPA FAIT DES AFFAIRES.

Si vous avez un papa qui s'occupe à l'étranger, voici le cadeau idéal :



GAPI

189, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Métro : Gare du Nord

Tél. : 40-36-28-07

lui offrir pour sa fête ! Il s'agit d'un coffret permettant d'appréhender l'anglais des affaires. « BBC English Keys to business english » : il contient une cassette audio et un disque laser comportant les mêmes leçons mais permettant ainsi de les écouter en voiture ou à la maison. Ce coffret est muni d'une recharge de 56 pages « Filofax », à six trous, que votre père peut glisser dans son agenda afin de faire appel à elle à tout moment car elles sont imprimées des phrases-clés nécessaires à une conversation d'affaires. 193,50 F à la FNAC, dans les librairies universitaires et chez Ombres, 8, rue de Berri, 75008 Paris. Tél. : 45-62-44-24.

• 10 % DE REMISE !

Encore pour votre papa homme d'affaires, voici Gapi qui offre 10 % de remise à ses lecteurs du « Monde ». Il n'est cependant pas superflu de rappeler qu'on trouve chez Gapi les appareils de téléphonie à des prix de demi-gros ! Par exemple, un téléphone à répondeur Sony, Tam 30, à compteur d'appels, interrogeable à distance et avec possibilité de changer le message, toujours à distance, est vendu chez Gapi pour 690 F seulement. On y trouve aussi, bien sûr, des divers, dont un Samsung à seulement 3 439 F, un outil devenu aujourd'hui indispensable ! Voici encore des téléphones sans fil à partir de 490 F, qui dir mieux ? Gapi, 189, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

• LA CHAUSSURE DE PAPA !

Offrir une paire de chaussures pour la Fête des pères, c'est une bonne idée, sachant qu'Ashford propose des soldes sur l'ensemble de sa collection, qui comporte une vingtaine de modèles dont certains existent en cinq coloris. Le prix moyen d'une paire est de 870 F seulement ! Elles sont toutes, bien sûr, fabriquées en Angleterre, dans une peausserie sélectionnée, et cousues « Good Year » pour des modèles classés :

Richelieu, à boucle, à pom-pom, mocassins... Ashford propose aussi des soldes sur divers articles : 295 F pour les chemises de ville en coton, 200 F pour les modèles sport en velours et en jean, cravates en soie à partir de 180 F ! Ashford, 4, rue du Général-Lanrezac, 75017 Paris, et 24, rue de Châteaudun, 75009 Paris.

• LE MYSTÈRE SHIFF.

Mais comment fait David Shiff pour proposer, dans son Club des Dîners, de très beaux vêtements de si grande qualité à des prix aussi alléchants ? Et, de surcroît, dans un hôtel particulier de la rue Royale 7 ? Depuis toujours David Shiff évite les intermédiaires, ce qui lui permet de proposer des prix défiant toute concurrence. En fait, il n'y a rien de mystérieux. C'est pour une adresse à retenir. Pour la Fête des pères, voici donc un grand choix de petits cadeaux : pulls, cravates, chemises, pelotes... David Shiff, 13, rue Royale, 75008 Paris.

• LA GRIFFE DE LA JAGUAR.

Pour papa, c'est facile, on offre des fleurs. Mais pour papa, qui aime que les voitures, c'est plus difficile ! Quoique... Car il y a la jolie ligne d'accessoires griffés à l'enseigne de la Jaguar. Commentons par une petite éponge, toutes brodées, avec le logo bien sûr : le léopard, 990 F ; le drap de bain, 480 F ; le tapis de bain, 280 F ; etc. Plusieurs portefeuilles au choix, à commencer par celui en argent massif représentant le fameux félin à 1 605 F ; mais il y a aussi, cher ! On trouve encore une ligne de maroquinerie en cuir, vert et beige, avec porte-feuille, porte-monnaie, porte-carte, portefeuille, etc., à partir de 360 F. Mais pas la mallette de divers produits d'entretien, quinze au total, au prix de 750 F. Chez Jaguar, 40, avenue de la Grande-Armée, 75009 Paris, et chez les concessionnaires.

SOLDES MONSTRES

Chez Ashford, pour la 1^{re} fois, soldes sur toute la collection, cuir véritable, entièrement cousu « Good Year »



Catalogue gratuit sur demande.

4, rue du Général-Lanrezac - Paris 17^e

de Paris - Tél. : 40 90 90 64

24, rue de Châteaudun - Paris 9^e

Paris 9^e - Tél. : 40 90 90 64

Tél. : 40 90 90 64

le jour même

Ashford

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

le jour même

VIE DES ENTREPRISES

Pour participer à la lutte contre le chômage

Les syndicats et la direction d'Ifrémer concluent un accord salarial original

Par un accord salarial signé début mai, les syndicats et la direction générale d'Ifrémer (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer) viennent d'adopter une solution originale pour participer à la lutte contre le chômage. Leur projet, qui doit encore obtenir l'aval gouvernemental, devrait permettre l'embauche de 40 jeunes ou chômeurs de longue durée dans des contrats de qualification de durée déterminée de retour à l'emploi, ainsi que le recrutement sur des postes définis de 16 personnes en 1993 et autant en 1994. En contrepartie, les signataires acceptent de ne pas utiliser, pour l'augmentation des salaires du personnel, toute l'enveloppe prévue pour 1992.

A l'origine, cette proposition a été formulée par les syndicats, la CFDT, majoritaire, et FO, la CGT ayant été dissoute il y a quelques années, faute d'adhérents, lors de l'ouverture des négociations sala-

riaux. Elle a été acceptée par la direction générale de cette entreprise qui emploie 1 300 agents, notamment à Brest, au siège social d'Issy-les-Moulineaux. La formule a été introduite dans le protocole final approuvé par les partenaires. Mais, parce qu'elle ne correspond pas aux procédures habituelles, cette innovation suppose l'acceptation du ministère du budget. Convaincu de son intérêt, le ministre Pierre Papon, PDG d'Ifrémer, s'en est fait l'avocat auprès des ministères de tutelle et a pris en charge la présentation du dossier. Une réponse devrait intervenir d'ici la fin du mois de juin.

C'est au nom de la « solidarité » que les syndicats ont défendu ce projet, selon M. Pierre Cambron, délégué CFDT d'Ifrémer-Brest, visé à appliquer l'idée de partage du travail et du revenu et à réduire l'échelle des salaires en attribuant une aug-

mentation d'un montant unique pour tous les salariés. Il précise toutefois que ce choix volontariste des salariés entre « dans le cadre de la lutte contre le chômage et ne signifie pas qu'ils renoncent à leurs augmentations de salaires ». Commentant le projet, l'Humanité du 5 juin affirme que « cette proposition syndicale tend en réalité à faire payer aux salariés l'embauche éventuelle d'autres travailleurs ».

Si l'accord est avaisé, les deux ans, pour une durée d'un an, seront effectués dès septembre, pour une durée d'un an, pour les salariés de la qualification des jeunes et les contrats de retour à l'emploi des chômeurs de longue durée. Les postes définis seront aussi réservés, soit à des jeunes de moins de 26 ans soit à des chômeurs de longue durée de plus de 50 ans, ou encore à des femmes qui recherchent un emploi après avoir interrompu leur activité.

A. Le.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CESSION

□ Nord-Est (groupe Pechel) a été racheté par le groupe Blue Circle. □ Nord-Est, groupe diversifié contrôlé par Paribas, va être racheté par le groupe British Industries plc. □ Pôle de la construction de matériel de chauffage, regroupé dans la Compagnie internationale de chauffage (CIC) pour un montant de 1,25 milliard de francs. Cette entreprise va permettre au groupe Nord-Est d'engranger une plus-value nette de l'ordre de 650 millions de francs. Ce montant représente plus de dix fois la contribution de CIC au résultat net consolidé de Nord-Est en 1991, qui avait été de 62,6 millions de francs. CIC est un des premiers fabricants européens de matériel de chauffage (chaudières, radiateurs et brûleurs) et exerce son activité essentiellement en France et en Allemagne. A l'étranger, CIC

contrôle notamment les sociétés néerlandaise Brunham et allemande Broetje. Son chiffre d'affaires devrait être proche de 4 milliards de francs en 1992. La transaction lui permettra de recevoir l'agrément des autorités compétentes.

RÉSULTATS

□ Cogécom (France Télécom) : résultat net en progression de 41 %. □ Cogécom (groupe France Télécom) a enregistré en 1991 un résultat net de 318 millions de francs, en progression de 41 % par rapport à celui de l'exercice précédent, a annoncé jeudi 4 juin la société. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 13,4 milliards de francs, une augmentation de 12 % par rapport à 1990 (9,5 %) à périmètre constant, a précisé Cogécom, holding qui regroupe l'ensemble des filiales et participations de France

Télécom. Le holding, qui constitue avec ses filiales majoritaires et ses participations un ensemble de 150 entreprises, prévoit pour 1992 une croissance de son chiffre d'affaires et de son résultat, sans donner toutefois d'ordre de grandeur.

□ Bernard Tapie finance : pertes consolidées de 294,9 millions de francs. Le groupe Bernard Tapie finance (BTFF) a enregistré en 1991 une perte nette (part du groupe) de 294,9 millions de francs, a indiqué la société. Le ministre Bernard Tapie a pris un avis financier, publié vendredi 5 juin dans la presse économique. BTFF a bénéficié de 47,9 millions de francs en 1990.

□ Olivetti : perte nette de 1,97 milliard de francs en 1991. Le groupe informatique italien Olivetti a annoncé une perte nette de 459,8 milliards de francs (environ 1,97 milliard de francs) sur un chiffre d'affaires de 8,67 milliards de francs (37,7 milliards de francs) pour l'exercice 1991. Ce résultat est nettement moins bon que les estimations pour 1991 fournies en février par le groupe d'Ivrea (qui faisaient état de 290 milliards de francs de pertes nettes). Ce décalage s'explique par d'importantes provisions pour restructuration (170 milliards de francs) décidées par le conseil d'administration. Le groupe informatique, dont le principal actionnaire, M. Carlo De Benedetti, a pris la direction effective en novembre 1991, a prévu de réduire de près de 18 % ses effectifs. Chez Olivetti, on souligne que plusieurs indicateurs sont satisfaisants, notamment le cash-flow, redevenu positif (+172 milliards de francs) et le résultat d'exploitation proche de l'équilibre : -28,3 milliards de francs.

INVESTISSEMENTS

□ Ford investit 18 millions de dollars en Hongrie. Ford Motor Co. investit 18 millions de dollars (environ 99 millions de francs) en Hongrie pour la production de moteurs destinés à sa gamme de véhicules, a annoncé jeudi 4 juin l'agence hongroise MTI. Ford a créé la semaine dernière une unité de production de systèmes d'allumage et de pompes à essence dans la ville de Szekesvar, pour un investissement de 100 millions de dollars (550 millions de francs). Ford, qui a des préférences spéciales à l'importation par l'Union hongroise pour l'investissement et la création de 300 emplois, possède 3 stations-service et points de vente en Hongrie.

□ Publicis-FCB crée un deuxième réseau européen, BMZ. Le groupe Publicis et son allié américain, Foote, Cone and Belding (FCB), dont le réseau se compose de 12 agences, ont créé un deuxième réseau de publicité européen. Baptisé BMZ, du nom de son partenaire allemand, ce deuxième réseau est formé de six agences situées à Düsseldorf, Londres, La Haye, Bruxelles, Milan et Paris. Il comprendra bientôt une agence en Espagne et entretiendra des liens avec des agences publicitaires en Autriche, Suède et Suisse. Le chiffre d'affaires global de BMZ est de 1,6 milliard de francs et ce réseau gère des budgets comme Henkel, Allied Lyons ou Brown Forman, dans divers pays d'Europe. Chacune des agences partenaires associerait le sigle BMZ à leur nom. Le réseau s'appuie pour l'achat d'espaces sur une filiale de Publicis, Optimedia, et sera présidé par M. Georg Bauma, l'agence BMZ de Düsseldorf.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 5 juin ↓

Sans initiatives

Fin de semaine, haussée à la Bourse de Paris. En recul de 0,38 % à l'ouverture, l'indice CAC abandonnait 0,7 % à la mi-journée. Plus tard dans la journée, aux alentours de 14 heures, le principal indicateur de la place s'inscrivait en baisse de 0,82 %. Ce recul s'effectuait dans un marché hésitant et peu nourri. Selon les opérateurs, le CAC devrait continuer d'évoluer faiblement autour des 2 000 points.

Quelques valeurs toutefois restaient significativement actives. C'était le cas notamment d'Euro Disney. L'annonce, la veille, du report de 1995 à 1996 de l'ouverture de son second parc à thème, ce dernier étant toujours en cours de construction, les négociations se poursuivent avec les pouvoirs publics français, ainsi que la publication des comptes du premier semestre de l'exercice des 30 septembre 1992 qui se sont soldés par un bénéfice net de 74,57 millions de francs, contre 120,72 millions de francs l'année précédente ont nettement pesé sur son cours. Le titre abandonnait à mi-journée 4,3 % pour un volume non négligeable de 1,2 million de pièces.

Par ailleurs, Bernard Tapie Finance a annoncé dans un avis financier que ses comptes de l'exercice 1991 se sont soldés par une perte nette consolidée de 294,9 millions de francs. L'action BTFF, qui avait été réservée à la baisse de cours de premières transactions, a opéré un retournement et était réservée à la hausse.

NEW-YORK, 4 juin ↓

Léger repli

Wall Street s'est légèrement replié, jeudi 4 juin, sous la pression de prises de bénéfices après les gains de la veille. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a perdu 3 398,76, en baisse de 7,23 points sur un repli de 0,21 %. Le volume des transactions était de 2,4 milliards de transactions. Les valeurs ont baissé au cours de la séance, mais ont été soutenues par un volume de 844 valeurs sont.

Les grandes Bourses new-yorkaises ont été proches de leur niveau record, établi lundi 1^{er} juin, jusqu'à la mi-journée, puis un peu replié dans l'après-midi sous l'effet d'une publication, vendredi, du taux de chômage américain et des créations d'emplois pour le mois de mai. Les experts s'attendent en général à un taux inchangé à 7,2 % et sur 60 000 à 160 000 créations d'emplois.

VALEURS	Cours de 3 juin	Cours de 4 juin
Alcoa	41,88	41,88
AT&T	41,88	41,88
Boeing	28,16	28,16
Deere	28,16	28,16
Exxon	28,16	28,16
General Motors	28,16	28,16
IBM	28,16	28,16
Intel	28,16	28,16
Johnson & Johnson	28,16	28,16
Merck	28,16	28,16
Microsoft	28,16	28,16
Motorola	28,16	28,16
Novartis	28,16	28,16
Oracle	28,16	28,16
Rockwell International	28,16	28,16
Schlumberger	28,16	28,16
Spacelabs	28,16	28,16
Texas Instruments	28,16	28,16
United Technologies	28,16	28,16
Wendell	28,16	28,16
Xerox Corp.	28,16	28,16

LONDRES, 4 juin ↓

Hésitante

La Bourse de Londres a fluctué en dents de scie, jeudi 4 juin, sous l'effet d'une très légère hausse, stimulée par la deuxième augmentation mensuelle des ventes de voitures neuves, mais toujours limitée par les perspectives de la construction européenne. A la clôture, l'indice Footsie des cent principales valeurs a gagné 12,2 points, à 2 219,3 points. Il a fluctué entre un gain de 2 points et une perte de 14 points. Le volume des échanges s'est élevé à 502,7 millions de titres contre 472,0 millions la veille.

La faiblesse du marché à terme, l'augmentation de capital instantané de Blue Circle Industries et les commentaires négatifs de la chaîne de pharmacie Boots sur la reprise économique ont également affaibli le marché. Les banques ont perdu du terrain à l'exception de Midland qui s'est appréciée après l'annonce de la vente de sa filiale d'agence de voyages Thomas Cook pour 200 millions de livres à un groupe allemand.

TOKYO, 5 juin ↓

Nouvelle baisse

Après avoir coté, plus de 1 %, la veille, la Bourse de Tokyo a de nouveau abandonné du terrain, vendredi 5 juin. A l'issue d'une séance très calme au cours de laquelle le principal indicateur de la place a perdu 174,03 points (0,97 %), à 17 780,04 points.

Des ventes liées à ces contrats et des dégonflements de valeur de valeurs ont pesé sur le marché. Quelques achats d'institutionnels ont limité les pertes. « Le marché s'est probablement épuisé », a commenté un opérateur. « Il n'y a rien de nouveau sur quoi s'appuyer pour progresser », a commenté un boursier.

VALEURS	Cours de 4 juin	Cours de 5 juin
Aluminium	1 340	1 290
Boeing	1 420	1 410
Exxon	1 420	1 410
General Motors	1 420	1 410
IBM	1 420	1 410
Intel	1 420	1 410
Johnson & Johnson	1 420	1 410
Merck	1 420	1 410
Microsoft	1 420	1 410
Motorola	1 420	1 410
Novartis	1 420	1 410
Oracle	1 420	1 410
Rockwell International	1 420	1 410
Schlumberger	1 420	1 410
Spacelabs	1 420	1 410
Texas Instruments	1 420	1 410
United Technologies	1 420	1 410
Wendell	1 420	1 410
Xerox Corp.	1 420	1 410

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	4500	4500	Immo. Habitat	1150	1150
Amul. Assoc.	250	250	Impt. Compt.	160 80	160 80
B.C.	41 10	41 10	I.P.A.	63	63
Bouy. Vieux	750	750	Loc. Ind.	70 10	70 15
Bouy. Vieux	480	480	Loc. Ind.	219 50	216
Bouy. Vieux	225	225	Mars Comm.	178	178
C.A.I. de F. (C.A.)	780	755	Publ. Spéc.	490	490
Calson	388	383	Rouss. (S.A.)	357 70	350
Carif	838	840	Saint Invest. (A)	98 90	95
CEGEF	175	175	Sarbo	280	251
C.F.I.M.	277 90	273 90	Sipa	324	324
C.F.I.M.	1225	1280	T.F.I.	520	521
Codex	285	285	Thomson H. (A)	380	378
Confor	1219	1219	Uniq.	280	259 90
Cruis	197	188	Val et Co.	115	115
Dagbl	100	100	V. St-Laurent Group	860	862 20
Danady Worm Co.	370	370			
Devel	1100	1100			
Devel	180 20	181 50			
Dobos	118 80	118 80			
Edison Reford	140	133			
Genp. Propriété	200	200			
Fraser	104	104			
G.F.F. (group. Ind.)	106	106			
G.I.M.	400	389 80			
Gravog	123 70	123 70			
Gravog	857	851			
Gravog	282	282			
Gravog	86	87			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 4 juin 1992
Nombre de contrats estimés : 211 803

COURS				ÉCHÉANCES			
		Juin 92	Sept. 92		Déc. 92		
Dernier	12	187,66	187,96		188,14		
Précédent		187,78	188,10		188,32		

Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
108	0,75	1,17	0,81	-

CAC 40 A TERME (MATIF)			
Volume : 11 745			
COURS	Juin	Juillet	Septembre
Dernier	1 991	1 992,12	2 004
Précédent	1 990,28	1 991,12	2 003

CHANGES

Dollar : 5,3710 F ↓

Le dollar poursuivait son mouvement de baisse vendredi 5 juin, tandis que le mark restait ferme. A Paris, la monnaie américaine s'est échangée au fixing à 5,3710 francs, contre 5,4095 francs la veille à la cotation officielle.

	4 juin	5 juin
FRANCOF	4 juin	5 juin
Dollar (en DM)	1,698	1,694
Dollar (en DM)	1,698	1,694
Dollar (en DM)	1,698	1,694
Dollar (en DM)	1,698	1,694

MARCHÉ MONÉTAIRE

	4 juin	5 juin
Paris (3 mois)	9 1516 - 10 %	9 1516 - 10 %
New-York (4 juin)	9 1516 %	9 1516 %

BOURSES

PARIS (Bourse, indice 100 : 31-12-91)

	3 juin	4 juin
Valeurs	115,58	115,58
Valeurs	115,58	115,58
Valeurs	115,58	115,58
Valeurs	115,58	115,58

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	3 juin	4 juin
Industriel	3 487,83	3 399,76
Industriel	3 487,83	3 399,76
Industriel	3 487,83	3 399,76
Industriel	3 487,83	3 399,76

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-U	5,3698	5,3718	5,4590	5,4590
Yen (100)	4,2169	4,2215	4,2228	4,2816
Yen	6,8990	6,9018	6,8924	6,9994
Deutschmark	3,5652	3,5667	3,5680	3,5718
Franc (100)	4,9811	4,9821	4,9821	5,0238
Lira Italienne (1000)	4,4545	4,4565	4,4545	4,4580
Livre sterling	9,8125	9,8175	9,8145	9,8260
Pence (100)	5,3675	5,3717	5,3700	5,3392

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
\$-E.U.	3 12/16	3 15/16	3 15/16	4 1/16	4 1/16	4 3/16
Yen (100)	4 5/8	4 3/4	4 9/16	4 11/16	4 1/2	4 5/8
Yen (100)	10 3/16	10 3/4	10 3/16	10 3/4	10 3/16	10 3/4
Deutschmark	9 5/8	9 11/16	9 5/8	9 3/4	9 5/8	9 5/8
Franc suisse	9 3/8	9 1/2	9 1/4	9 3/8	9 1/4	9 1/8
Livre hollandaise (1000)	9 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 5/8	12 7/8
Yen (100)	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
Franc (100)	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 5/16	12 1/16
Franc français	9 15/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8	9 15/16	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Vendredi 5 juin :
Philippe Kerebel,
PDG de Sport Travel.

Lundi 8 juin :
Le lundi de Pentecôte
étant férié,
il n'y a pas d'émission.

MARCHÉS FINANCIERS

Cours relevés à 14 h 10

BOURSE DU 5 JUIN

Règlement mensuel

BOURSE DU 5 JUIN

Règlement mensuel

Comptation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
470	C.N.E.P.	4832	4910	4710	+1.62	Comptation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
915	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.	932	925	921	-1.18	4710	CAIRI Luc France	244	245.80	244	-0.04	757	Locatone	4000	4000	4000	0.00
930	B.A.P. T.P.																

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection)

4/6

[illegible]

F : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demande - e : prix précédents - p : prix

PHILATÉLIE

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

8, avenue Louis-Lepoutre,
1060 Bruxelles.

Le directeur de thèse est
M^{me} Jeannette Van Iseghem, professeur
l'université Lille-I

5h : affiches; Cosne-sur-Loire,
4 h 30 : livres, mobilier; Mar-
seille (Contin.) : 4 h 30 : mobilier

Rubrique réalisée
par la rédaction du mensuel
le Monde des philatélistes
1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 Ivry-sur-Seine Cedex
Téléphone : (1) 49-60-33-28
Télécopie : (1) 49-60-33-29
Spécimen récépé sur demande
contre 15 F en timbres

• Une nouvelle agence de la poste navale. — Une nouvelle agence de la poste navale est née le 1^{er} juin 1992, intitulée « Amiral-Toulon-Merina ». Souvenir phare de la « première jour » de fonctionnement : le 1^{er} juin 1992, la poste navale, section Provence-Côte d'Azur, 4, rue Notre-Dame, 83000 Toulon.

5h : affiches; Cosne-sur-Loire,
4 h 30 : livres, mobilier; Mar-
seille (Contin.) : 4 h 30 : mobilier

■ **Le Monde des philatélistes** de juin. - L'homme de Tautavel, auquel un timbre nous consacre prochainement, fait la « une » du numéro de juin du **Monde des philatélistes**. Les **100 000** de l'homme de Tautavel furent découverts il y a près de **vingt** ans par Marie-Antoinette Lumley, son mari, Henri de Lumley, professeur au Collège de France, où il enseignait l'histoire naturelle, en profitant pour aller acheter des timbres sur l'océan et s'étant aperçu de l'homme d'autres temps lors de ce numéro : le dixième anniversaire de la guerre des Malouines ; Tchecoslovaquie 1918, historique d'une première émission de Muchs ; **100 000** des philatélistes, 80 pages, en vente en 25 F.

5h : affiches; Cosne-sur-Loire,
4 h 30 : livres, mobilier; Mar-
seille (Contin.) : 4 h 30 : mobilier

8 h 30 et ouvert aux heures habituelles mardi 9 juin.
 Les Archives nationales ; les archives nationales, le CARAN seront fermés les samedi 6, dimanche 7 et lundi 8 juin. Le Musée de l'Histoire de France sera ouvert le dimanche 7 et fermé le lundi 8 et le mardi 9 juin.
 Bibliothèques : les salles de lecture seront fermées le lundi 8 et le mardi 9 juin.
 Institut de France : les salons fermés. Les musées de Chantilly, Chailly (Oise), Langels (Indre-et-Loire) seront ouverts.
 Musées : le musée d'Orsay sera ouvert le dimanche 7 juin et fermé le lundi 8 juin. Le Musée du Louvre sera fermé le dimanche 7 juin, le mardi 9 juin et le mercredi 10 juin. La découverte, le Grand Palais et le Centre Georges-Pompidou seront ouverts les samedi 6, dimanche 7 et lundi 8 juin.
 Les Musées : l'Hôtel national des Invalides : Plans-reliefs, Musée d'Art royal et l'Eglise Saint-Ouen seront fermés le dimanche 7 et le lundi 8 juin ; l'Empereur jusqu'à 18 heures.

Sh : affiches; Cosne-sur-Loire,

Caen, Montargis, Vittel, Arca-

Caen, Montargis, Vittel, Arcachon, Saint-Emilion, Vendôme, Avignon, La Réole, Mirepoix, Saint-amand-en-Puisay.

هكذا من لا يملك

Le Monde ■ Samedi 6 juin 1992 25

Le Monde

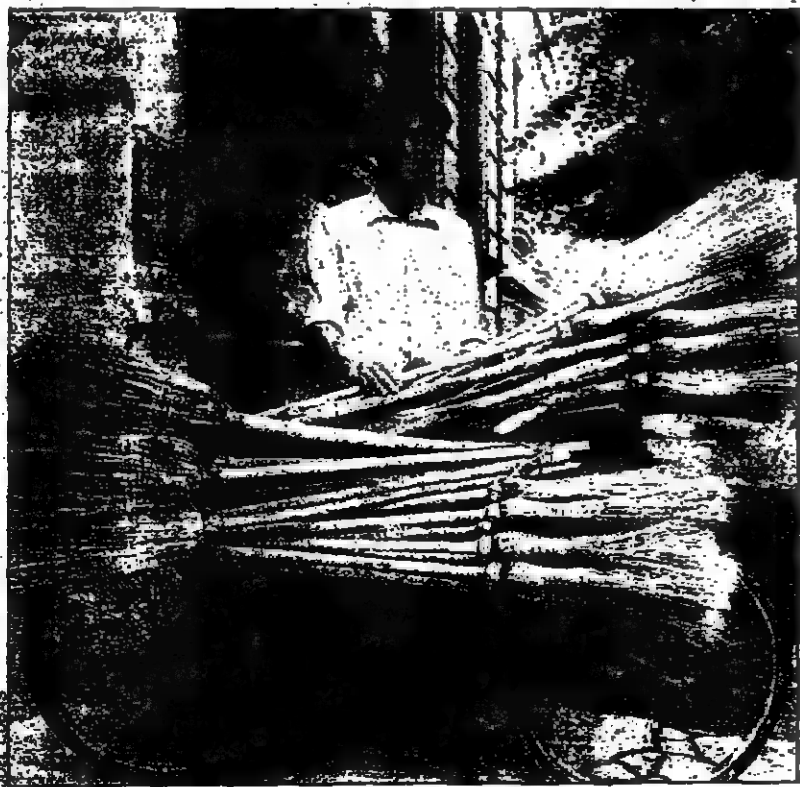
S A N S • V I S A

Bucarest



le pire n'est plus à craindre

Bucarest peut-elle redevenir cette cousine éloignée des grandes métropoles latines dont elle avait pris les traits - éloignée, byzantine, mais réelle - dans les années 30 ? Il n'est encore trop tôt pour le dire, mais cette capitale qui se débarrasse peu à peu de ses fantômes, offre bien des surprises à l'imaginaire du voyageur.



MIEUX vaut, avant de partir pour Bucarest, ne pas lire de trop près l'édition 1992 du « Let's Go » consacré à l'Europe. « Dans les années 20 et 30, explique ce guide américain, Bucarest était surnommée « le Petit Paris », en raison de ses grands boulevards, de ses parcs et de sa belle architecture néo-classique. Il faut une vive imagination (« it takes a vivid imagination ») pour apercevoir aujourd'hui cette ressemblance ». Si votre voyage en Roumanie se limite à Bucarest, vous ne reviendrez avec rien d'autre que des souvenirs de musées, de boulevards poussiéreux et de perspectives infinies et vides », conclut le rédacteur anonyme, en recommandant à ses lecteurs une excursion vers les lacs alentour, « où demeure une once de la personnalité ancienne de la ville ». Pour une présentation, il faut reconnaître qu'on a vu plus engageant.

L'arrivée à l'aéroport d'Otopeni semble, il est vrai, s'acharner à confirmer cette description. Dans le hall très HLM, éclairé par des halos de néons moribonds qui clignotent, c'est à tâtons qu'il faut rechercher ses bagages, parmi les valises et les sacs de toutes provenances empilés à même le sol par

des manifestationnaires agressifs qui les tirent d'un simple trou pratiqué dans un mur. Puis c'est la route des taxis indépendants-changeurs au noir, qui harcèlent le client emulé, et auxquels on doit avoir finalement recours, car, bien sûr, l'employé en charge du bureau de change de l'aéroport s'est - chose que l'on apprend vite en Roumanie - interprété comme une désertion définitive - « provisoirement absent ». Il est que l'indique un modeste écriteau rédigé à la main.

Voilà pour 20 dollars, soit le quadruple de la somme en leis qu'aurait coûté un taxi muni d'un compteur, pour rallier le centre de Bucarest ! Drôle d'accueil, qui pourrait légitimement faire rebrousser chemin à un voyageur peu entreprenant, d'autant que, la nuit s'étant entre-temps mise à tomber, la

vision qu'on a de la ville n'est pas, à proprement parler, enchanteuse : passées les 10 heures du soir, la petite « ville lumière » des Balkans prend des allures de capitale morte, avec ses réverbères parcimonieux entre lesquels évoluent des silhouettes furtives de passants pressés.

Après s'être installé, première reconnaissance nocturne de la ville. Et première épreuve : comment traverser l'imposante place Victorie, au dessin aberrant, avec ses immeubles gris et mornes stalinien tout étagés, en évitant d'en faire le tour complet, ce qui rallonge le chemin d'un bon demi-kilomètre ? Va-t-on suivre les Bucarestois qui, semblant connaître d'expérience tous les angles morts de la circulation, s'élançant bravement en son milieu, traçant des diagonales périlleuses

vision qu'on a de la ville n'est pas, à proprement parler, enchanteuse : passées les 10 heures du soir, la petite « ville lumière » des Balkans prend des allures de capitale morte, avec ses réverbères parcimonieux entre lesquels évoluent des silhouettes furtives de passants pressés.

Chaussée Kiseleff, dans le quartier résidentiel des grands parcs du nord, et des deux côtés du boulevard Ana-Ipatescu, émergent entre les arbres les belles façades compliquées, tout en avancées et en renforcements, avec des colonnes, des frontons en arabesques et des balcons sculptés, qui décrivent, dans un style « bric à brac », un mélange de styles traditionnels roumains, Renaissance et byzantin.

Boulevards Magheru et Nicolae Balcescu, place à l'alignement au cordeau des immeubles « rationnels », qui sont eux-mêmes inspirés par une certaine école de Bauhaus. Au

milieu de la calée Victorie, surgit encore par endroits, comme dans le beau passage Bijuteria, le souvenir de la Bucarest sophistiquée et indolente, celle des années 20 et 30, seule ville en Europe à avoir été choisie par Morand, où l'on voyait de vieux célibataires noceurs de quarante ans prendre leur petit déjeuner au soleil, tout en lisant leur journal, à midi et demi. Tandis qu'en bas de la même artère, entre la strada Lipsca et la Dimbovitza, le minuscule musée d'eau qui irrigue Bucarest, c'est Istanbul, d'un coup, qui éclat, avec ses étroites rues pavées inégales et bombées, flanquées de petites échoppes qui vendent de tout un peu, des ressorts mécaniques aux collants en passant par de la vodka à 20 francs, et ses craps et feuilletés au fromage blanc que l'on déguste debout, en les faisant passer par de grandes roues d'un air de roue verte, jaune ou rouge fluorescentes

qui vendent ambulants. Enfin, et hachant toute ville, il y a bien sûr, la stalinienne. Unirli, au point des villes vicieuses européennes, une espèce d'Aphaville ahurissante, avec, devant les grandes barres grises, comme les parkings, où sont les grands magasins, une place immense, d'où part le boulevard Unirii, ex-avenue de la Victoire-du-Socialisme, agrémenté de fontaines au kitsch mi-Facteur Cheval, mi-Peynet, qui mène au fameux « Palais du Peuple » de Ceausescu.

De notre envoyé spécial
Patrice Bollon
Lire la suite page 28

LA FINLANDE EN LIBERTÉ
AVEC VOTRE PROPRE VOITURE

SILJA LINE

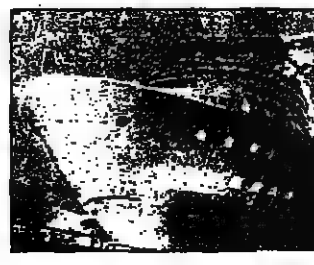
Découvrez le monde merveilleux de SILJA LINE.

À bord du FINNIE, SILJA LINE vous offre la seule direction ALLEMAGNE-FINLANDE (Stockholm-Helsinki). Et les jours les plus beaux SUÈDE-FINLANDE : Stockholm-Turku et surtout Stockholm-Helsinki à bord des incomparables géants blancs, SILJA SERENADE et SYMPHONY, qui vous émerveilleront par leur luxe, leur confort et leur beauté.

Renseignements : dans les Agences de Voyages et auprès de l'Agent Général de SILJA LINE en France :

SCANDITOURS

34 RUE DE LA PAIX 75009 PARIS
Tél. : (1) 47 42 38 65



SCANDITOURS vous propose aussi toutes les formules de vacances indépendantes en Scandinavie : hôtels, chalets, croisières, etc.

Notre dam



LES Italiennes n'ont pas quitté leurs lieux de soleil. Les Japonais restent accrochés à leur caméra. Onze heures trente, Notre-Dame de Paris célèbre Pâques. Les postes de télévision aux piliers de la cathédrale diffusent le spectacle en direct. Mgr Lustiger, à l'écran. La semaine pascale a battu les records cette année : « Le Vendredi saint, 30 000 personnes ont passé par la cathédrale », dit d'Euro Disney. Le clergé de Notre-Dame de Paris affiche fièrement ses performances. Avec 1,2 millions de visiteurs par an, c'est le record mondial pour un lieu de culte. Comment concilier deux fonctions : dénaturation de l'édifice et le plan spirituel matériel ?

Aubaine pour les organisateurs de musées, l'entrée est gratuite, ouverte tous les jours de huit heures à l'occident. Notre-Dame est le premier monument inscrit au programme des séjours éducatifs dans la capitale. On voit avoir vu ce lieu prestigieux, « la paroisse de l'histoire de France », selon Nerval. Croyant ou non croyant, passionné d'histoire ou d'architecture, on vient à Notre-Dame, à l'écoute de toutes les voix du pays.

Un jour à la fête, on compte trois cents visiteurs à cracher dans l'île de la Cité. Les groupes de touristes se fraient un chemin à travers les carniceries qui, à l'heure des carniceries, posent devant la vedette du parvis, la plus riche : « / F la photo. Pour mes amis, merci ! » Sa carotide est boudée de souvenirs : les

Sud-Américains s'arrachent les tours Eiffel ; Polonais et Tchèques ne font que les touches. Le maître de l'île est l'un des trois marchands autorisés sur le parvis par la mairie de Paris. Ce sacro-fil ne coûte que 600 F par an. Pas de quoi qu'il soit exploité au père en l'île.

Notre-Dame est victime de son succès. Une demi-heure pour goûter le gothique, c'est court. Cavalcades à travers l'île, la grande rosace a le tournoi, saoulée par le crépitement des flashs. Les piliers fatigués servent d'accoudoirs. La nef centrale aura tout vu : un cycliste sous les croisées d'ogives, un illuminé cloué au mur hurlant « Je suis l'antichrist », un prétendu roi de France qui descend à la messe pour couronner chaque année. Heureusement, l'hôpital de l'Hôtel-Dieu n'est pas loin. Quand, près du Palais de la Vierge, se recueillent, la vision semble incongrue.

L'ENCHEVÊTREMENT des responsabilités à la diversité des lieux n'ont pas que compliqué la situation. Le monument appartient à l'Etat. A lui d'assurer l'entretien et la restauration du monument. L'Eglise, locataire, doit chauffer, éclairer et entretenir les lieux. Une situation qui a été par ailleurs engendrer de fréquents conflits. L'Eglise ne reçoit pas de subvention et dispose, pour équilibrer un budget de 12 millions de francs par an, de quatre recettes : les quêtes (10 %), les visites du

trésor (25 %), la boutique de souvenirs (30 %) et les offrandes pour cierges (35 %). Elle en a vendu cette année 1,2 million. Leur prix : entre 5 F et 10 F. Pas question pour le clergé de les supprimer ou de diminuer les points de vente. Pourtant la fumée des cierges noircit terriblement la pierre.

« Le tiers de mon budget annuel soit 300 000 F environ, est passé dans le nettoyage des pierres », M^{me} Françoise Com-

menge, architecte des bâtiments de France, conservateur de Notre-Dame, est amère. « Encorres, dix alpinistes ont balayé pendant quinze jours pour ôter la centimètre de poussière. Renouveler l'opération chaque année serait indispensable, mais mon budget ne me permet pas de m'attaquer aux que scientifique de Michel Guyard, curé de Notre-Dame : « Des chimistes analysent l'air, la pollution de l'intérieur de l'édifice provient non pas des cierges, mais des humains. Leur respiration dégage 25 litres de gaz carbonique, et leur transpiration 30 grammes de vapeur d'eau par heure. Sans oublier la poussière. » D'après le ministère de la culture, aucune étude sérieuse n'aurait été menée à ce sujet. Une seule certitude : les cierges, c'est pain béni pour l'Eglise.

Que faire ? « Une église est un lieu ouvert à tous. Nous refusons de faire payer l'entrée ou de fermer un jour par semaine », a déclaré à ces deux principes, le père Guyard reconnaît que des dispositions autoritaires s'imposent, car « le risque, c'est que ce lieu sacré ne parle plus à cause du bruit, de la foule ».

DES mesures ponctuelles ont été prises depuis cet hiver : une unique pour améliorer l'intérieur ; la suppression des chaises dans la nef centrale, ce qui permet d'admirer l'édifice dans son unité architecturale. Au fond du déambulatoire, un lieu de recueillement isolé par des barrières pour rassembler les fidèles pour prier et suivre la messe trois fois par jour.

Le Père Fournier rédige tous les mois une lettre d'information à l'intention des guides, qu'il entend « apprivoiser pour qu'ils deviennent les interprètes de la signification du lieu ». Celle du mois de mai leur annonce que les visites ne seront plus possibles le dimanche matin pendant les offices. « Nous sommes arrivés au point limite d'acceptation de ce qu'un lieu de culte peut supporter

sans péril. » Et l'on envisage sérieusement la mise en place d'un système qui empêcherait les entrées dès que le seuil critique de mille visiteurs serait atteint.

« Les conditions d'accueil sur l'ensemble du site de Notre-Dame sont déplorables, estiment les responsables de la Caisse des monuments historiques, qui gère la visite des tours de la cathédrale pour le compte du ministère de la culture. Nous avons dans l'esprit un « grand projet » prenant en compte le monument, son environnement urbain. Un programme ambitieux qui articulerait autour de la création d'un lieu d'accueil, espace d'introduction à la visite, où les touristes seraient intellectuellement préparés à entrer dans un lieu sacré. Et qui proposerait aussi l'on est en droit d'attendre d'un tel site. Mais où le construire sinon sur le parvis ? Or la ville de Paris, propriétaire du terrain, n'a pas encore dit son mot sur ce projet.

Le clergé, de son côté, choisit de raccourcir Notre-Dame à son passé de « cathédrale pour les hommes ». Tous les prêtres ne portent pas le même regard sur cette foule de pèlerins modernes. Père d'accueil depuis vingt-cinq ans, le Père Lecerf évoque le monument et son « pouvoir de réconciliation sur les consciences ». « J'ai tout vu, tout entendu. Un déferlement de déresse humaine. Jacques Lecerf défend la cathédrale du Moyen Âge, « maison du peuple, ouverte à tous », et déplore que des esprits chagrins renient cette dimension : « Un homme peut entrer en touriste et sortir en pèlerin. »

Nathalie Briot

ESCALES

TÉLEX

La Russie des nuits blanches

Les jours sont si longs. Le crépuscule se confond avec l'aube. C'est, fin juin, en Europe du Nord. A cette époque, Saint-Petersbourg organise, du 21 au 29 juin, son Festival des nuits blanches. A ses dômes et coupôles dorés, à ses façades patinées, à ses musées et palais regorgeant, tel l'Ermitage (l'ancien palais d'hiver des tsars), d'œuvres inestimables qui, à elles seules, valent le voyage, à ses ponts et à ses canaux, la « Venise du Nord », fondée dans le delta de la Neva par Pierre I^{er}, qui le Grand, ajoute alors une activité culturelle encore plus que d'habitude, multipliant, à l'occasion, ballets et concerts. De quoi aiguiser encore davantage l'engouement qu'on toujours manifesté à l'égard de celle qui fut la capitale des tsars et des soviets sensibles aux charmes et aux fastes de la capitale.

Un intérêt qui a conduit Air France à proposer un vol par jour (via Helsinki) vers cette ville. De son côté, le voyageur Nouvelles Frontières (enseignements : 42-73-10-64 / Minitel 3615 NF) propose désormais, mardis, du 16 juin au 27 septembre, des vols réguliers (sur Aéroflot) à prix charters entre Paris et Saint-Petersbourg. Pour 825 F par trajet pour les départs des 16 et 23 juin (retours les 23, 30 juin ou 7 juillet) puis, ensuite, de 950 F à 1 250 F par trajet, selon les dates retenues. Au transport peuvent se greffer des formules à la carte (une semaine en séjour libre à 1 100 F). Poulkovskaya pour 1 200 F avec le petit-déjeuner ou 1 740 F en pension complète ou séjours organisés avec visites programmées (forteresse Pierre-et-Paul, Musée de l'Ermitage, cathédrale Saint-Isaac, promenade en bateau, etc.) soit en hôtel 2 ou 3 étoiles (1 590 F et 2 060 F) ou double, soit chez l'habitant (1 230 F la semaine, en pension complète,



la de deux personnes), formule qui, au-delà du choc esthétique que toute personne qui découvre la ville, permet également d'approcher la vie quotidienne et de percevoir ainsi l'envers du décor. Une programmation complétée par circuits organisés associant Saint-Petersbourg, d'une part à Novgorod qui, avec sa vieille ville et ses quarante églises, est l'une des plus anciennes cités de Russie (2 390 F une semaine en chambre double et pension complète), d'autre part à Pskov (2 440 F), ville fondée au huitième siècle et réputée pour son Kremlin, ses cathédrales et ses maisons de marchands du dix-septième. Tous ces prix s'entendent sans l'acheminement aérien.

De son côté, le voyageur Phareast (19, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, tél. : 45-00-52-70) en collaboration avec Potel et Chabot et le Grand Hôtel Europe (au cœur de la ville, un édifice historique entièrement rénové, et avec l'Astoria, l'un des meilleurs hôtels de Russie), un séjour à Saint-Petersbourg, du 19 au 23 juin, pour une fête russe couronnée d'un grand bal. En vedette, l'accès à des demeures

prestigieuses, comme les palais Youssoupov, Elaguine et Antichkine, une soirée au théâtre Marinsky (ex-Kirov), un concert de chants religieux orthodoxes au théâtre privé de l'Ermitage, un déjeuner au Café Pouchkine (que fréquentent également Dostoevski et Tchekovski) et, dans les environs, les visites de Pavlovsk (résidence d'été du tsar Paul I^{er}) et de Tsarskoïe Selo (palais de Catherine I^{re} et Catherine II), avec sa salle de bal tapissée d'or et de miroirs. Une escapade haut de gamme facturée en conséquence : 23 000 F par chambre double, sur la base d'un groupe de cent vingt happy few. Il consulte également les brochures de deux bons spécialistes, CGTT Lepetours et Transours (agences de voyages). Quel que soit le cas de figure retenu, on se plongera dans les numéros spéciaux des magazines Musée et Océ (janvier 92) avant de glisser dans sa poche le Guide bleu (Hachette) ainsi que le Baedeker (même éditeur), pour sa carte et le « guide intime » des éditions Autrement, pour la qualité du texte de Josef Brodski. À lire pour se mettre dans l'ambiance, la Dame de pique de

Pouchkine, Nouvelles petersbourgeoises de Gogol, Crime et châtiment et les Nuits blanches de Dostoevski et Pétrobourg d'André Bidy.

Jazz à Calvi

Jazz à Calvi (5^e édition), du 14 au 20 juin. Plages et promenades dans la journée et, dès 18 h, concerts gratuits en plein air dans la Ville Basse, puis sous chapiteau, à 21 h (entrée 40 F). La nuit se poursuit ensuite jusqu'au petit jour, de rencontres en jam-sessions, avec près de trois cents musiciens, dans les lieux mythiques du festival : le Golfe Tavernier, la Poudrière, Chez Tao chanté par Jacques Higelin. Parmi les présents, Patrick Fradet, Marc Doucet, Arthur H., René Urbasse, Michel Petrucci, Didier Lockwood et Andy Emmer. Forfait avion-hôtel-trois écoles-voiture et concerts : 2 495 F par personne en chambre double, 4 100 F pour une personne. Sur place hôtel-petit déjeuner et spectacles à partir de 770 F par personne en chambre double. Studio-kitchenette et spectacles à partir de 610 F (quatre personnes minimum). Autres formules et renseignements : Visit France (46-75-25-04) et Per l'Isulani (95-65-16-67).

Golf

Avec les stages (trois heures par jour) conçus, pour tous les niveaux, par Philippe Mendiburu à l'école de golf d'Ibarritz, près de Biarritz. Proposés toute l'année par le voyageur Jet Touts Golf (tél. : 40-41-90-04), des forfaits (week-end ou semaine) comprenant l'avion de Paris, la location d'une voiture, le stage et l'hébergement, permettent également de jouer sur les parcours de la région, voire d'associer golf et thalassothérapie. An terrain du stage, on repart avec un planning d'entraînement et une vidéocassette personnalisée.

Selon le meuble normand, du 6 au 14 juin, dans l'abbatiale romane de Bernay (Eure). Plus de deux cents meubles sélectionnés par les antiquaires de la région et un millier d'objets usuels en fer forgé, émail et cuivre. De 14 heures à 19 heures en semaine, de 10 heures à 19 heures le samedi et le dimanche.

Circuler à Paris en autobus avec le nouveau guide Paris (Prat/Europe, 60 F) : liste et localisation précise des deux mille neuf cent-vingt-deux arrêts des cinquante-six lignes de jour et des dix lignes de nuit, correspondances (y compris avec le métro), dessins des principaux monuments et édifices, lignes touristiques et bus desservant la banlieue depuis les portes de la capitale. Avec un plan repère de trente-quatre quartiers et un index des six cents lieux-clés de Paris. Explications en français, anglais, allemand et espagnol.

L'Asmatrice d'un bond, au départ de Paris, avec la compagnie UTA, qui propose chaque semaine trois vols directs pour Sydney et un vol pour Melbourne. Egalement cet été, quatre vols directs pour Singapour (avec prolongation sur Jakarta et Denpasar/Bali) et un pour Kuala-Lumpur.

L'Espagne, à l'honneur en 1992 (Expo de Séville, Jeux olympiques de Barcelone, voyage de Colomb), fait l'objet de deux nouvelles publications des services de tourisme Michelin : un plan de Barcelone à l'échelle 1/12 000 (23 F, 27 F avec le répertoire des rues) et un Guide vert complètement refondu (52 F) avec une nouvelle présentation alphabétique, des illustrations en couleurs et une large place accordée aux grandes villes et aux informations pratiques.

Sélection stable par Patrick Francès et Danielle Tramad.

Objectif Lot pour le Printemps de la photo, qui se tient à Cahors du 5 au 14 juin. A l'occasion de cet événement culturel de portée internationale, les services Loirs accueilli du Lot (tél. : 65-22-39-07) proposent diverses formules permettant l'espace d'un week-end par exemple, et entre deux expositions, de naviguer sur le Lot et de visiter sites, châteaux, grottes et musées locaux. Sans oublier le foie gras, la truffe et le cabécou.

Musiques et voix en château de Maisons. C'est Bernard Colin, directeur du groupe théâtral Tuchenn, qui a été chargé du spectacle. Apparitions de nuit d'été, qui sera donné du 11 juin au 8 septembre, tous les lundis, mercredis et vendredis, à partir de 21 h 30, dans le château de Maisons à Maisons-Laffitte (Yvelines). Monteverdi, Purcell, Lully, Sophocle, Racine et Louis XIV sont mis à contribution pour faire revivre le monument français plus reproduit à travers le monde. Réservation au 39-62-01-49.

Pour tout savoir sur le chèque-vacances, un nouveau service télématique - Minitel 3615 C Vacances - donne toutes les informations sur le fonctionnement de cette formule d'épargne des salariés, bonifiée par des employeurs ou des organismes sociaux. Il permet également de consulter l'annuaire téléphonique des prestataires affiliés et les avantages accordés aux porteurs de chèques.

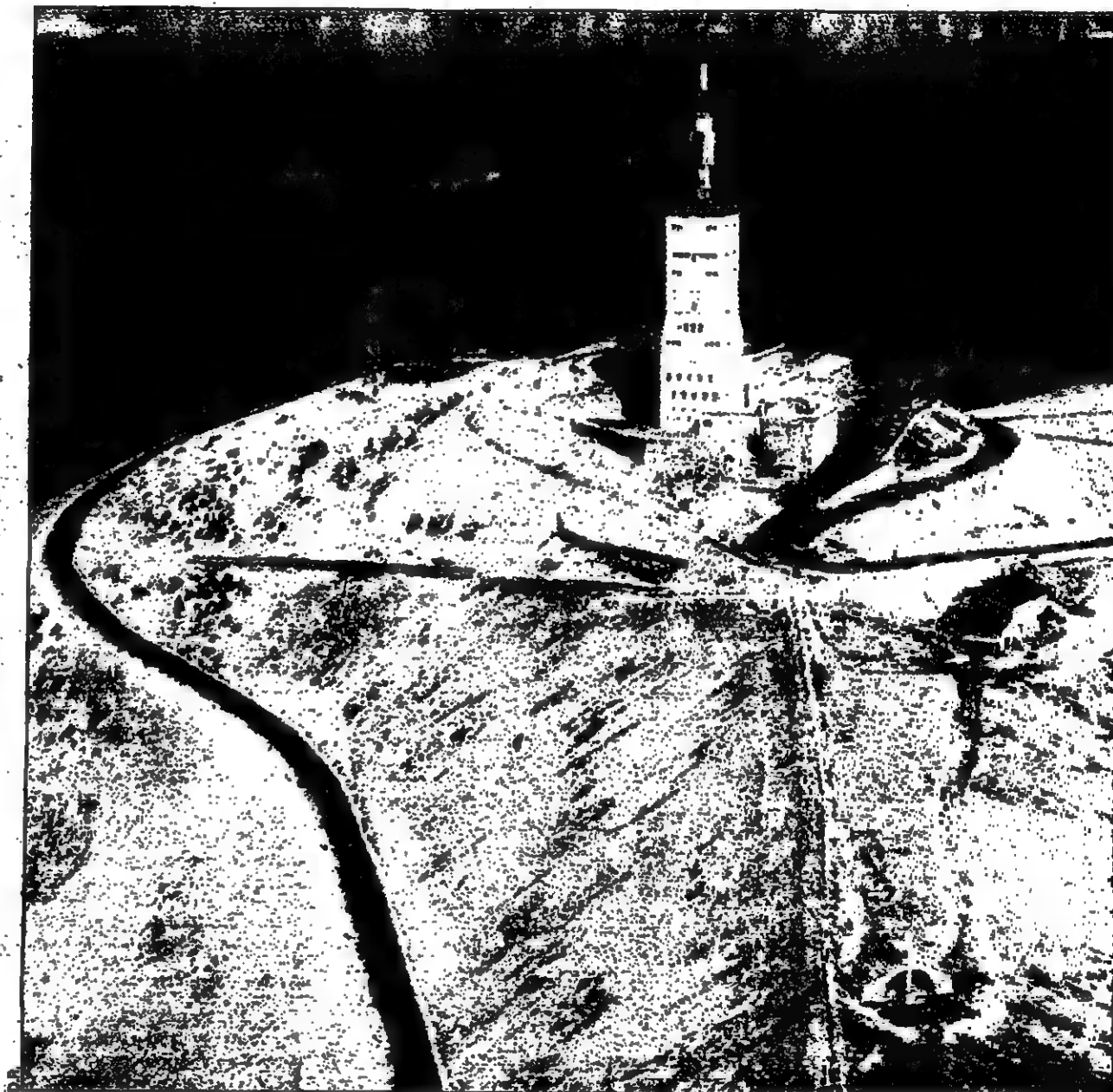
Reconstitué : L'exposition photographique de Daniel Gilmon sur les Amériques aux Ardenaux de Marseille est une exposition personnelle, et non pas couplée avec d'autres artistes de l'organisation Photographes sans frontières, comme nous l'avions indiqué par suite d'un malentendu (e La Monde sans visa du 30 mai).

Ventoux, le mont-énigme

Il se passera encore du temps avant qu'on ait répertorié toutes les étrangetés de cette pyramide naturelle, sentinelle avancée des Alpes loin dans la plaine, vers la Méditerranée. Un sommet où le mistral prend froid, un défi pour les cyclistes, une ascension redoutée, et recherchée.



Tom Simpson, le 13 juillet 1967.



PÉTRARQUE y monta, sans qu'on n'en ait jamais vraiment, et ce fut de peu d'importance, s'il atteignit le sommet. Mais Pétrarque déçu, un peu par le manque d'intérêt qu'il sembla manifester à son sujet, par son goût du piteux, l'occasion qu'il avait là, au-delà des nuages, de déplorer sa plate existence d'homme de plaine.

Pétrarque grimpa, médiocre montagnard à la fois, le 26 avril de l'an 1336, en compagnie de ses valets et de son jeune frère Gherardo, qui devait retourner au monde pour une retraite chez les chartreux; il peina dans les combes, sur la rocaïlle, mais s'occupa de tout autre chose que de son excursion, explorant, le souffle court, ses « turpitudes passées », son « labyrinthe » protégé par une sinécure à la curie papale d'Avignon, ses amours pour Laura et quelques autres, faillissant qu'il condamnait en lui le peu près des hommes.

Pour le meilleur des fantasmes de ce monde énigmatique aux confins de la Provence, « l'ascension du mont Ventoux », texte extrait des *Lettres familières*, et réédité en 1954 (1), n'est qu'un exercice d'une réflexion sur la vanité des choses, dans les villes, et non le récit d'un dangereux tutoiement aux cimes. Pétrarque, qui avait déjà beaucoup lu Ovide et Stace, remis de l'ordre dans les livres de Tite-Live, et entraîné son style aux méandres en hexamètres latins de trente-huit vers, avait emporté, au départ de Malaucène, le livre qu'il avait dû lire, celui des tourments, le vertueux *De Civitate Dei* de son maître saint Augustin. Négligent le décor, se laissant distraire par son frère, manquant contre sa vie plutôt que contre l'épreuve en cours, il s'abandonna aux délices de l'auto-flagellation. « Trop nombreux sont les intérêts qui me plongent dans l'incertitude et l'embarras », songea-t-il pendant une halte à l'ombre.

Pétrarque ne devait pas être à son tour, le 26 avril 1336, ou avant, à l'emprise sur lui de

saint Augustin; car du Ventoux il ne vit rien, ou alors n'écrivit rien, quelques notations déprimées, entretenues par sa lassitude morale, et puis un bonheur, presque voilé, du détour d'un sentier, d'une page : « Les Pyrénées, qui séparent la France de l'Espagne, ne se voient pas là, et je ne crois pas que quelque chose s'interpose; c'est seulement que notre air est trop faible; à droite, très vite, se découpaient les montagnes de Lyonnaise, à gauche c'était la mer qui baigne Marseille et celle qui bat les remparts d'Alger-Morles, dont me séparaient quelques jours de marche; le Rhône lui-même était sous nos yeux. Comme je prenais plaisir à détailler ce spectacle, tantôt songeant aux choses terrestres, tantôt, comme je l'avais fait avec mon corps, élevant mon âme vers les sommets, je crus bon de jeter un regard sur les Confessions de saint Augustin ». Exit encore, le Ventoux.

Et franchement c'est dommage, injuste même. Pétrarque avait droit à ses tourments, mais cela ne fit pas l'affaire du Ventoux. Après lui, personne n'y est remonté, personne de connu s'entend, aucun écrivain fameux, aucun peintre génie. Sur les pentes du curieuse bosse qui culmine à 1 912 mètres, au croisement des Dauphiné, de la Provence et des Alpes, on s'étonne encore que Van Gogh ait pu préférer la Sainte-Victoire.

Qu'il n'ait pas immédiatement senti la force magnétique de cette montagne visible d'Arles et de tout le Sud-Est, est presque, comme bien des Romains pour la qualité de son bois chauffé, le pain de glace et de son micro-climat, qui, au Moyen Âge, de son flanc sud, par le plateau d'Albion, aux voyageurs quittant la République, les pays d'où on les universités du nord de l'Europe.

Aujourd'hui, n'importe quelle montagne a besoin de publicité. Avant que l'écologie ne prenne partout le pouvoir, on moins d'in-

fluence, et qu'on aille saluer sur place le « site de protection de la biosphère » créé avec la bénédiction de l'UNESCO, le Ventoux vante encore ses charmes étranges avec modestie.

Son nom évoque surtout un mauvais coup du sort, et accessoirement du Tour de France cycliste, une noire légende de la Grande Boucle, la mort de l'Anglais Tom Simpson, le 13 juillet 1967, à 3 kilomètres du sommet, vaincu par l'épuisement, les stimulants, et cette montée cruelle aux airs de faux-plat. Le Tour dut avoir peur, car à partir de 1970 et l'évanouissement d'Eddy Merckx après l'arrivée, on changea de cime assa-

gée comme le nez au milieu de la figure. C'est ainsi, au fond, et malgré les invasions de touristes qui refluent de la Côte d'Azur vers l'arrière-pays : l'histoire du Ventoux, avancée des Alpes loin vers la plaine et la mer, est celle d'un échec.

Comme autrefois, lorsque les Romains tentèrent en vain de vaincre la Romaine ou les moines d'Avignon par l'inquisition papale, découvraient les caractéristiques, contradictoires, de cette masse triangulaire qui assombrissait l'horizon, d'Aix aux Bouches-du-Rhône, et se gardaient bien de trahir le secret, comme aujourd'hui les commissaires n'en ont pas le pré-

sentiment, que le mistral prend froid à la veine des Marseillaises. A quelques kilomètres en amont, le Ventoux se perd dans un dédale de hautes plaines favorables à la culture de l'abricot. Le Ventoux, tout à l'envers, durcit son sud, méditerranéen, et batte ses régions arides. Ici, l'adret est plus rude que l'ubac, c'est déjà une surprise.

Sachant tout cela, que, ce mont, les caractéristiques climatiques, géologiques, botaniques étaient cul par-dessus tête, les sauteurs du Ventoux, du Carpentras à Saul, se firent savants eux-mêmes. Jean-Henri Fabre, l'entomologiste vauchusien, acquit une réputation mondiale pour avoir compris le premier que la flore du Ventoux, ces pentes, les mystères à délier la logique des points cardinaux, et qu'il s'agissait de s'en réjouir. « En bas, écrivait-il, vous recollectez les fleurs écarlates du grenadier, du ciel africain; là-haut, vous recollectez un petit pavot blanc qui (...) déploie sa large corolle jaune dans les solitudes glaciales du Groenland (2). »

Ceux du Ventoux, rudes alpinistes, capables, comme un fils de la Beaumont employé au remonte-pente de la minuscule station de ski du mont Serein, d'avoir un chagrin de l'absence à chaque fois qu'il s'éloigne, rigolent quand ils entendent parler de météo à la télé. Il pleuvra si la nuit, est dans la nuit. Pas avant, et quoi qu'en disent les spécialistes de la météorologie nationale, installés, « pour se tromper encore plus qu'ailleurs », sous la tente des radars de l'armée.

On ne l'a pas vu, c'est tant mieux, car c'est en pluriel, toutes les montagnes à la fois. La canicule en bas, et un fort coup de vent en haut. Alpiniste sudiste. Si on le sait éternellement blanc, au plus près des neiges, ne s'est pas toujours de neige. Ses derniers sommets de neige sont en plus, ici, que l'ascension sans faire voyager d'un pin d'Alep

conçu en Afrique du Nord à un mont de l'Atlas, d'une fine fleur du Spitzberg, une rocaïlle du désert, d'une chaleur d'un pays de gneux, d'une chute d'eau à la source d'une terre soudanaise.

Le Ventoux, malgré ses apparences de montagne à vaches. Il n'y a pas qu'à bicyclette qu'on peut y risquer sa vie, comme Simpson, l'Anglais le plus aimé du Comtat-Venaissin, dans une brusque descente du brouillard. Les balades du Ventoux, perdre le nord, ne serait-ce que par la gigue des rochers. L'eau y est bien-là pour les rhumatismes, même les Romains l'avaient compris. Les spécialistes jureraient non. Ceux du Ventoux sourient, et se soignent, deux verres de côtes-du-rhône, à la source locale.

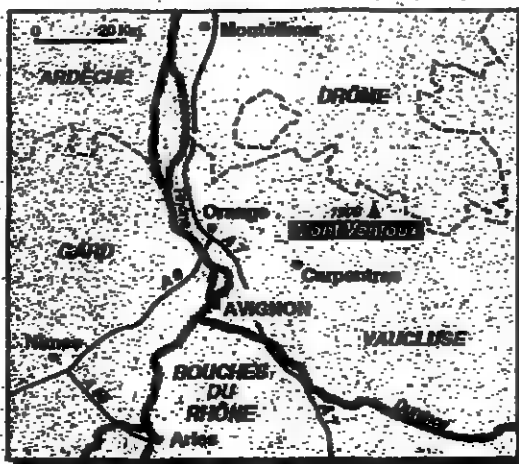
Il se passera encore du temps avant qu'on ait répertorié toutes les contradictions de ce cône absurde qui n'a bon goût de ne pas être dans les voyages de la littérature. Dans les livres, les botanistes, on n'en est encore qu'à quatre espèces répertoriées. Un record, paraît-il. Les vieux, les écoles, qui craignent de ne voler, butte par une nuit veille, en connaître beaucoup d'autres. Ils ne vous y mèneront pas.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

(1) « L'Ascension du mont Ventoux », traduit en latin par Denis Montebello, préfacé par Pierre Dubanquet, Éditions L'Asclépiade.

(2) Cité dans le *Mont Ventoux*, par Joseph Barnier, Gérard Bresset et Jean-Charles Gaudin, aux Éditions Bouquins, à Monaco.

Extrait d'un entretien paru dans les *Le Monde*, excellent des pays du Ventoux, Éditions Alain Barthélemy, Avignon. Abonnements : les *Le Monde*, Ventoux, BP 24, Malaucène (Vaucluse).



sine treize ans durant, et le Ventoux retourna à son caractère régional, son orgueil de mont local, protégé, prudent, et bien heureux de l'être.

On y aime les fous du vélo dans les lacs, de plus en plus nombreux, les cyclistes du dimanche, on y a passé de stricts accords avec les dingues du VTT (vélo tout-terrain), mais avec une mesure bien dans la tradition de cette montagne d'évidence, négli-

populariser autrement qu'avec pondération l'énigme du Ventoux.

On ne l'a pas vu, c'est tant mieux, car c'est en pluriel, toutes les montagnes à la fois. La canicule en bas, et un fort coup de vent en haut. Alpiniste sudiste. Si on le sait éternellement blanc, au plus près des neiges, ne s'est pas toujours de neige. Ses derniers sommets de neige sont en plus, ici, que l'ascension sans faire voyager d'un pin d'Alep

Foix, comté socialiste

Vieux département républicain, mais ayant conservé son antique esprit de fief, le pays de Foix, entre ses montagnes en cours de dépeuplement et son espoir dans le « tourisme vert », ne voit pas sans crainte déferler sur lui les grands vents de l'Europe. Enquête sur les cimes et dans les vallées.

JE ne sais pas si vous venez pour voir pour votre verdure, pour les cathédrales ou pour la course aux plus beaux sites, mais vous serez peut-être intéressés par ce département. Au Bar du XIX^e siècle, tragiquement repeint en rouge pour se donner une allure de moins, le camionneur fuyait le pays, son compagnon, le gendarme appa- (1), avait fini ses hypocrisies, vin rouge aux aromates, et approuvé du képi. Ensuite, on n'a plus entendu que le flot pressé de l'Arriège sous les fenêtres.

Dans le large département qui sévit, en France, à l'égard du pouvoir socialiste, nous avons naturellement pris pour de l'ironie le ton de l'interlocuteur. Et puis, chez le libraire, le journaliste, le fromager d'élite, la production de la région vous avez entendu le même refrain, cette fois sans ambiguïté : « Ah, les socialistes, heureusement qu'on les a ! »

D'ailleurs, les chiffres corroborent cette réputation : aux élections de mars, la majorité présidentielle a obtenu près de 40 % aux cantonales et plus de 31 % aux régionales, sommets remarquables aux 11 % du PS à l'échelle nationale. Lors de l'élection municipale de 1985, le docteur Jean-Noël Fondère, socialiste succédant à un socia-

liste, avait raflé 37 % des voix. Cet engouement, mué en habitude, n'est pas neuf : en 1965, au premier tour de l'élection présidentielle, l'Arriège fut, avec la Nièvre, la circonscription dont François Mitterrand fut député, le seul département à offrir la majorité à un candidat de la gauche. Lors du raz de marée gaulliste de juin 1968, l'Arriège figura parmi les 12 départements n'ayant donné qu'un seul au Général.

Plus fort encore : au second tour présidentiel de 1974, François Mitterrand, face à Valéry Giscard d'Estaing, obtint en Arriège un record de France en ralliant 63,5 % des électeurs. La ville de Foix fit pourtant mieux au scrutin municipal de 1977 en obtenant 74 % de ses suffrages à l'Union de la gauche. Rebelote à la consultation européenne de 1984, généralement mauvaise pour la gauche, mais dont les listes séduisirent près de 39 % des Ariégeois. Rien d'étonnant à ce que le président Mitterrand, élu en 1981, se soit rendu, en l'année suivante, au village officiel de ce sanctuaire socialiste, où l'on nous raconte volontiers que si le général Mitterrand put s'évader d'Allemagne nazie, c'est grâce à son codétenu, feu Gabriel Foy, fils d'un épicer fuyé - de gauche naturellement - pourvu par sa famille de quoi corrompre leurs goliards.

Il n'est pas jusque dans le nom de Bernard Tapie où les Ariégeois n'ont fait preuve d'un zèle tranchant sur les jugements suscités un peu partout, y compris au sein du PS, par la nomination de l'homme d'affaires au ministère de la ville, puis par la nomination de son départ : les correspondants en Arriège de la Dépêche du Midi ont découvert avec attendrissement, il en ont fait leur « une », que le père de Bernard Tapie était né en 1920 dans le minuscule village de Niaux (230 habitants), lequel s'était jusqu'ici illustré au monde par son statut de village préhistorique. On sut

droit à l'arbre généalogique des Tapie, aux vieilles photos de mariage et à un entretien exclusif avec Pauline Salas, grand-tante de Bernard Tapie : « Une année, il est venu en vacances chez moi, mais le train a déraillé... »

Si l'on remonte plus loin encore, on ne s'empêche pas de positions de l'ancien comté de Foix de la région voisine du Couserans - réunis en 1790 pour former l'Arriège - à constituer un territoire exemplaire pour la gauche : en 1793, le nouveau département fut le seul dont les six députés à la Convention votèrent la mort de Louis XVI. Parmi eux, une brigitte, Joseph Lakanal (1762-1845), intriguant jusqu'à troquer le C du son patronyme contre un K afin de différencier de ses frères royalistes. Curieusement, la lettre originale est restée sur le socle de la statue de ce professeur par la Révolution, érigée au centre de Foix - « la première ville qu'on ose élever en France à un régime », souligne l'historien pyrénéiste Claude Delpla. En 1871, un Hexagone d'extrême gauche favorable à une nouvelle Restauration, le conseil général de l'Arriège était majoritairement républicain.

Tout le cœur du dix-neuvième siècle avait été occupé par le département par un curieux conflit totalement oublié ailleurs, auquel furent confrontés, de Charles X à Napoléon III, les représentants du pouvoir central : la « guerre des Démotelles ». Le point de départ de cette jacquerie montagnarde, enveloppée de restes du merveilleux paléolithique et de l'altégothie féodale, fut le code forestier édité par les Bourbons pour pérenniser la sylvie pyrénéenne. Or il y avait des passe-droits en faveur de charbonniers au service des maîtres de forges, puissants dans cette zone ferrugineuse.

Invokant jusqu'aux franchises sylvestres attribuées au peuple par Roger-Bernard III le Poite, suzerain de Foix au treizième siècle, et reprenant à leur compte la vieille devise comtale en occitan

« Toca y se gausis ! » - « Touche-moi si tu oses » - les paysans des hauteurs ariégeoises prirent les fourches contre les gardes forestiers et les charbonniers ; après les avoir capturés, ils leur coipaient les doigts dans des bûches fendues avant d'incendier alentour quelques arpent de bois. Mais surtout les descentes nocturnes des meuniers, cachant leurs moulins sous des ficus, et ayant sorti du pantalon leur chemise à pans, créèrent une sorte de frayeur médiévale autour de révoltes insaisissables ; bientôt assimilées aux fées, « demotelles des forêts », selon l'expression du cru. Cela est bien reconstitué au Musée de Niaux.

A cette époque d'un trouble - un peu comparable à celle en Algérie contre le code forestier colonial - se déroula un événement sanglant, disparu des mémoires françaises, mais qui, alors, abrégea le trône de Louis-Philippe et aviva, si besoin était, la haine des Fuxéens pour les rois : en 1840, sur l'actuel Champ-de-Mars, lieu de foire, des républicains ayant refusé de payer le nouveau droit de place pour les bestiaux, il s'ensuivit une échauffourée au cours de laquelle gour-dins, pierres et cris des « vilains »

effrayèrent le préfet au point qu'il fit donner la troupe. Bilan : douze tués, cinquante blessés.

En 1982, un film en dialecte de Gascon, sous-titré en français, a été tourné pour reconstituer cette « guerre des Démotelles ». Mais certains accents semblent se retrouver aujourd'hui dans les protestations des derniers agriculteurs de la contrée (sept cinquante mille personnes pour toute la région Midi-Pyrénées, peuplée de 2,5 millions d'habitants) face à la nouvelle politique agricole commune, adoptée cette année à Bruxelles par les Dosses.

« Non à la PAC ! » « Non à un pays sans paysan ! » « Non aux dictats américains ! » « Nous ne voulons pas mourir ! », ont proclamé, en mai, les porteurs de pancartes de Foix, Albi, Rodez et autres lieux. L'idée même d'être rémunérés pour laisser une partie de leurs champs en jachère humilie ces républicains de la région, électeurs socialistes traditionnels mais qui commencent à se poser des questions. En Arriège même, les mille céréaliers (sur cinq mille exploitants) en activité verront leurs revenus diminuer d'un tiers, sans parler, pour les autres, de la nouvelle baisse des quotas laitiers.

Les propos un peu mous du président de la République, le 22 mai, à La Rochelle - « Les agriculteurs ont sans doute servi de singulier à ce point », ont, pour une fois, fait grimacer contre lui dans les cafés et sous les plants des « vides de Villote », où tout Foix, à la belle saison, se retrouve à chaque crépuscule. Bénévoles, mais et fromagers, approchés par camionneurs et boulangers solidaires, après la journée déléguée, ont conclu que « la République avait dû mettre son nez à la PAC de Bruxelles, un point à la fois ». Et, ce soir-là, pour une fois, personne n'a osé défendre la choix gouvernemental.

« Il en faudra plus pour débouler en Arriège la butte-témoin socialiste », estime, dans son établissement ultra-moderne, aux portes de Foix, le jeune militant chiracien Paul-Louis Maurat, cheville de son état et président depuis quatre ans du syndicat de commerce et d'industrie de l'Arriège. « Si un moins, poursuit-il, les socialistes ont le monopole intelligent, généreux ; mais, regardez : les collectivités départementales sans exception, préfèrent, l'influence du PS, se servir dans d'au-

VOYAGE

Bucarest, le pire n'est plus à craindre

de la page 25

Hallucinant décor qui, peu qu'on surmonte la répulsion légitime qu'il fait naître, a presque valeur de leçon d'analyse politique. Comment ne pas reconnaître, en effet, cette avenue plus large et plus longue que les Champs-Élysées, par ses colonnes néoclassiques modernes et identiques, avec colonnes, pilastres et vases en terre marron-jaune, l'illustration d'une utopie qui aurait insensiblement mais sûrement viré au cauchemar orwellien ? Ces immeubles Potemkine, derrière les façades néoclassiques desquels pendent aujourd'hui dans un désordre les lambeaux de leurs habitants, semblent avoir été dans la pierre le miroir d'un système qui, au-delà de son aspect répressif, voulait bâtir un monde meilleur - croyant que le Troisième Millénaire s'inventait à Pyongyang, la capitale de la Corée du Nord !

Et puis, bien sûr, il y a le « Palais du Peuple » lui-même, « l'immeuble le plus laid du monde », disent certains, prétentieuse structure rectangulaire de 200 mètres de long sur 100 mètres de haut qui trône, inutile, au-dessus d'une vallée de terre jaune-orange dénudée. Les Bucarestois, qui se

repaissent comme à plaisir de ces rumeurs les plus folles sur les événements, les objets et les personnes - reste, sans doute, d'un bon sens la bouche-à-oreille fait à la radio vraiment libre de Roumanie, - mais tout ce n'importe quoi sur le destin de ce millénaire fou de 45 000 mètres carrés, sur des plafonds hauts de 30 mètres et l'inévitable et immense balcon d'où le dictateur pensait délivrer son message au monde. Que l'artiste Christo viendrait, comme il le fit il y a quelques années du Pont-Neuf, l'« emballer » définitivement, afin d'en faire une œuvre d'art (!). Que sa consommation d'électricité équivaudrait à celle de Ploesti, la quatrième ville du pays et le premier centre industriel (!) ou que, vendu pièce par pièce à un entrepreneur de Las Vegas, il deviendrait, sous d'autres latitudes, un gigantesque casino, avec des night-clubs souterrains (!!!).

Au-delà de rumeurs absurdes - la seule chose certaine est que le régime de Ceaucescu stalinien pour le peuple étant que ce monument-mausolée, invivable et impraticable, bien que non terminé, a déjà englouti 1 milliard de francs et s'effondre par endroits ; et que, bâti pour résister à des tremblements de terre de force 8



La brasserie Carul cu Bere (Char à bière).

sur l'échelle de Richter, il est quasiment... indestructible ! Bref, qu'en dépit de tout ce qu'on peut en penser (l'architecte Ricardo Bofill, de passage à Bucarest, l'aurait, dit-on, trouvé « beau »), il restera sans doute un témoignage qu'on visitera peut-être dans vingt ans avec intérêt et peut-être une paradoxale pointe de tendresse (!), sur la folie utopiste-paranoïaque d'un Ubu matiné d'Amin Dada.

Bien sûr, il est loisible - et compréhensible - de rejeter cette ville que la folie furieuse des hommes, après (et sans doute plus) le grand tremblement de terre de 1977, a tant abîmé, jusqu'à en faire cette drôle de cité sans unité. On peut aussi apprendre tous les

recoins et toutes les bizarreries, afin d'y vivre plusieurs vies. Sous le registre de l'« intéressant », qui, comme le disait Kierkegaard, n'est ni le beau ni le laid, mais une catégorie à part, propice au surgissement du plaisir de la réflexion, Bucarest, en effet, fourmille de possibilités. Le Bucarest de Morand à la main, on peut ainsi s'en aller boire une

bière amère à l'étonnante brasserie Carul cu Bere, espèce de cathédrale gothique revisitée par Viollet-le-Duc ; qu'on aurait dédiée au culte de la bière, avec ses vitraux qui diffusent une lumière de crypte, tout à côté de l'église Stravropoulos, le « bijou » architectural de la capitale. Puis on déjeunera dans la grande salle, sous coupole d'église orthodoxe,

Handwritten notes and signatures at the bottom right of the page, including the name "L. J. J." and other illegible markings.

هكذا من لا يملك

SANS VISA

Le Monde • Samedi 6 juin 1992 29

EN FRANCE

Foix, petite ville, grand culte pour Terpsichore : jadis un évêque janséniste voulait y interdire de danser mais, soutenu par le peuple, le représentant du roi donna un bal à ses soldats et aux filles du pays, sous les fenêtres du prélat. Atmosphère gaillarde qui renait chaque été lors des Nuits médiévales.

puis, il y a, ce chiffre terrible, accentué encore par la dénatalité, le délabrement des infrastructures, le vieillissement des ruraux : 245 000 habitants dans l'Ariège en 1875, contre 135 000 actuellement.

Certains élus pensent que, à l'heure de l'écologie, le tourisme vert sauvera leur contrée. L'Office touristique du pays de Foix a mobilisé jusqu'à Montalembert - ce catholique de droite! - pour soutenir cette idée : « L'Ariège est le pays du merveilleux, comme la verte Irlande ». Certes, et même elle est certainement plus que cela, avec l'air intact de ses monts à taille humaine et sa douceur de vivre latine.

Mais une montagne déjà sans ours - ceux qui subsistent se trouvent plus à l'ouest, et les développeurs à tout prix ont d'ailleurs juré leur perte, - demain peut-être sans montagnards, si l'on n'y prend garde, qui pourra-t-elle attirer, à part quelques refusards du monde, drogués de solitude, parlant seul, comme ces intellectuels reconvertis en chevières après Mai 68. Ou bien, autre extrême, déferont des promoteurs casse-tête qui tenteront de refaire sur ce versant l'hallucinant mini-Hong-kong des cimes ayant pour nom Principauté d'Andorre.

Ce ne sont évidemment pas les quelques Kurdes parrainés par Danielle Mitterrand installés dans le Couserans - oh, les rires jaunes des mairies... - qui pourront raviver les djebels pyrénéens.

Parions que l'Ariège de demain appartiendra à ceux - socialistes ou non - qui auront su éviter l'alternative désert vert ou enfer touristique. Avis à ceux qui trouveront la recette.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Pérocel-Hugot

(1) Habitant de Pamiers, ville voisine de Foix.

Guide

● A lire. La librairie A la fontaine de Foix, dans la vieille ville de Foix, possède un rayon régional où l'on peut aussi bien trouver des ouvrages de base comme l'*Ariège* de Michel Chevalier, professeur en Sorbonne (Ed. Ouest-France, 1985), ou *Gaston Fébus, prince des Pyrénées, 1331-1391*, de Pierre Tucoc-Chala (Ed. Deuconlon, 1991).

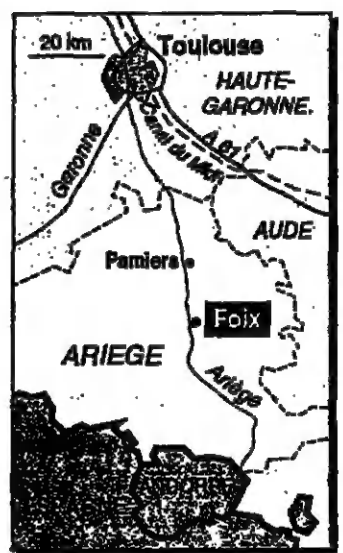
1992) qui saisis l'ancien comté de Foix au moment - récent - où il cesse d'être à dominante rurale.

Le numéro spécial du *Monde-Voyages*, « Terres de France », (le *Monde* du 16 avril) contenait un reportage traitant des forteresses moyenâgeuses des Pyrénées, sur les traces de Gaston III Phébus, le François I^{er} local (le surnom du plus connu des seigneurs de Foix et Béarn s'orthographe parfois aussi Phébus ou, en occitan, et ainsi que l'écrivait lui-même Gaston III, tout simplement Fébus).

Le *Monde* a publié en mars un *Dossier* et documents traitant des agriculteurs français et de trente ans de politique agricole européenne (14 pages, 17 F).

Séjour. A Foix, l'Hôtel Lons (tél. : 81-65-52-44) présente l'avantage de donner directement sur l'Ariège, tandis qu'à l'Hôtel de la Barbacane (tél. : 81-65-50-44), les chambres de derrière offrent une vue panoramique sur les trois donjons du château comtal. La gastronomie pyrénéenne est à l'honneur au Phébus (tél. : 81-65-10-42) aussi bien qu'au Restaurant médiéval (tél. : 81-02-81-50) où le Poitevin Jean-Claude Merlin a su se mettre à la soupe à l'ail et à l'azinet-et-rouzelle, sorte de potée au chou vert avec du jarret de porc, du canard confit, des oufs brûlés, de la menthe, du fromage râpé, etc.

Les principales festivités de Foix, depuis mille ans, on manifeste un goût prononcé pour la danse, se déroulent cette année du 14 au 19 juillet et du 8 au 16 août (Journées médiévales ressuscitées en 1879) et du 4 au 8 septembre (fête foraine). Renseignements à l'Office du tourisme du pays de Foix (tél. : 81-65-12-12).



que des curiosités comme Mol, baron Haussmann, sous-préfet de Saint-Girons (Ed. du Boulbi, Pamiers, 1991) ou le recueil des meilleures caricatures sur Théophile Delcassé, chantre de l'Entente cordiale et de l'Alliance franco-russe, mais aussi député radical de Foix.

Lire également l'*Ariège d'autrefois*, étude minutieuse et remarquablement illustrée de Max et Denise Dejean, fondateurs du Musée paysan de Niaux (Ed. du Parc, 69130 Ecully,

tres départements plutôt que chez moi, qui suis d'ici, mais pense mal...

Observant sur la durée le monolithisme ariégeois, le pyrénéologue Michel Chevalier reconnaît à la gauche le mérite d'avoir enfin, psychologiquement, unifié un département jadis artificiellement formé du pays de Foix et du Couserans, culturellement et historiquement différents, le premier plus renoué et tourné vers la Méditerranée et l'Espagne, le second plus conservateur et regardant vers Toulouse et la Gascogne. Le professeur Chevalier note en revanche : « Il faut bien avouer qu'un non-socialiste est réduit, en Ariège, à une situation quelque peu marginale ».

Le socialisme sarcelisé dans le terroir de Foix s'écrit avec un F comme « fidélité », mais aussi comme « fief ». Il y a, dans cet attachement à la gauche, paradoxalement, un côté « serment féal » ressuscitant du fond des âges, sous une forme moderne, le lien quasi familial ayant uni de l'an mil à Henri IV - en devenant roi de France, le souverain de Navarre et dernier comte de Foix arima directement ses domaines au Royaume - les natifs de la terre fuxenne à leur « maître et père ».

« Cet aspect clanique des choses, un peu irrationnel parfois, n'est pas toujours très sain », va jusqu'à estimer Claude Delpé, lorsqu'il laisse parler le chercheur plus que le conseiller municipal socialiste de Foix. Le F peut, en effet, s'écarter aussi comme « filière ». Car s'est développé de longue date tout un maillage de petits services rendus - on cite même un député allant jusqu'à se charger des provisions de certains de ses électeurs isolés, - de mini-associations, de jeunes du coin partis vers les grandes villes et placés par leurs élus qui dans la gendarmerie, qui aux douanes, qui à La Poste, tel village même se spécialisant - exactement comme en Kabylie, dans le contexte de l'émigration vers la France - dans la fourniture de pompiers ou d'agents de lycée.

Le pivot de ce service d'entraide politico-économique s'appuie avant tout sur le réseau municipal du département, comprenant à présent quelque deux cents maires PS sur trois cents trente-deux chefs de municipalité, réseau relayé par trois parlementaires (sur trois) du même bord, et vingt conseillers généraux (sur vingt-deux). L'hégémonie radicale au temps de Delcassé, l'immuable député de Foix (1889-1919), « champion des faveurs et postes de

fonctionnaire pour ses compatriotes ariégeois », puis plus tard, la prépondérance socialiste reposent donc, en Ariège, sur un humus sociologique particulièrement épais, assez solide pour résister durablement au recul national du PS.

Parmi autres exemples de l'efficacité socialiste locale, la bonhomie active de Roger Barreau, maire de Seix et conseiller régional à Toulouse, ou l'énergie polyvalente du député Augustin Bonrepas, maire d'Orli et président de la Fédération européenne des élus de montagne : elles ne peuvent néanmoins empêcher, depuis peu, sous ce roc de Foix portant depuis le Moyen Âge le triple symbole viril de ses formidables donjons, de sourdre l'inquiétude de la plus menue préfecture de France (11 000 tins) face aux forts vents de l'Europe.

Au lycée Gabriel-Fauré de Foix, quelques élèves en casquette américaine écoutent l'un des leurs : « Demain, l'autoroute nous mettra à une demi-heure de Toulouse, et le tunnel routier du Puyomons, à deux heures de Barcelone. Fort bien pour les vides, mais ça fera une belle jambe à ceux qui, comme moi, voudront travailler ici, vivre ici. Savez-vous qu'à Foix, même, nous avons un Resto du cœur ? » Et

VOYAGE

du Bucur, un magnifique restaurant avec jardin parsemant sous l'ombre des immeubles caennais, comme si les pellicules de l'aviation oubliée ; et, le soir, on s'inventera un second Istanbul, pour se consoler de l'inévitable disparition du quartier du bazar de Sarajevo, en dînant aux chandelles le long des galeries de la très belle auberge Hanul Manuc, un ancien caravansérail datant du début du dix-neuvième siècle.

Par curiosité, sinon par un plaisir tantinet pervers, on peut aussi suivre, l'espace d'un soir, l'itinéraire tarifé des Occidentaux qui viennent ici traiter d'affaires : prendre une chambre à l'Intercontinental, puis descendre, le soir, au bar, avec sa rangée de prostituées qui attendent le client et sa petite mafia de chauffeurs de taxi proxénètes qui surveillent de loin les allées et venues de leurs protégées ; se rendre, enfin, dans un night-club où de riches investisseurs turcs, accompagnés d'escort-girls, frottent la bamboule, transformant une ténue boîte de nuit provinciale en cabaret oriental beyrouthin.

Les indémodables politiques, eux, referont le chemin de la « révolution » de décembre 1989 : piata Revolutiei, avec l'ex-immeuble du comité central, piata Romana, où le socle qui devait accueillir une statue « au triomphe du socialisme » est désormais occupé par un monument spontané, fait d'une croix de bois, aux « victimes de la révolution » ; et, bien sûr, piata Universitatii, que squattaient les « golans », avant

que ne les en délogent les mineurs de la vallée du Jiu...

Les démons du rétro, rechercheront, parmi les tombes du cimetière militaire de Ghencea, celle, anonyme mais fleurie quotidiennement (1), où seraient enterrés les époux Ceausescu. Une visite qu'on peut même coupler, si on a décidé d'être torturé, avec celle de l'église - la plus ancienne de Roumanie, dit-on - située sur l'île du lac de Snagov, à 35 kilomètres au nord de la ville, où serait enterré, en travers de la nef, afin qu'on ne puisse éviter de lui marcher dessus (1), rien de moins que... Vlad Tepes, l'Empereur, le « modèle » du divin Dracula (de *dracul*, le « diable » en roumain) de Bram Stoker.

Quant à ceux qui ont des plaisirs plus simples et plus sains, ils ne manqueront pas de se rendre au fameux Musée du village, dans l'élégant parc Herastrau. Sur une dizaine d'hectares champêtres, ce « village des villages roumains » rassemble, depuis 1936, une centaine de constructions rurales de toutes les régions du pays, pour la plupart transplantées (telles quelques fermes, églises en bois des Maramures et d'ailleurs, pressoirs, calvaires, granges, moulins à vent ou à aubes, entrepôts de poisson de la mer Noire, portails sculptés de Transylvanie et des étonnantes maisons à deux entées dans le sol que construisaient les paysans du sud de l'Olténie pour dissimuler leurs villages aux envahisseurs turcs. Presque une radiographie de l'histoire et du caractère national roumains.

Bucarest, cette ville incommode où les choses les plus simples, comme appeler d'une cabine téléphonique urbaine ou changer des traveller's chèques, peuvent s'avérer des courses d'obstacles insurmontables, et où, une fois sur quatre, les rames de métro sont plongées dans le noir intégral, est ainsi, pour qui veut bien apprendre à l'utiliser, un fantastique terrain de jeu pour l'imaginaire, pour tous les imaginaires.

Il suffit d'un chauffeur de taxi volubile, à grandes moustaches de macho, jonglant avec les mots français, roumains, espagnols et italiens, qui, pour vous ramener à l'aéroport, vous fait faire le tour complet, avec commentaires, des résidences de l'ex-nomenklatura (« Ici, la casa de Ceausescu, molto kitsch... A droite, la casa del présidente Iliescu ; hoy palais... Hé, normal, président ! »), pour que, sous un ciel clair de début d'été, cette ville, de prime abord rebuffante, redevienne ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être - et qu'elle redeviendra sans doute un jour : non point le « Paris des Balkans », mais une parente éloignée, mêlée de sang oriental, des grandes métropoles latines, Rome, Madrid ou Paris.

Notre cousine byzantine, un peu « fofolle », par alliance.

De notre envoyé spécial
Patrice Bollon

Guide

● Il n'est pas trop difficile, en temps normal, hors foires ou expositions, de trouver une chambre d'hôtel à Bucarest. A l'intercontinental (standard international, mais sans grand caractère), on préférera les vieux palais dix-neuvième siècle, tels que l'Athénée, et plus encore le Continental (56 calas Victorial, Tél. : 14-53-49. Grande et belle chambre double pour 100 dollars). Mais on peut aussi tenter l'ancien hôtel du Parti communiste, le Triumf, simple, propre et agréable, dans un beau parc en retrait de la chaussée Kiseleff (tél. : 18-41-10. Single à 150 francs environ).

Pour le restaurant Hanul Manuc, réserver bien à l'avance : c'est sans doute la meilleure adresse - en tout cas la plus romantique - de Bucarest (strada Iuliu Maniu 62. Tél. : 13-14-15. Excellent et abordable menu « typique » pour 100 francs environ, vin compris).

La brasserie Carul ou Bore se trouve strada Stavropoleos, et le Bucur strada Ponesru Borden 3. A midi, on peut déjeuner dans un cadre champêtre au Doia, au bord du parc Kiseleff (tél. : 17-67-15).

Pour se rendre au lac de Snagov, la voiture est le meilleur moyen. En passant, on voit un village « systématiquement » par Ceausescu, où les H.M. avaient tenté, en vain, de remplacer les mai-

sons individuelles que les paysans sortent en train de reconstruire. Intéressant.

Le Palais du peuple, actuellement, ne se visite plus. Mais l'extérieur suffit amplement au voyageur pressé, à qui l'on conseillera de se promener, derrière les grands immeubles du boulevard Unirii, dans ce qui reste du charmant quartier d'Uranus, où se tenait jadis l'arsenal.

Un des meilleurs livres récents sur la Roumanie et Ceausescu est *Baise la main que tu n'oses mordre*, du journaliste américain Edward Behr (Robert Laffont, 1991). Clair, bien informé, quoique pas toujours très subtil en regard à la situation actuelle des pays « byzantins ».



NOUS
RENDONS
FACILE
LA ROUTE
DE VOS
VACANCES

«Holiday Drive», la
réponse de Budget à
votre besoin de voiture
pendant vos vacances.
Pour plus de précisions,
appelez nous au :

(1) 46 86 65 65

Budget

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN SÉJOUR
AUX ANTILLES

avec

Jet
tours

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

Bridge

n° 1487

BATAILLE DE DAMES

Cette donne est tirée du Championnat d'Amérique centrale des dames de 1987. Dans le match entre les Vénézuéliennes et les Colombiennes, la déclarante Morella Pietri a pris la meilleure chance de gagner, mais Viviane Cahn Speyer l'a fait chuter, et elle a reçu le prix de la meilleure défense du championnat.

♠ D75	♥ V62	♦ AR74	♣ 763
♠ 106	♥ R98543	♦ 10D	♣ 1052
♠ V9832	♥ A10	♦ 8652	♣ RD
♠ AR4	♥ D7	♦ V93	♣ AV984

Ann. : S. don. Pers. vul.
Sud Ouest Nord Est
1 SA passe 3 SA passe

Ouest (Viviane Cahn) a entamé le 5 de Cœur. Est a mis l'As et a rejoint le 10 de Cœur. Ouest a pris la Dame de Cœur avec le Roi et elle a continué avec le 3 de Cœur pour le Valet du mort sur lequel Est a défaussé le 2 de Pique. Comment Morella Pietri en Sud doit-elle jouer pour gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Réponse :

Les perspectives ne sont pas très brillantes car il ne faut pas que Ouest puisse prendre la main. Toutefois, si Est a Roi, Dame de Trèfle ou même si Ouest a un gros honneur sec, on peut encore réaliser neuf levées en faisant quatre Trèfles. Mais il y a une petite chance supplémentaire si Ouest a la Dame de Carreau sèche car la déclarante pourra faire quatre levées à Carreau. Alors avec un Cœur, quatre Carreaux, trois Piques et l'As de Trèfle, il n'y a plus à se préoccuper des Trèfles.

Morella Pietri a donc commencé par tirer l'As de Carreau sur lequel Ouest, dans un trait de génie, a joué la Dame de Carreau ! Alors la déclarante a rejoint le 4 de Carreau et a fourni le 5 de Carreau pris par le 10 d'Ouest !

Bien joué par les deux brillantes championnes : la déclarante vénézuélienne, qui avait su prendre toutes ses chances, et son adversaire colombienne qui avait compris que seule une ruse pouvait sauver la situation.

LE COUP DU LAPIN

Le coup du lapin au bridge n'est pas une manœuvre technique particulière, mais le dernier coup que l'on inflige à l'adversaire pour qu'il abandonne toute résistance. La donne suivante publiée par Lucien Claden dans *Nice-Matin* est une bonne illustration sur la façon de résister en flanc de coup du lapin.

♠ 87432	♥ 963	♦ RD7	♣ 84
♠ DV10	♥ V10973	♦ V10973	♣ V10973
♠ AR965	♥ V84	♦ OS	♣ V863
♠ ARD10752	♥ ARD62	♦ A	♣ A

Ann. : S. don. N.S. vul.
Sud Ouest Nord Est
2 ♠ passe 2 ♠ passe 3 ♠ passe 3 ♠ passe

Ouest ayant entamé la Dame de Pique, Sud coupe et tire l'As de Cœur (sur lequel Ouest défausse le 2 de Trèfle), puis l'As de Trèfle (pour le 4, le 7 et le 6). Le déclarant rejoue le 10 de Cœur. Ouest jette le 5 de Trèfle et Est refuse de prendre avec le Valet de Cœur. Enfin, Sud tire As, Roi de Carreau sur lesquels Ouest fournit le 3, puis le Valet de Carreau. Comment Est doit-il jouer pour faire chuter ce PETIT CHELEM À CŒUR ?

Note sur les enchères

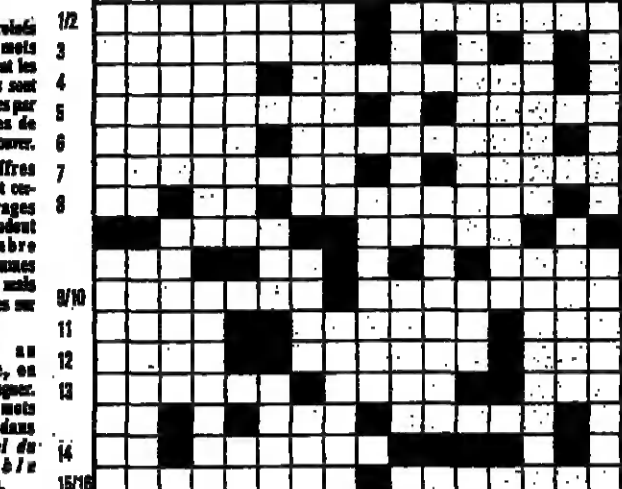
L'ouverture de « 2 Trèfles » était forcé de manche avec réponse à l'As. Sur la redemande de « 2 Cœurs », l'enchère de « 3 Trèfles » montrait une force à Trèfles et, au tour suivant, le saut à « 4 Cœurs » promettait trois atouts sans tromper l'ouvreur sur la valeur de la main après la réponse négative de « 2 Carreaux ».



Anacroisés (R)

n° 718

Les anacroisés sont des mots croisés dans les définitions sont symphonies par les lettres de mots à trouver.



HORIZONTALEMENT

1. AADILMIV. - 2. AAILRTV. - 3. AGHILNOR. - 4. DEHILPSY. - 5. AAEEMNRS (+ 2). - 6. AAEDEBGLR. - 7. ADEITTTU. - 8. AENORSUX. - 9. CCELOOR. - 10. BELORRUZ (+ 2). - 11. CINOVO. - 12. ARUSSU (+ 2). - 13. AELLOR. - 14. AEPURS (+ 2). - 15. EELHNS. - 16. EEEFLRX.

VERTICALEMENT

17. AACIMNO. - 18. AACEMRS. - 19. AAEOMRT. - 20. EMOORST (+ 1). - 21. EILMNT. - 22. CILLOP. - 23. AEEGNOS. - 24. CELLOS (+ 1). - 25. DEHISTT. - 26. AADRSY. - 27. EELANSY. - 28. EBOORT (+ 2). - 29. ADNNOOR. - 30. AEIOPRT. - 31. BEEFORSU. - 32. AAILMRT (+ 1). - 33. ADDEENOU. - 34. AENRUX. - 35. EHMOPRS. - 36. ELORST (+ 1). - 37. EELARUV. - 38. AAEIMOTZ.

SOLUTION DU N° 717

1. BECOTER. - 2. DAGUER, frapper à coups de daguer (DAGUE, GRADU). - 3. AOUTERON, ouvrir travaillant au nord. - 4. LUCARNE (LANCEUR, CANULIER). - 5. BENITIER. - 6. CASTEL, théâtre de marionnettes (SELETTAT). - 7. ISERON. - 8. ARMERENT.

- (MATERNEL). - 9. ENTETE (TENTEE). - 10. LESTEREZ. - 11. EPSOMITE (EPITOMES). - 12. NECTAIRE (CENTAURE). - 13. ACROPOLE. - 14. REALISE (LESER), REALISE, RESALIE, SALIERE. - 15. DISTILLA. - 16. ROUATES (SOURATE, TOU-RAS). - 17. ELUSIVE. - 18. TENUESE. - 19. PRESTER. - 20. AHEUKAT (m) obéiss. - 21. BLOCAL (présence d'un couple) qui alterne, entre celles des parents des deux conjoints. - 22. ECARTELA (ECLATERA, CULTERA, ECARLATE). - 23. ARUSPICE. - 24. CACOSMIES, position d'un être de mauvais oiseau (COINCAIES). - 25. RATURE. - 26. OROLES. - 27. TARIERE (ARETIER). - 28. PIERRE. - 29. LENTIGOS (LINTIGOS). - 30. RUEBERT. - 31. TOLERE. - 32. ATTELE (LATTED). - 33. ARTETTES d'Arzoz (ARSENITE). - 34. EMATES (TAMISEE). - 35. TUCISTES. - 36. UNISEXUE. - 37. TETENT. - 38. REALISER. - 39. RAIPONCE (IROCAINE, PIONCERA, PONCERAI, COPINERAI). - 40. AZEROLE. - 41. PARASOL. - 42. SECATEUR (TRACUSE, CAUTERES, SECURATES, RUTACEES).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

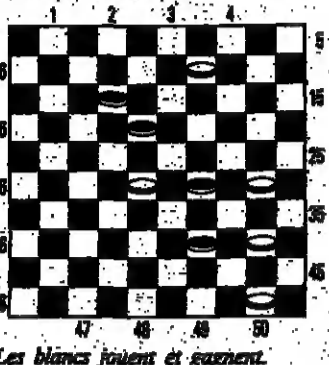
Dames

n° 432

LE COIN DU DÉBUTANT

• Coup des contraires : les pièces adverses doivent être dissuadées grâce à des sacrifices essentiels pour permettre à une dame blanche d'attaquer simultanément sur deux diagonales et interdire toute défense salvatrice.

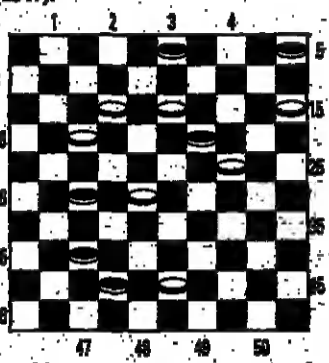
Exemple de schéma



Les blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 30-24 (29 × 20) 28-22 (18 × 27) 9-3 ! les Noirs sont mat.

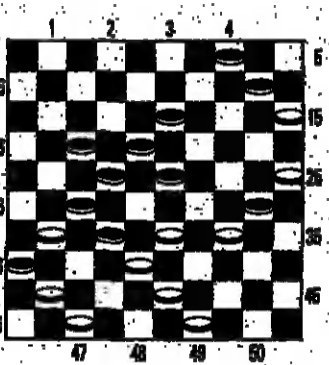
Exemple d'application. Grégoire (1847).



Les blancs jouent et gagnent.

PROBLÈME n° 432

A. CALZONA (1965)



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION DANS LA PROCHAINE CHRONIQUE

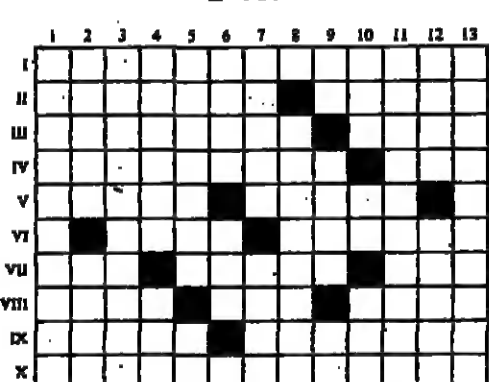
• Les lecteurs qui trouveront la solution peuvent, dans les dix jours, adresser directement la marche de gain à Jean Chaze, 6, rue Ampère, 07000 Privas.

• Les problèmes peuvent, pour publication dans le Monde, adresser leur problèmes inédits (ou supposés tels) directement à Jean Chaze.

Jean Chaze

Mots croisés

n° 717



HORIZONTALEMENT

- I. Folies douces. - II. Pour les jeux d'hiver. Commence une nouvelle vie. - III. Acquis. Avantagés même lorsqu'il est modeste. - IV. S'exécute par le fer. Aigri ou fidèle, selon l'accent. - V. Temple de l'ampleur. Son arôme chante. - VI. Petit morceau de dollar. Va donner la mort. - VII. Taille unique en Europe. Oxyde. On y trouve des dépôts de fond. - VIII. Il souffle où il veut. Réveille l'atmosphère. - IX. Prêtre. Va faire tout un fromage. - X. Rend le cœur gros.

VERTICALEMENT

1. Vit à crédit. - 2. Va aussi pour l'appétit. S'envoie en l'air. - 3. Dans l'ensemble plus douces que brillantes. - 4. Prend l'air sarcastique. Ville d'eau. - 5. En demandent trop. Voyelles. - 6. On trouve certains dépourvus de poésie. Bain de circonstances. - 7. Défient les prévisions. Spontanément comme il faut. - 8. Mis en équilibre. - 9. Importante réunion.

Nid de philosophes. Fut royal. - 10. Dans l'église. Note. Ne doit pas pouvoir se refermer. - 11. On l'a à l'œil. - 12. Ses ailes ne l'empêchent pas de marcher. Il est contraignant. - 13. Si on les recherche il n'y a qu'à les cueillir.

SOLUTION DU N° 716

- Horizontalement
I. Conquistador. - II. Odeur. Taverne. - III. Myrindes. Fat. - IV. Psi. Erasma. - V. Ossature. Non. - VI. Se. Pépiement. - VII. Tent. Anses. - VIII. Pièce. Star. - IX. Lipoma. Morte. - X. Loire. Fénou. - XI. Epaisissant.

- Verticalement
1. Compostelle. - 2. Odyssée. Iop. - 3. Néra. Appia. - 4. Qui. A priori. - 5. Urabte. Ems. - 6. Drupe. - 7. Stéarine. FI. - 8. Tassés. Mes. - 9. Av. Mesons. - 10. Défensétre. - 11. Oia. On. Anon. - 12. Retentirent.

François Dorlet

Echecs

n° 1490

TOURNOI INTERNATIONAL

de Dortmund, 1992.
Blancs : V. Anand (Inde).
Noirs : R. Hilmer (Allemagne).
Défense russe.

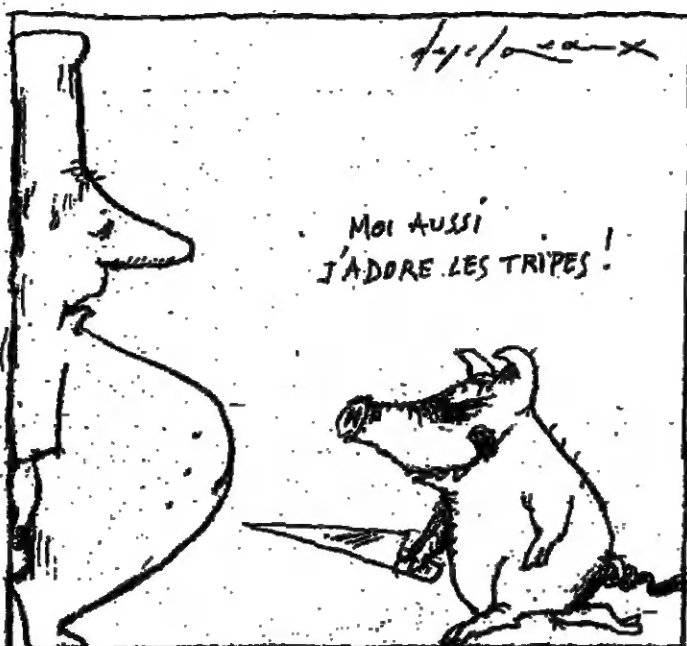
1. e4. - 2. e5. - 3. f4. - 4. f5. - 5. f6. - 6. f7. - 7. f8. - 8. f9. - 9. f10. - 10. f11. - 11. f12. - 12. f13. - 13. f14. - 14. f15. - 15. f16. - 16. f17. - 17. f18. - 18. f19. - 19. f20. - 20. f21. - 21. f22. - 22. f23. - 23. f24. - 24. f25. - 25. f26. - 26. f27. - 27. f28. - 28. f29. - 29. f30. - 30. f31. - 31. f32. - 32. f33. - 33. f34. - 34. f35. - 35. f36. - 36. f37. - 37. f38. - 38. f39. - 39. f40. - 40. f41. - 41. f42. - 42. f43. - 43. f44. - 44. f45. - 45. f46. - 46. f47. - 47. f48. - 48. f49. - 49. f50. - 50. f51. - 51. f52. - 52. f53. - 53. f54. - 54. f55. - 55. f56. - 56. f57. - 57. f58. - 58. f59. - 59. f60. - 60. f61. - 61. f62. - 62. f63. - 63. f64. - 64. f65. - 65. f66. - 66. f67. - 67. f68. - 68. f69. - 69. f70. - 70. f71. - 71. f72. - 72. f73. - 73. f74. - 74. f75. - 75. f76. - 76. f77. - 77. f78. - 78. f79. - 79. f80. - 80. f81. - 81. f82. - 82. f83. - 83. f84. - 84. f85. - 85. f86. - 86. f87. - 87. f88. - 88. f89. - 89. f90. - 90. f91. - 91. f92. - 92. f93. - 93. f94. - 94. f95. - 95. f96. - 96. f97. - 97. f98. - 98. f99. - 99. f100. - 100. f101. - 101. f102. - 102. f103. - 103. f104. - 104. f105. - 105. f106. - 106. f107. - 107. f108. - 108. f109. - 109. f110. - 110. f111. - 111. f112. - 112. f113. - 113. f114. - 114. f115. - 115. f116. - 116. f117. - 117. f118. - 118. f119. - 119. f120. - 120. f121. - 121. f122. - 122. f123. - 123. f124. - 124. f125. - 125. f126. - 126. f127. - 127. f128. - 128. f129. - 129. f130. - 130. f131. - 131. f132. - 132. f133. - 133. f134. - 134. f135. - 135. f136. - 136. f137. - 137. f138. - 138. f139. - 139. f140. - 140. f141. - 141. f142. - 142. f143. - 143. f144. - 144. f145. - 145. f146. - 146. f147. - 147. f148. - 148. f149. - 149. f150. - 150. f151. - 151. f152. - 152. f153. - 153. f154. - 154. f155. - 155. f156. - 156. f157. - 157. f158. - 158. f159. - 159. f160. - 160. f161. - 161. f162. - 162. f163. - 163. f164. - 164. f165. - 165. f166. - 166. f167. - 167. f168. - 168. f169. - 169. f170. - 170. f171. - 171. f172. - 172. f173. - 173. f174. - 174. f175. - 175. f176. - 176. f177. - 177. f178. - 178. f179. - 179. f180. - 180. f181. - 181. f182. - 182. f183. - 183. f184. - 184. f185. - 185. f186. - 186. f187. - 187. f188. - 188. f189. - 189. f190. - 190. f191. - 191. f192. - 192. f193. - 193. f194. - 194. f195. - 195. f196. - 196. f197. - 197. f198. - 198. f199. - 199. f200. - 200. f201. - 201. f202. - 202. f203. - 203. f204. - 204. f205. - 205. f206. - 206. f207. - 207. f208. - 208. f209. - 209. f210. - 210. f211. - 211. f212. - 212. f213. - 213. f214. - 214. f215. - 215. f216. - 216. f217. - 217. f218. - 218. f219. - 219. f220. - 220. f221. - 221. f222. - 222. f223. - 223. f224. - 224. f225. - 225. f226. - 226. f227. - 227. f228. - 228. f229. - 229. f230. - 230. f231. - 231. f232. - 232. f233. - 233. f234. - 234. f235. - 235. f236. - 236. f237. - 237. f238. - 238. f239. - 239. f240. - 240. f241. - 241. f242. - 242. f243. - 243. f244. - 244. f245. - 245. f246. - 246. f247. - 247. f248. - 248. f249. - 249. f250. - 250. f251. - 251. f252. - 252. f253. - 253. f254. - 254. f255. - 255. f256. - 256. f257. - 257. f258. - 258. f259. - 259. f260. - 260. f261. - 261. f262. - 262. f263. - 263. f264. - 264. f265. - 265. f266. - 266. f267. - 267. f268. - 268. f269. - 269. f270. - 270. f271. - 271. f272. - 272. f273. - 273. f274. - 274. f275. - 275. f276. - 276. f277. - 277. f278. - 278. f279. - 279. f280. - 280. f281. - 281. f282. - 282. f283. - 283. f284. - 284. f285. - 285. f286. - 286. f287. - 287. f288. - 288. f289. - 289. f290. - 290. f291. - 291. f292. - 292. f293. - 293. f294. - 294. f295. - 295. f296. - 296. f297. - 297. f298. - 298. f299. - 299. f300. - 300. f301. - 301. f302. - 302. f303. - 303. f304. - 304. f305. - 305. f306. - 306. f307. - 307. f308. - 308. f309. - 309. f310. - 310. f311. - 311. f312. - 312. f313. - 313. f314. - 314. f315. - 315. f316. - 316. f317. - 317. f318. - 318. f319. - 319. f320. - 320. f321. - 321. f322. - 322. f323. - 323. f324. - 324. f325. - 325. f326. - 326. f327. - 327. f328. - 328. f329. - 329. f330. - 330. f331. - 331. f332. - 332. f333. - 333. f334. - 334. f335. - 335. f336. - 336. f337. - 337. f338. - 338. f339. - 339. f340. - 340. f341. - 341. f342. - 342. f343. - 343. f344. - 344. f345. - 345. f346. - 346. f347. - 347. f348. - 348. f349. - 349. f350. - 350. f351. - 351. f352. - 352. f353. - 353. f354. - 354. f355. - 355. f356. - 356. f357. - 357. f358. - 358. f359. - 359. f360. - 360. f361. - 361. f362. - 362. f363. - 363. f364. - 364. f365. - 365. f366. - 366. f367. - 367. f368. - 368. f369. - 369. f370. - 370. f371. - 371. f372. - 372. f373. - 373. f374. - 374. f375. - 375. f376. - 376. f377. - 377. f378. - 378. f379. - 379. f380. - 380. f381. - 381. f382. - 382. f383. - 383. f384. - 384. f385. - 385. f386. - 386. f387. - 387. f388. - 388. f389. - 389. f390. - 390. f391. - 391. f392. - 392. f393. - 393. f394. - 394. f395. - 395. f396. - 396. f397. - 397. f398. - 398. f399. - 399. f400. - 400. f401. - 401. f402. - 402. f403. - 403. f404. - 404. f405. - 405. f406. - 406. f407. - 407. f408. - 408. f409. - 409. f410. - 410. f411. - 411. f412. - 412. f413. - 413. f414. - 414. f415. - 415. f416. - 416. f417. - 417. f418. - 418. f419. - 419. f420. - 420. f421. - 421. f422. - 422. f423. - 423. f424. - 424. f425. - 425. f426. - 426. f427. - 427. f428. - 428. f429. - 429. f430. - 430. f431. - 431. f432. - 432. f433. - 433. f434. - 434. f435. - 435. f436. - 436. f437. - 437. f438. - 438. f439. - 439. f440. - 440. f441. - 441. f442. - 442. f443. - 443. f444. - 444. f445. - 445. f446. - 446. f447. - 447. f448. - 448. f449. - 449. f450. - 450. f451. - 451. f452. - 452. f453. - 453. f454. - 454. f455. - 455. f456. - 456. f457. - 457. f458. - 458. f459. - 459. f460. - 460. f461. - 461. f462. - 462. f463. - 463. f464. - 464. f465. - 465. f466. - 466. f467. - 467. f468. - 468. f469. - 469. f470. - 470. f471. - 471. f472. - 472. f473. - 473. f474. - 474. f475. - 475. f476. - 476. f477. - 477. f478. - 478. f479. - 479. f480. - 480. f481. - 481. f482. - 482. f483. - 483. f484. - 484. f485. - 485. f486. - 486. f487. - 487. f488. - 488. f489. - 489. f490. - 490. f491. - 491. f492. - 492. f493. - 493. f494. - 494. f495. - 495. f496. - 496. f497. - 497. f498. - 498. f499. - 499. f500. - 500. f501. - 501. f502. - 502. f503. - 503. f504. - 504. f505. - 505. f506. - 506. f507. - 507. f508. - 508. f509. - 509. f510. - 510. f511. - 511. f512. - 512. f513. - 513. f514. - 514. f515. - 515. f516. - 516. f517. - 517. f518. - 518. f519. - 519. f520. - 520. f521. - 521. f522. - 522. f523. - 523. f524. - 524. f525. - 525. f526. - 526. f527. - 527. f528. - 528. f529. - 529. f530. - 530. f531. - 531. f532. - 532. f533. - 533. f534. - 534. f535. - 535. f536. - 536. f537. - 537. f538. - 538. f539. - 539. f540. - 540. f541. - 541. f542. - 542. f543. - 543. f544. - 544. f545. - 545. f546. - 546. f547. - 547. f548. - 548. f549. - 549. f550. - 550. f551. - 551. f552. - 552. f553. - 553. f554. - 554. f555. - 555. f556. - 556. f557. - 557. f558. - 558. f559. - 559. f560. - 560. f561. - 561. f562. - 562. f563. - 563. f564. - 564. f565. - 565. f566. - 566. f567. - 567. f568. - 568. f569. - 569. f570. - 570. f571. - 571. f572. - 572. f573. - 573. f574. - 574. f575. - 575. f576. - 576. f577. - 577. f578. - 578. f579. - 579. f580. - 580. f581. - 581. f582. - 582. f583. - 583. f584. - 584. f585. - 585. f586. - 586. f587. - 587. f588. - 588. f589. - 589. f590. - 590. f591. - 591. f592. - 592. f593. - 593. f594. - 594. f595. - 595. f596. - 596. f597. - 597. f598. - 598. f599. - 599. f600. - 600. f601. - 601. f602. - 602. f603. - 603. f604. - 604. f605. - 605. f606. - 606. f607. - 607. f608. - 608. f609. - 609. f610. - 610. f611. - 611. f612. - 612. f613. - 613. f614. - 614. f615. - 615. f616. - 616. f617. - 617. f618. - 618. f619. - 619. f620. - 620. f621. - 621. f622. - 622. f623. - 623. f624. - 624. f625. - 625. f626. - 626. f627. - 627. f628. - 628. f629. - 629. f630. - 630. f631. - 631. f632. -

SANS VISA
TABLE

Triomphe de la tripe

Le troisième Trophée des mères cuisinières vient de se dérouler à Vichy (1). En 1990, ce fut le trophée Mère Brazier exaltant la cuisine lyonnaise et que remporta Elisabeth Bourgeois, du Mas Tourteron, à Gordes. L'an dernier, c'était la troyenne Marie Venturino et la Provence qui furent à l'honneur avec, pour gagnante, Reine Sammut, de La Fenêtre, à Lourmarin. Cette fois, le trophée Mère Poulard ne pouvait que mettre à l'honneur la cuisine normande.

Elle ne manque point d'effluents et de « plats phares » (de la marmite dieppoise au poulet vallée d'Auge, des tripes à la mode de Caen au canard rouennais, des bourdelots et douillons au dessert). Mais la lauréate, Lylane Benoit, du Soubise (à Soubise, près de Rochefort), cuisinière déjà fort connue pour ne pas être célèbre, a voulu honorer plus « intensément » et plus originalement Annette Bontant, épouse de Victor Poulard et qui rendit célèbre son établissement du mont Saint-Michel par une omelette dont le secret n'était sans doute que la qualité exceptionnelle des œufs et du beurre employés. Passons. Lylane Benoit, donc, a dû penser avec Rabelais : « Tout pour la tripe ! » Mais, au lieu de les préparer banalement à la mode de Caen, elle a choisi celle de La Ferté-Macé. Un poète les a chantées :



Les tripes ailleurs connues
Sont menues.
On les aime, à La Ferté
En gentils paquets roulés,
Affublés
D'une billette au côté.

Et effectivement, coupées en lamelles et celles-ci roulées avec un morceau de chair de pied de

veau, cela forme un petit paquet tenu à l'aide d'une billette de bois (les cure-dents de bois vendus dans le commerce feront l'affaire). On dispose alors ces petits paquets (à remarquer que l'on retrouve ici les pieds et paquets marseillais et les tripoux rovergais) en marmite sur un lit de

légumes semés de noisettes de beurre et d'aromates, mouillés d'un verre de calvados et on fait cuire à feu doux une fois la marmite couverte et lutée. Le jury, présidé par Reine Sammut, la lauréate 1991, fut tant séduit qu'il décida de ne point classer de deuxième ou troisième.

Un prix Espoir était décerné aux cinq finalistes, jeunes apprenties ou élèves de lycées hôteliers.

Mais ce qu'il convient de signaler, à mon sens, c'est qu'il est interdit aux concurrentes de rien apporter de pré-cuisiné. Elles ont quatre heures pour préparer leur plat sous les yeux de surveillantes et à partir de produits bruts et de qualité. On voudrait que tous les concours culinaires soient ainsi.

Sans doute Lylane Benoit mettra-t-elle à sa carte du Soubise, cet été, les tripes de La Ferté-Macé. Mais si vous ne pouvez quitter Paris, notez qu'elles figurent à la carte de Jacques Hébert (38, rue Sébastien-Mercier, 75015 Paris. Tél. : 45-57-77-88) qui est « de par là-bas » et dont le « papa » est charcutier au pays !

La Reynière

(1) Organisé par Simone Lemaire, présidente d'honneur de l'ARC, et créatrice de l'Académie des mères cuisinières.

SAISON

Le melon

Le poète Saint-Amant, qui faisait rimer son nom avec gourmand, est l'auteur publié et fameux d'un éloge en vers du melon : « O beaucoup mieux que l'or, chef-d'œuvre d'Apollon / fleur de tous les fruits, le ravissant melon ». Le melon est-il particulièrement nuisible, se demandaient cependant les auteurs anciens, voyant succomber après une collation de ce fruit pontifié et souverain, Clément VIII, pape, comme Albert II, empereur d'Autriche ? On accusait le succum pessimum, suc pernicieux, qu'il était censé contenir. Doctes et médecins du dix-septième siècle soupçonnaient le melon de propager la peste.

Aujourd'hui, peu de choses pourraient nous contenter, voire nous rassurer. A savoir que le melon est du goût, et ne soit pas, trop souvent, à la chaumière comme au palais, une véritable cucurbitacée, soit une courge fade. Choisir un melon mûr et délicieux procède d'une démarche rigoureuse, sinon difficile. Convient-il alors, pour le choisir, de faire son marché avec cette machine dite de Guiraud, qui permet de déterminer la teneur en sucre du fruit ? Le conseil du marchand avisé suffira le plus souvent.

Si le melon a beaucoup voyagé dans les temps historiques, il a, à l'abordé des côtes de la Gascogne, qui nous le renvoie, par avion, comme un fruit exotique, et cet hiver les Parisiens eurent le plaisir de déguster - à grands frais - le vrai - cette ambrosie.

digne des dieux et de franche couleur.

Curieux périples que celui du melon, que l'on a souvent confondu avec la pastèque. Les Vilmorin le font apparaître au sud de l'Afrique, où il croissait naturellement, puis se répandit en Egypte, d'où il nous serait parvenu dès l'Antiquité. On le trouve représenté sur les tables d'offrandes, et le récent *Grand Livre des fruits* (1) le confirme en montrant une magnifique peinture murale de Thèbes où figure le melon. Les Arabes le connaissent venant de l'Inde, du pied de l'Himalaya, qui est une réserve botanique inépuisable, et ils l'acclimatèrent dans toute la Méditerranée.

Cette étonnante archéologie migratoire des végétaux utiles est une odyssée que vient confirmer l'actuelle « Exposition des fruits et légumes » du Jardin des plantes, dont le *Grand Livre* est le répertoire idéal.

Le melon que nous connaissons, *melopepo*, aimé de l'Italie, fait son apparition en France avec Charles VIII. Les cantaloups vont prospérer à Cavillon, justement. Cantalupo était un lieu-dit, une villa de plaisance des papes, où les moines cultivaient le genre *Cucumis melo* : cantaloups, melons brochés et autres « sucres » de légende. C'était un cadeau des papes au Comtat Venaissin. Le melon ne quitte plus la table des grands, de Catherine de Médicis, reine de France, à Henri IV jusqu'à Louis XIV, qui en est friand.

En 1990, la France a produit 280 000 tonnes de melons, dont tous ne finissent pas rituellement dans la cour de la préfecture de Vaucluse, ni dans les rues adjacentes d'Avignon, comme après 1968. Les variétés très appréciées du temps des Vilmorin, dont on réédite le précieux catalogue (éd. 1990), ont disparu de la production quasi industrielle de masse, qui est uniforme. On connaît, pour mémoire, parmi les variétés et espèces du genre *Cucumis*, le cantaloup à fond noir, la boule de Siam, et surtout le cantaloup d'Alger ; celui des Carmes, le gros morin ou tête de maure. Outre que regretter ce qui n'est plus est vain, contestons-nous de louer le melon tardif de la Provence sèche et celui des Basses-Alpes qui, en août, jettent les plus beaux parfums. A la condition, toutefois, que leur pied n'ait pas été arrosé la veille de la cueillette, pour faire bon poids.

L'usage, issu de l'ancienne diététique, est de manger le melon au début du repas et d'ainsi conjurer ses possibles effets déliques en le saupoudrant de poivre. On préférera, en été, la soupe de melon et pamplemousse au muscad des Beaumes-de-Venise que propose l'île Soudante (7, rue Racine, 84000 Avignon, Tél. 90-82-25-60), agréable et généreuse maison aux accents du terroir. Le melon émincé avec le gingembre frais peut aussi relever la saveur d'un canard froid. C'est une recette du livre, rafraîchissant et léger, le *Jane Grigson's Fruit Book* (2).

Un vin généreux est recommandé avec le melon. Michel Guérard à Eugénie-les-Bains, dont les melons proviennent de Lectoure (Gers), proposera un jumaron. Dans les Charentes, on choisira un pineau, à Périgord un maury. Le comte de Babatane, cité par Henri Lecoq (3) préférerait un jerez. Et pourquoi pas un amontillado, souple et puissant à la fois. Dans le charmant *Jardin crétois* du Prince-de-Galles (4), le chef Dominique Cecillon présente un melon à la badiane marié avec un meursault 1987, comte de Moucheron, vin noble d'une haute densité colorée et florale.

Puiser que de louer le fruit que, dit-on, il contiendrait, il convient toujours d'associer le vin aux qualités fruitières qui le font s'épanouir. Car, nous rappelle la délicieuse Jane Grigson, le goût du fruit est toujours celui du paradis perdu. Le melon était-il le fruit défendu du jardin d'Eden ?

Jean-Claude Ribaut

- (1) Le Grand Livre des fruits et des légumes, D. Mellier et Pierre Vannier, la Manufacture 1991.
- (2) Jane Grigson's Fruit Book, Penguin 1983.
- (3) Les Fruits de France, Henri Lecoq, Messon 1984.
- (4) Restaurant de l'hôtel Prince-de-Galles, 33, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. : 47-23-55-11.

Semaine gourmande

en deux salles quelque soixante-dix couverts (plus un salon de cinquante couverts au premier).

La carte est méditerranéenne et très « poisson » : du panaché de fruits de mer gratiné aux raviolis de tourteau, du paillason de langoustines au safran au rouget à l'infusion de vin rouge, du loup rôti à l'huile de Maussane aux trois poissons aux lentilles vertes. Mais avec aussi un excellent foie gras salade au jus de truffe, le salmis de colivet poivre rose, le blanc de volaille de Bresse fleur de thym, etc. Excellents

desserts et bonne cave à prix plus qu'honnêtes (un gigot 1987 à 200 F). Pains aux noix et aux olives noires avec les fromages. Compter de 400 F à 500 F.

Mais il y a un menu-carte à 200 F (deux choix d'entrées, poissons ou viandes, chèvre chaud et desserts) qui attire déjà la clientèle locale et fera plaisir aux touristes.

Les Vieux Murs, avenue Amiral-de-Grasse à Antibes (06600). Tél. : 93-34-09-73. AE-CE. Voturier.

Les Vieux Murs à Antibes

Depuis des années, Georges Romano animait Paul et Franco (avenue Niel). Mais il avait le mal du pays, tout autant que Suzanne, son épouse. Les y revoilà. Ils viennent de reprendre (après un sérieux lifting) les célèbres Vieux Murs antebis (à l'heure de la disparition de la Bonne Auberge, c'est une bonne antebis). Ces vieux murs des remparts, tout clairs, abritent

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Ardèche

07520 LA LOUVESC
HÔTEL LE MONARQUE**
LOGIS DE FRANCE
Séjour touristique et chaleureux.
Tél. : 75-67-80-44.

Côte d'Azur

06500 MENTON
HÔTEL VILLA
NEW-YORK**
FORFAIT SOLEIL 7/7 nuits en 1/2 pers.
Grand confort. TV couleur, climatisé.
161. Vue panoramique. Jardin exotique.
Parking clos. La TRANQUILLITÉ à
100 m des plages.
Tél. : 93-35-78-49. Fax : 93-28-55-07.

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plaisir centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

SAVOIE

Saint-Jean-d'Arves
Accueil, authenticité, plein du soleil
d'été à 1 600 m. Randonnées.
Tir à l'arc, équitation, tennis, minigolf. Plaisir des traditions agricoles : fromage à l'alpage - Fêtes du village, animation quotidienne, nombreux chalets, appartements, studios en location.

Hôtel ***
Tous renseignements : Office de Tourisme
73500 Saint-Jean-d'Arves
Tél. & Fax : 79-59-72-97.

Hôtel de l'Œuvre ROUGE***
Logis de France (guide Auto-Journal).
Cuisine et vins Savoyards
où les disciples d'Escoffier se retrouvent.
« Famille Sarrier » tél. : 79-59-70-99.

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)

2 040 m, site classé du XVIII^e siècle.
Eti-éther, plus haute comm. d'Europe.
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade.
Meubles, chambres studios, chambres,
1/2 pers., pens. complètes, s.d. libre.
HÔTEL LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
et HÔTEL LE BEAUREGARD
tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.

Paris

FORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-83-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)
Petit déjeuner à 25 F
TV couleur. Tél. direct, minibar.

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 430 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
ANNEXE LOUIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24500 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 33-29-95-94 - Fax : 33-28-42-96.

Grenadines

CANOUAN

De préservée
Le rêve des mers du Sud,
le sable blanc, les cocotiers,
le bleu turquoise, le soleil
ROBINSON TOUT CONFORT
CANOUAN BEACH HOTEL
Minibar : 3615 CBU
Tél. : 16 (1) 34-86-41-02

Italie

VENISE - San-Marco N. 1938

Hôtel LA VENICE
ET DES ARTISTES***
Tél. : (41)52-32-333 Fax 52-03-721
et son restaurant
Nouvelle ambience « bohème »
TAVERNA LA VENICE
Tél. : (41)52-23-856 Fax 52-37-866

Suisse

VACANCES EN SUISSE ITALIENNE

La vie en « villa » ou l'avantage
de se sentir vraiment chez soi
dans l'une des dernières demeures
d'époque de Locarno.

Chambres sur le lac avec bain
ou douche, W.C. et balcon.
Jardins, dépendances,
vaste terrasse panoramique.

HÔTEL VILLA PALMIERA
CH-6600 LOCARNO/LAC MAJEUR
Tél. : 19-41 93-33-14-41 ou 42

CH-1854 LEYSIN 1400 m
Alpes vaudoises

HÔTEL SYLVANA***
Sport. Détente. Randonnée pédestre.
Chambres tout confort.

T.V. demi-pens. dès 75 F 71,-
(env. FF 250,-) Famille Bonelli.
Tél. 19-41/2534-11-36
Fax : 19-41/2534-16-14

CH-6903 LUGANO

L'HÔTEL WASHINGTON***
Situation calme près gare et
centre-ville - Grand parc et parking
1/2 pension : FS. 82 à 89 par pers.
Tél. : (1941) 91/56-41-36.

CH-1110 MORGES Lac Léman

HÔTEL DU MONT-BLANC AU LAC
Entre Lausanne et Genève, situation
tranquille sur les quais.
Hôtel d'affaires et vacances.

2 restaurants - Terrasse.
Tél. : 19-41/2518-20 72
Fax : 19-41/2518 51 32
A 800 m. sortie autoroute.

TOURISME

CANADA en ONTARIO
Stage cours d'anglais et golf
14 à 18 ans - 9 au 31 juillet
Excursions, hébergement en famille.
Encadrement et cours par professionnels.
GOLF ÉVASIONS, 5, rue de Solihéro,
75007 Paris. Tél. : (1) 47-53-89-21.

TOURISME

VENISE

à LOUER

APPARTEMENTS aménagés
sur GRAND CANAL et Central
pour long week-end, semaine et plus
2/4 pers. - transport/jour/bateaux
Vivre à Venise
6, rue de Solihéro 75007 Paris
Tél. : (1) 47-53-89-21.

La Taverne

L'Ambassade d'Alsace
des grands boulevards.

24 Bd des Italiens. Paris 9^e
Tél. : 47.70.16.64

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS BRILLMAN, 37, r. François-I,
47-23-54-42. Jusz. 22 h 30. Cadre élég.
F. samedi, dimanche.

COPENHAGUE

FLORA DANICA, 1^{er} étage
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ
142, av. des Champs-Élysées, 48-58-20-41

CONVENTION

LE DEY, 109, rue Croix-Nivert, 19
9ème. Tél. : 48-23-41-41

Cuisine algérienne : Bourci, Chorb
Choix de couscous et tagine algériens.

CRÉTEIL

LA TERRASSE DE CRÉTEIL - 42-47-15-94
39, avenue de Verdun, 94000 CRÉTEIL
« LA SANTÉ PAR LA MER » Spéc. de poissons
carte suggestions à 180 F. Terrasse d'été.

GOBELINS

ENTOTTO, 47-48-51 - 7, rue
14, r. L.M. Nalanda, 13^e

Spécialités éthiopiennes.

MAUBERT

LA COUR COLBERT,
12, rue Hôtel-Colbert. 5. 43-54-61-99.
Tél. Cadre XVIII^e
authent. PMR 220 F.

Comment parler à un Black Feet



E.S. CURTIS/ED. ALBIN MICHEL

Indiens Black Feet du Montana vus par Edward S. Curtis au début du siècle.

« Comment pénétre-t-on dans le monde indien ? »

Les Indiens ont été trop souvent trompés par les Blancs pour qu'il n'y ait pas besoin de quelques préalables témoignant de la bonne volonté du visiteur. Je ne suggère pas que les Européens aillent jusqu'à apprendre une langue indienne, ce qui serait extrêmement difficile, mais, si vous parvenez à entrer en contact avec eux et leur faites savoir que vous êtes intéressés par leur culture, ils s'ouvriront.

Les Indiens ne sont pas aussi inaccessibles que la plupart des gens le pensent. Tous ne sont pas silencieux, le visage figé. Ils peuvent être tout à fait démonstratifs lorsqu'ils ont confiance en vous. S'ils vous jugent bon, s'ils pensent que vous n'êtes pas là pour les dépouiller, alors ils vous acceptent.

Pour les simples voyageurs, il faut savoir que, lorsque vous venez aux États-Unis et que vous vous rendez à un *pow wow*, vous n'assistez pas à un événement pour touristes, mais à une assemblée des Indiens pour les Indiens. Ce n'est pas devenu du folklore pour touristes, bien que vous soyez autorisés à observer et à photographier, et que l'on vous vende des bijoux ou des poteries. Il n'empêche que le préalable à toute visite doit être de s'informer, de lire.

« A quel type d'ouvrages pensez-vous ? »

Il y a *Entree mon cœur* (2), le grand classique paru à la fin des années 60. L'auteur y a collecté les histoires de différentes tribus, relatant leurs rencontres avec les Blancs de 1860 à 1890 et comment ceux-ci leur ont volé leurs terres, les ont massacrés, en passant de l'est à l'ouest du continent. Mais il y a surtout les nombreux romans écrits par des Indiens qui font pénétrer vraiment au cœur de leur culture, comme celui de N. Scott Momaday, *House Made of Dawn* (3), qui a remporté le prix Pulitzer en 1969. Depuis, on a assisté à un authentique épanouissement d'une litté-

ture indienne. Mon *Hiver dans le sang* a été publié en 1974 et s'enracine dans mon expérience dans les réserves des plaines du Nord. Au Sud-Ouest, Leslie Marmon Silko a écrit en 1976 *Cérémonie* (4), qui touche à la vie des Indiens Pueblos. Les romans offrent des points de vue intérieurs vécus des différentes cultures indiennes, meilleurs sans aucun doute que les ouvrages historiques ou d'anthropologie.

« Et parmi les auteurs blancs ? »

Ils viennent tout de même du dehors. Mais, pour le Sud-Ouest par exemple, Tony Hillermann reflète bien la culture navajo et parvient à nous la faire découvrir dans le contexte d'un roman policier. Mais les livres écrits par les Indiens sur eux-mêmes sont préférables à ceux écrits par les Blancs.

« Danse avec les loups a-t-il eu l'effet positif qu'on lui a prêté ? »

Indéniablement, en cela qu'il montrait une expérience indienne très proche de ce qu'elles ont probablement été à cette époque. Mais le film a tendance à être trop noir et trop blanc. Par exemple, les Pawnees sont trop méchants, et les Sioux trop bons. Et le point de vue est celui du héros blanc, Kevin Costner. Il s'empare d'une fille Sioux, et c'est bien sûr une esclave blanche : il ne peut pas tomber amoureux d'une Indienne. Il y a une vingtaine d'années, *Little Big Man*, d'Arthur Penn, avait fait un remarquable travail pour la culture indienne.

« Tout cela a renforcé cette quête de certains Blancs pour retrouver des valeurs indiennes. »

La plupart des Indiens ne trouvent pas cela très sérieux. Ces gens cherchent un certain nombre de réponses à leurs problèmes et pensent les trouver au fond de l'âme indienne, dans le lien qu'elle entretient avec la terre. C'est vrai qu'autrefois, avant l'arrivée des Blancs, il

Du Nouveau-Mexique au Montana, les voyageurs sont de plus en plus nombreux à vouloir s'approcher des grands territoires indiens des États-Unis. Poète, romancier et professeur de littérature indienne contemporaine aux universités Cornell (New-York) et de Washington, James Welch, Indien Black Feet, qui vient de séjourner en France (1), trace quelques repères historiques et culturels pour aider à la compréhension des communautés indiennes.

Il y avait un univers de haute spiritualité qui a peut-être été parfait. Les tenants du *new age* s'imaginent que, en se reliant au monde indien, ils parviendront eux aussi à cette spiritualité. Mais ils se mystifient eux-mêmes, car il en faut un peu plus avant d'être intégré dans un monde traditionnel. Leur démarche reste totalement superficielle.

« Auparavant, les hippies sont allés eux aussi vers les Indiens, et cela n'a pas été sans effet sur les mouvements des années 70. »

Ils se sont rapprochés des Indiens pour vivre leur vie, puis ils sont partis. C'est une simple mode, un snobisme : ils viennent et ils partent. Les *newagers* auront disparu dans cinq ans. Les Indiens, eux, restent là dans leur univers. Ils aident ces gens mais savent qu'ils sont là aujourd'hui et seront ailleurs demain. Jusqu'à ce qu'une nouvelle mode apparaisse.

« Comment les cultures ont-elles évolué ? »

La perfection de la culture ancienne, celle fondée sur le bison, a disparu. Les Indiens mangent du bœuf et cela n'a évidemment pas la même signification spirituelle : cela nourrit le corps mais pas l'esprit. Et les cérémonies sont devenues plus abstraites. La plupart des tribus des

plaines du Nord, par exemple, ont une danse du soleil : le soleil est l'esprit. C'est important d'offrir cette danse chaque été, de faire des sacrifices pour apaiser le soleil, pour qu'il puisse briller favorablement. Ce sont des rites plus abstraits qu'autrefois.

Les Indiens sont partagés à l'heure actuelle : il y a ceux qui entendent continuer à suivre la tradition des temps anciens, et les progressistes qui pensent que le développement économique est plus important. Les traditionalistes estiment que cela ne vaut pas la peine de tenter de réussir dans le monde extérieur, ils préfèrent rester et perpétuer la tradition, même si cela signifie la misère pour eux.

« La conscience de l'identité indienne s'est-elle vraiment renforcée ces vingt dernières années ? »

Assurément. Dans les années 10, 20 ou 30, la politique du gouvernement était d'exterminer la culture indienne. Les Indiens n'avaient pas le droit de parler leur langue, c'était contre la loi. Les Indiens n'avaient pas le droit de pratiquer leur culture traditionnelle, c'était contre la loi. Ils devaient couper leurs cheveux courts, porter des vêtements d'hommes blancs, aller dans des pensionnats. La poli-

tique officielle était de les conduire à oublier leur indigénat pour se fondre dans le grand melting-pot américain. Et cela a failli marcher, particulièrement dans les petites tribus. Mais ces vingt dernières années en effet, depuis le début des années 70, depuis la fondation de l'American Indian Movement (AIM), depuis Wounded-Knee, les Indiens ont réalisé qu'ils étaient en train de disparaître et ils ont fait un effort concerté de reconquête, pour apprendre leur langue aux jeunes, pour préserver les traditions. Et maintenant c'est redevenu aussi fort que dans les temps anciens, avant les contacts avec les Blancs.

« Qu'est-ce qui a permis aux Indiens de survivre, et comment voyez-vous l'avenir ? »

Ils ont tenu par la force de leur culture, de leurs traditions. Le problème est que, dans les conditions économiques actuelles, je ne vois pas comment ils vont survivre. Il n'y a pas d'industries dans les réserves, le chômage peut atteindre de 75 % à 80 % de la population. Le désespoir est immense, car nombreux sont ceux qui ne sont pas capables de subvenir aux besoins de leur famille et en viennent à boire. L'alcoolisme, dans certaines réserves, touche de 60 % à 75 % d'entre eux. On peut attribuer cela à l'absence d'emplois : ils n'ont pas grand-chose dont ils puissent se sentir fiers, à moins que les traditions ne deviennent un élément moteur de leur vie.

« Le futur est-il dans la tradition ? »

Le futur est dans la tradition, mais je ne pense pas que la tradition seule soit assez forte pour les soutenir. Les bisons ont disparu, il n'y a pas assez de terre pour chacun, ils sont dans une impasse et finissent par ne subsister qu'avec l'assistance publique. Je suis pessimiste quand je pense au futur des Indiens, je l'imagine difficile sans quelque miracle économique. Les grandes sociétés ne veulent pas investir dans les réserves, elles in-

gignent que les Indiens seraient de mauvais ouvriers, qu'ils seraient saouls tout le temps, qu'ils ne seraient pas assidus. Mais ce n'est pas le cas : celles qui se sont installées ont vu que les Indiens pouvaient travailler comme tous les autres.

« Nous retrouvons les thèmes de vos romans. »

C'est un véritable dilemme pour les jeunes Indiens de partir au loin à l'université, ou dans les écoles supérieures. Lorsqu'ils se retrouvent en ville, ils s'interrogent : dois-je retourner à la réserve ou dois-je aller de l'avant seul ? Certains y réussissent, se marient, ont des enfants, et dès qu'ils commencent à en avoir ils réalisent que ces enfants vont grandir hors de la tradition. Alors, bien qu'il n'y ait pas de travail, nombreux sont ceux qui décident de retourner à la réserve pour qu'au moins les enfants puissent acquiescer le sens de leur propre tradition, savoir à quoi cela ressemble. d'être un Indien. Dans mon dernier roman, *An Indian Lawyer*, un Indien quitte ainsi sa réserve, est admis dans une très grande école, puis engagé par une prestigieuse société. Mais il se sent isolé de son peuple, étouffé par la culture dominante, et il entre dans une violence crise morale. Il ressent une forme de culpabilité envers sa culture et ses traditions. C'est un problème pour tous les Indiens.

Propos recueillis par
Jean-Louis Perrier

(1) A l'occasion de la publication en français de son premier roman, *Hiver dans le sang*, chez Albin Michel, collection « Terre indiennes » (Le Monde des livres du 8 mai).

(2) Rédigé par Arieta (564 pages, 108 F.).

(3) Devrait paraître l'an prochain aux éditions du Rocher.

(4) A paraître en octobre dans la collection « Terre indiennes » chez Albin Michel.